

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La politique monétaire et du crédit de la Banque Nationale de Belgique en 1952 — Concours officiels et bancaires au financement du commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise — Bibliographie sur la situation monétaire et financière de la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET DU CRÉDIT DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE EN 1952

*Extrait du Rapport présenté par le Gouverneur
à l'Assemblée générale des Actionnaires du 23 février 1953*

Après une nouvelle et rapide progression — inquiétante du point de vue monétaire — du solde créditeur de la balance des comptes de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise au début de l'année 1952, cette balance a tendu ensuite vers l'équilibre grâce à une diminution à la fois de l'excédent sur les pays de la zone européenne et du déficit avec la zone dollar.

La circulation monétaire qui, en 1951 et durant les premiers mois de 1952, s'était ressentie de la conjoncture internationale résultant de l'ouverture des hostilités en Corée et du réarmement, a évolué parallèlement à la balance des paiements vers la stabilité.

Il est à souhaiter que cette stabilité soit maintenue à un niveau élevé d'activité économique.

* * *

La circulation fiduciaire constituée par les billets de la Banque, qui, en 1951, avait augmenté à un rythme rapide de 88 à 95 milliards, s'est encore accrue, mais à un rythme modéré, pendant le premier semestre de 1952 jusqu'à 97 milliards pour se stabiliser à ce niveau pendant le second semestre.

Sans doute une augmentation de la circulation peut-elle s'expliquer par la hausse des prix, des salaires et des profits à l'intérieur et par la position

créditrice du pays dans ses relations commerciales extérieures. Mais une telle explication ne pourrait justifier les autorités monétaires de subir passivement l'incidence de ces facteurs dominés par la conjoncture internationale. Elle ne les dispense nullement d'agir, dans la limite de leurs attributions, pour freiner les hausses internes et rétablir les équilibres externes.

La Banque est intervenue à plusieurs reprises dans ce but en 1950 et en 1951 en relevant le taux de l'escompte. Elle n'a pas manqué ensuite d'abaisser ce taux, dès que la situation l'a permis. Les pouvoirs publics, de leur côté, ont pris, dans le cadre de leur compétence propre, certaines mesures, dont la principale — et la plus controversée — a été le système des retenues à l'exportation. Le but visé était double : d'une part favoriser la réorientation du commerce extérieur et d'autre part faire participer les entreprises exportatrices au financement des excédents à l'Union Européenne de Paiements. Ce double but a été atteint dans une grande mesure.

* * *

Si la politique monétaire doit viser à freiner les hausses spéculatives et à empêcher que se développent des tendances inflatoires, elle doit aussi viser à

assurer dans les meilleures conditions le financement à court terme de l'économie, au niveau d'activité le plus élevé possible.

Un tel financement a toujours été assuré dans notre pays depuis la libération.

A l'intérieur, l'activité économique n'a jamais cessé d'être entretenue normalement par les crédits du système bancaire. La Banque elle-même n'a jamais refusé son concours aux banques. Mais afin de mieux régler ce concours sur le rythme de l'activité économique réelle, elle a favorisé le développement du crédit d'escompte et de réescompte. En définitive, l'encours total du crédit bancaire utilisé par l'économie belge s'est élevé, en chiffres ronds, de 9 milliards en décembre 1944, à 12 milliards en 1945, à 20 milliards en 1946, à 25 milliards en 1947, à 27 milliards en 1948, à 27 milliards en 1949, à 36 milliards en 1950, à 38 milliards en 1951 et à environ 40 milliards à fin 1952. La proportion des effets de commerce au montant total du crédit bancaire s'est elle-même élevée progressivement de 12 à 58 %. Le système bancaire a certainement assuré le financement normal à court terme de l'activité économique.

Quant au financement du commerce extérieur, il a été réalisé suivant les procédés usuels du crédit documentaire à l'intervention des banques. L'encours de celui-ci est actuellement de l'ordre de 4 milliards. Au surplus, depuis la libération, à l'initiative de la Banque et avec la collaboration de l'Institut de Réescompte et de Garantie, un nouveau système de financement fut mis sur pied et prit bientôt un remarquable développement, celui des acceptations visées représentatives d'importations et d'exportations. L'encours de celles-ci s'élevait fin décembre 1952 à 5 milliards à l'importation et à près de 3 milliards à l'exportation.

Indépendamment de ces facilités usuelles et nouvelles, la Banque, avec la garantie de l'Etat, a été amenée, dans le but de tenir compte des nouvelles conditions du commerce international après la guerre et d'amorcer le développement des exportations, à consentir d'importants crédits à l'étranger dans le cadre d'accords de paiement bilatéraux ou multilatéraux. Ces crédits atteignirent net 2,5 milliards fin 1945, 3,5 milliards fin 1946, 10,8 milliards fin 1947, 10,2 milliards fin 1948, 7,2 milliards fin 1949, 4,1 milliards fin 1950, 19 milliards fin 1951, 22,6 milliards fin juin 1952. A la suite des récents arrangements de Paris après reprise par l'Etat d'une créance de 2,5 milliards sur la France et le Royaume-Uni, ce dernier montant a pu heureusement être ramené à 15 milliards environ durant le second semestre de l'année, dont 3,8 milliards provisionnés par les redevues à l'exportation.

Si l'on ajoute à ces divers montants celui des crédits à moyen terme hors accords de paiement accordés à divers pays étrangers à l'intervention des banques et des institutions paraétatiques de crédit —

environ 3,5 milliards — et si l'on tient compte enfin de l'intervention de l'Office National du Dueroire dont les garanties s'élèvent maintenant à près de 4,5 milliards, on mesurera l'effort fourni par les instances financières pour aider au remarquable développement de notre commerce extérieur depuis la libération.

Non seulement l'industrie exportatrice n'a jamais manqué de concours financiers, mais on peut même affirmer que ceux-ci ont dépassé à certains moments, par le jeu de facteurs qu'il n'était pas possible de maîtriser immédiatement, les limites raisonnables imposées par une saine politique financière.

Au surplus, on ne peut perdre de vue que les crédits consentis à l'étranger dans le cadre d'accords de paiement et dont bénéficient en fin de compte l'industrie exportatrice et l'économie nationale, ne se justifient que s'ils amorcent d'abord et entretiennent ensuite un courant régulier d'affaires en tenant compte des variations ordinaires du volume de celui-ci. Ceci exclut une immobilisation indéfinie de ces crédits et *a fortiori* une augmentation continue et indéterminée de ceux-ci.

Dès que des perspectives sûres n'existent pas de voir le crédit accordé dans le cadre d'un accord de paiement bénéficier à de nombreux exportateurs successifs et donc entretenir un courant régulier d'exportations et d'importations, il est évident que les autorités publiques hésiteront à l'accorder en faveur des seuls premiers exportateurs. L'expérience a pleinement justifié la réticence de la Banque à persévérer dans la voie d'accords de paiement comportant des marges de crédit en dehors de toute proportion avec le volume régulier des affaires et sans perspective de développement de celles-ci.

La Banque continuera à apporter son concours entier à l'expansion économique du pays et particulièrement du commerce extérieur, mais celui-ci suppose le paiement des exportations. Dans certains cas, on peut admettre que ce paiement soit à moyen ou à long terme; il appartient alors aux exportateurs de se procurer dans le marché des moyens de financement appropriés. Sous l'égide du Conseil des Institutions de crédit, des dispositions ont été prises pour régler ces cas spéciaux. La Banque a promis son concours dans la limite de sa compétence propre, c'est-à-dire en dernier ressort et à court terme.

* * *

Les difficultés que les exportateurs ont actuellement à surmonter trouvent surtout leur origine non pas à l'intérieur du pays mais bien à l'extérieur, et sont principalement le fait de la conjoncture internationale qui a amené les restrictions commerciales, le contrôle des changes et l'inconvertibilité des monnaies.

AVIS AUX LECTEURS

PUBLICATION D'UN RECUEIL DE STATISTIQUES ECONOMIQUES 1941-1950

Le Département d'Etudes économiques et de Documentation publiera prochainement un recueil de statistiques se rapportant à la période 1941-1950. Ce bulletin fait suite aux « numéros spéciaux » relatifs aux périodes 1919-1928 (publié en avril 1929) (1) et 1929-1940 (publié en février 1946).

Il comporte deux tomes : le premier comprend quelques notices destinées à faciliter la tâche du lecteur dans l'interprétation des chiffres; chaque notice est précédée de l'indication des sources et d'une brève bibliographie. Le second tome a trait aux tableaux de chiffres mêmes.

L'ensemble des deux tomes peut être obtenu contre versement d'une somme de 400 francs pour la Belgique (de 450 francs pour l'étranger) au compte chèque postal n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, sous la mention « Bulletin d'Information, numéro Statistique ».

(1) Epuisé.

On ne peut nier que, depuis la fin de la guerre, des progrès constants aient été accomplis dans le sens de la libération du commerce extérieur et surtout de la multilatéralisation des paiements. L'accord de Paris instituant l'Union Européenne de Paiements fut certes une étape importante dans cette voie. Cependant, s'il a réalisé une certaine convertibilité des devises européennes entre elles dans la limite des paiements courants, et assuré une convertibilité partielle de ces devises en or à concurrence d'une partie des excédents, il a malheureusement imposé à notre pays une charge excessive de crédit au delà du quota librement accepté à l'origine et à un taux d'intérêt arbitraire, l'acculant ainsi soit à une dangereuse expansion monétaire interne, soit à prendre, pour y échapper, des mesures restrictives qui vont directement à l'encontre du but visé qui est la libération du commerce international et des changes.

La convertibilité entière de toutes les devises ou tout au moins des principales d'entre elles, apporterait évidemment une solution adéquate à la plupart des problèmes que posent aujourd'hui les relations commerciales internationales. Elle n'est cependant pas un moyen, mais bien un but. Elle ne se décrète ni unilatéralement ni par voie de convention internationale. Elle ne peut se réaliser que par une coordination progressive des politiques.

Notre pays n'a jamais refusé de collaborer à la réalisation d'un pareil objectif. La Banque, en ce qui la concerne, a cherché de longue date à préparer les conditions d'une pleine convertibilité qui pourra être réalisée aussitôt que la conjoncture internationale le permettra et qui suppose essentiellement, du point de vue de la technique monétaire, le maintien de réserves de change suffisantes et le contrôle de la circulation, par une limitation raisonnable du crédit à l'économie, à l'étranger et à l'Etat.

* * *

Une telle politique de prudence dans la dispensation du crédit se recommande non seulement du point de vue monétaire puisqu'elle vise à réaliser la convertibilité du franc, mais aussi du point de vue économique et social. En effet, à ce double point de vue, il importe au plus haut degré, d'abord de freiner les

hausse de prix qui entraînent des hausses nominales — et fictives — des rémunérations, et ensuite, dans la mesure où il n'a pas été possible de prévenir de telles hausses, de laisser s'opérer les réadaptations nécessaires à la baisse des prix. La capacité concurrentielle du pays, qui est à la base de sa prospérité, en dépend.

Sans doute la politique monétaire seule ne peut-elle atteindre ce double objectif. Mais si, à cet égard, la politique monétaire n'est pas une condition suffisante du succès, l'expérience a démontré, et il est désormais établi, qu'elle en est une condition nécessaire et que les interventions légales ou réglementaires sont inefficaces si la politique monétaire ne vise pas à combattre les tendances inflatoires fondamentales.

* * *

Dans le cadre de cette politique, la Banque a conclu avec l'Etat, le 28 novembre dernier, une convention réglant son intervention dans le financement des crédits à l'Union Européenne de Paiements, auxquels l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise s'est engagée par les accords successifs de Paris de juillet 1950 et de juin 1952. La Banque a accepté de consentir des avances, à concurrence de 2.130.000.000 de francs, dans la mesure où la provision des retenues aux taux actuels serait insuffisante. La Banque a estimé pouvoir prendre le risque d'expansion monétaire que cette convention comporte. Mais il a été convenu que cette nouvelle intervention serait seulement temporaire, soit jusqu'au moment des fournitures militaires par la France et le Royaume-Uni aux termes de l'accord du 30 juin 1952.

Il y a lieu, en effet, de procéder avec circonspection dans la conjoncture actuelle. Certaines données internationales importantes de celle-ci ne sont pas encore suffisamment déterminées, tandis qu'à l'intérieur du pays la situation semble évoluer vers une stabilité relative. Cette situation comporte encore malheureusement un certain chômage, mais on ne serait justifié de recourir à des moyens monétaires pour y remédier que si — et tel n'est pas le cas — leur efficacité était certaine à cet égard, sans compromettre la stabilité de la monnaie.

CONCOURS OFFICIELS ET BANCAIRES AU FINANCEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Avant de fournir des indications numériques sur l'importance des concours que le système bancaire et les organismes publics apportent au commerce extérieur, il paraît opportun de donner des définitions précises. Car, dès l'abord, il convient d'opérer une distinction dans les interventions des organismes dispensateurs de crédit.

Parmi celles-ci figurent en premier lieu les facilités que ces organismes accordent à leur clientèle d'importateurs ou d'exportateurs pour assurer le financement de transactions commerciales individualisées pendant une partie plus ou moins longue du processus de l'opération.

Dans le cas de crédits à l'exportation, des délais de paiement ont été octroyés à l'acheteur étranger; le fournisseur belge reporte sur les banques la charge du financement de ce crédit dont bénéficie son client, entreprise privée ou publique; le règlement international n'interviendra qu'à l'expiration du crédit commercial.

Dans le cas des crédits à l'importation, l'acheteur belge a dû payer comptant ou à très bref délai: le règlement international a été opéré et le crédit bancaire est strictement intérieur.

De tout autre nature sont les crédits que se font, par ailleurs, les autorités monétaires de deux pays, dans le système des règlements internationaux actuels. Il ne s'agit plus, ici, de financer une transaction déterminée, mais de couvrir le solde d'une masse de créances et de dettes nées des relations de toutes espèces entre les deux économies — opérations commerciales, mouvements de capitaux, dons —, venues à échéance. Ces crédits servent donc à compenser un déséquilibre des paiements extérieurs.

Il n'est plus question, dans ce cas, de délais de paiement accordés aux firmes clientes: les crédits commerciaux qui ont été octroyés sont échus; les acheteurs étrangers disposent du pouvoir d'achat nécessaire pour se libérer de leurs engagements; mais ils en disposent en leur monnaie nationale et doivent acquérir du change. La difficulté provient donc, non pas de l'insolvabilité des clients — firmes ou orga-

nismes publics —, mais de l'insuffisance des moyens de paiements internationaux à la disposition des autorités monétaires centrales étrangères. D'où la nécessité pour elles d'obtenir des crédits de la part des institutions *ad hoc* dans le pays créditeur.

Les interventions de ces dernières ne constituent donc pas un crédit à l'exportation comme ces facilités bancaires dont il était question plus haut qui permettent aux vendeurs d'accorder des délais à leur clientèle, de firme à firme.

Mais néanmoins, ces crédits des autorités monétaires apportent un concours certain — bien qu'indirect — à l'activité des entreprises exportatrices et c'est à ce titre qu'ils seront envisagés ici: lorsque la Trésorerie ou le système bancaire accumulent des créances extérieures ou consentent des dons, ils provisionnent l'étranger en monnaie nationale; ils contribuent par conséquent à l'expansion des exportations car, à défaut de ces crédits — ou de ces dons —, les autorités monétaires étrangères devraient sans doute être plus parcimonieuses dans leurs allocations de change sur le pays créancier: la demande extérieure dont bénéficient les produits de ce dernier serait amputée, faute de moyens de paiements internationaux dans les pays des acheteurs.

Au cours des dernières années, les comptes internationaux de l'Union économique ont amené les organismes officiels et bancaires à consentir des crédits à de nombreux pays étrangers: l'activité des industries exportatrices en a bénéficié. L'étendue de ces interventions est assez facile à délimiter.

Au contraire, la définition des crédits que les banques accordent en vue d'opérations individualisées de commerce extérieur est plus complexe; leur recensement est, dès lors, plus arbitraire. En effet, comme le constate une récente étude de l'Office belge du Commerce extérieur, « du point de vue de la trésorerie des entreprises, les opérations de commerce international s'étendent bien au delà des deux temps extrêmes de l'embarquement et du dédouanement. Pour l'industriel qui livre ses produits à l'étranger, les premières mises de fonds commencent lors de la

mise en fabrication ou lors de la constitution d'un stock de vente; pour le négociant importateur, l'opération n'est terminée que lorsqu'il a liquidé à l'intérieur du pays les marchandises livrées de l'étranger » (1).

Dans les entreprises qui produisent à la fois pour le marché intérieur et l'étranger — c'est généralement le cas —, il est le plus souvent impossible de démêler, dans l'ensemble des besoins financiers, ceux qui sont provoqués par l'activité orientée vers les marchés extérieurs, sauf exceptionnellement s'il s'agit par exemple de l'exécution de grosses commandes de biens d'équipement individualisées. Les concours bancaires que l'entreprise s'est assurés facilitent effectivement son activité exportatrice en renforçant son fonds de roulement, ou en finançant ses programmes de fabrication. Mais il est impossible de déterminer à concurrence de quels montants, aussi longtemps que ces crédits se confondent avec la masse des avances et des escomptes dont la firme bénéficie auprès de ses banquiers.

De même, les concours bancaires accordés, sous les mêmes formes, au financement des importations des firmes productrices ne peuvent non plus être isolés.

Aussi est-ce généralement une acception plus restreinte que l'on donne au concept : crédits bancaires servant au financement des transactions avec l'étranger. Il s'agit de ces crédits qui permettent soit aux exportateurs de reconstituer leur trésorerie en mobilisant le paiement à recevoir au terme convenu d'expéditions à l'étranger *déjà effectuées*, soit aux importateurs de faire régler par leur banquier des fournitures reçues et payables au comptant ou payées avant réception, la réalisation des produits importés devant permettre le remboursement de cet engagement envers la banque.

Suivant les conditions de paiement arrêtées entre les parties, le financement d'une transaction internationale est plus ou moins à charge de l'acheteur ou du vendeur. Ces conditions de paiement varient évidemment suivant les marchés géographiques et suivant les produits. Mais elles seront influencées par un facteur général : le rapport de l'offre et de la demande. Si la position des vendeurs est privilégiée, comme dans une période de pénurie, ils pourront imposer des conditions se rapprochant du paiement au comptant; c'est l'importateur qui aura à trouver les facilités bancaires si besoin en est. Quand, au contraire, la concurrence entre vendeurs permet à la clientèle de subordonner ses achats à l'octroi de crédits commerciaux, ce sont les fournisseurs qui devront obtenir les concours bancaires éventuellement nécessaires. Dans ces circonstances, une organisation convenable de la distribution de crédits à l'exportation peut devenir un des instruments de l'ex-

pansion commerciale sur les marchés étrangers et il est accoutumé que les milieux d'affaires se montrent plus exigeants sur ce chapitre lorsque les marchés sont disputés. Depuis quelques mois, les préoccupations semblent se centrer sur les crédits à l'exportation; ceux-ci peuvent, d'ailleurs, nécessiter des termes beaucoup plus longs que les facilités demandées par les importateurs.

Pourtant, sous cette réserve que leur terme peut différer, les interventions de banques, tant en faveur des importateurs que des exportateurs, contribuent également à financer le cycle qui va depuis l'importation des matières jusqu'au règlement des marchandises écoulées à l'étranger; mais elles interviennent à deux points différents.

* * *

A. Les crédits accordés par les banques et les organismes publics de crédit en vue du financement de transactions commerciales extérieures individualisées.

On a expliqué ci-avant pourquoi on se limitera ici aux concours qui assortissent une exportation matériellement effectuée, pour un terme couvrant la durée du transport et le délai de paiement accordé à l'acheteur, ou qui servent à régler une importation de marchandises reçues, payables comptant ou déjà payées en tout ou en partie.

Même conçus de façon aussi étroite, ces concours sont difficilement mesurables; c'est-à-dire que l'on doit se borner à recenser certaines formes de crédits spécifiquement liées à des transactions internationales; force est d'omettre les facilités consenties pour ce même objet sous d'autres formes — les crédits de caisse, par exemple.

Les crédits qui ont pu être identifiés sont les suivants :

a) Les crédits par acceptation de banque

Il faut distinguer les engagements d'acceptation des banques en devises vis-à-vis de l'étranger et leurs engagements en francs belges.

Dans le premier cas, le schéma de l'opération est le plus souvent le suivant : d'ordre d'un banquier belge, un de ses correspondants étrangers — généralement à Londres ou à New-York — ouvre un crédit d'acceptation qui servira à financer les achats d'un client belge du premier banquier. Dans ce cas, le crédit — en tant que débours — est consenti par le système bancaire étranger; l'intervention du banquier belge engage sa responsabilité vis-à-vis de son correspondant, mais ne lui impose pas la charge du financement.

Dans le second cas — engagements d'acceptation en francs belges —, le bénéficiaire du crédit d'acceptation et le tireur des traites se confondent dans une même personne — exportateur ou importateur;

(1) Financement du Commerce extérieur. La participation des Institutions publiques, p. 9.

ses tirages, acceptés par la banque, seront négociés dans le marché hors banque intérieur; ainsi, l'exportateur alimentera sa trésorerie en dépit du délai qu'il a consenti pour le règlement de ses fournitures; ainsi, l'importateur se constituera les fonds nécessaires au paiement des marchandises reçues.

Cette seconde modalité a connu un développement considérable en Belgique après la guerre, à l'initiative de la Banque Nationale et de l'Institut de Réescompte et de Garantie. Les tentatives faites en 1930 et en 1938 pour créer et animer un marché intérieur d'acceptations avaient eu assez peu de succès : les négociants belgo-luxembourgeois s'adressaient aux grands centres bancaires, les places de Londres et de New-York et accessoirement celle de Paris.

Après la libération, la nécessité de financer les importations, puis plus tard les ventes à l'étranger, dans un système de paiements internationaux perturbés, a provoqué la création d'un marché d'acceptations en francs belges. La Banque Nationale a d'ailleurs favorisé le recours à ces tirages revêtus d'acceptation bancaire plutôt qu'aux crédits de caisse, plus onéreux pour l'emprunteur et difficilement mobilisables pour le banquier.

C'est par le mécanisme du visa que la Banque Nationale a apporté un stimulant au marché en voie d'organisation. Par l'apposition de son visa, la Banque s'engage formellement à admettre d'office au réescompte les tirages visés pour autant qu'ils n'aient plus que 120 jours à courir, et qu'ils soient cédés par un banquier autre que l'accepteur, par une institution publique ou par un comptoir d'escompte.

L'Institut d'émission subordonne d'ailleurs l'octroi du visa à certaines conditions, notamment l'utilité économique de la transaction commerciale qui est à la base du tirage.

On dispose d'une documentation statistique assez complète pour les acceptations qui sont soumises au visa : notamment le genre de l'opération — importations ou exportations —, la nature des marchandises, le pays de provenance ou de destination. Cette documentation permet de formuler quelques observations dont il sera fait état ci-après.

On ne dispose d'aucun renseignement de ce genre pour les acceptations bancaires non visées; il n'est

d'ailleurs pas certain qu'elles servent toujours à financer des opérations de commerce extérieur; il s'agit assez souvent de papier financier.

Il faut rappeler ici que, si les banques de dépôts sont à l'origine de ces crédits d'acceptation et restent engagées par leur signature pour la durée de l'opération, elles ne supportent que très partiellement la charge du financement de l'encours. Qu'il s'agisse de traites visées ou non, le papier est négocié sur le marché hors banque, organisé et régularisé par l'Institut de Réescompte et de Garantie. Celui-ci achète les acceptations visées. Il nourrit ce portefeuille par ses emprunts d'argent au jour le jour en chambre de compensation; mais ces disponibilités étant insuffisantes, l'Institut cède l'excédent d'acceptations visées à des organismes bancaires ou non bancaires privés ou paraétatiques, si l'état de liquidité des marchés monétaire et financier le permet, ou, sinon, le réescompte auprès de la Banque Nationale.

Le financement du commerce extérieur par le mécanisme des acceptations bancaires visées est particulièrement avantageux quant aux coûts de ces crédits. Depuis le 6 novembre 1951, les taux appliqués par l'I.R.G. au papier à 120 jours et moins (pour les banques de première catégorie) s'élèvent à 2 1/4 % pour les effets finançant des exportations vers la zone dollar et des importations en provenance de la zone U.E.P. et à 2 1/2 % pour les autres effets visés (1).

Or, les conditions d'intérêt décompté par les banques commerciales à leur clientèle pour les autres opérations sont généralement plus onéreuses que le taux d'escompte officiel qui a été, pendant cette période, de 3 1/4 %, puis de 3 % à partir du 18 décembre 1952.

Pour les acceptations non visées représentatives d'opérations de commerce extérieur, l'Institut de Réescompte intervient actuellement comme courtier seulement : il fait la liaison entre l'offre de papier et la demande émanant de banques, de paraétatiques ou d'organismes privés financiers. On ne dispose pas d'indications précises sur l'encours de ces acceptations non visées ayant servi à financer des transactions avec l'étranger : il doit être de l'ordre de quelques centaines de millions.

(1) Depuis le 10 février 1953, les taux pour le papier à plus longue échéance ont été fixés comme suit par l'Institut :

(Banques de première catégorie)

Acceptations bancaires et acceptations commerciales visées

	Finançant des exportations vers la zone dollar et des importations en provenance de la zone U.E.P.		Autres	
121 à 240 jours	Taux de la B. N. B. (*)	+ 1/4 %	Taux de la B. N. B. (*)	+ 3/4 %
241 à 305 jours	idem	+ 1/2 %	idem	+ 1 3/8 %
306 à 545 jours	idem	+ 3/4 %	idem	+ 2 1/8 %
546 à 730 jours	idem	+ 1 %	idem	+ 2 5/8 %

(*) Taux des traites acceptées domiciliées en banque.

Les effets représentatifs de stocks de sécurité bénéficient d'un taux égal au taux d'escompte officiel, soit 3 %.

b) *Les crédits par escompte d'acceptations commerciales*

Ces acceptations sont des tirages d'exportateurs belges sur des clients étrangers, acceptés par ceux-ci, et revêtus d'un endos de banque. Elles sont admises à bénéficier du visa de la Banque Nationale, au même titre que les acceptations bancaires, et sont négociées, comme elles également, sur le marché hors banque par l'entremise de l'Institut de Réescompte.

Les taux qui leur sont appliqués par l'I.R.G. sont, pour le papier à 120 jours et moins, de 1/8 % supérieurs aux taux pour les acceptations bancaires

visées, car celles-ci présentent une garantie plus grande étant donné que le tiré est une banque.

* * *

Au tableau I ci-après, on a réuni les données disponibles sur l'encours des acceptations bancaires — en ce compris les acceptations de banques étrangères — et commerciales tracées en représentation de transactions avec l'étranger. On constatera que l'encours servant au financement d'importations a légèrement diminué de juin 1951 à septembre 1952; au contraire, le montant des traites créées à l'occasion de ventes à l'étranger accuse un progrès évident au cours de la même période.

TABLEAU I

Financement du commerce extérieur par les mécanismes d'acceptation

(en milliards de francs)

	Financement d'importations				Financement d'exportations			
	30-6-1950	30-6-1951	30-6-1952	30-9-1952	30-6-1950	30-6-1951	30-6-1952	30-9-1952
Engagements d'acceptation des banques en devises envers l'étranger.....	1,4	1,8	0,6	0,5	—	—	—	—
Acceptations bancaires visées en francs belges :								
a) représentatives d'exportations ..	—	—	—	—	0,8	0,5	1,1	1,6
b) représentatives d'importations ..	2,1	4,0	4,8	5,0	—	—	—	—
Acceptations bancaires non visées	?	?	?	?	?	?	?	?
Acceptations commerciales visées	—	—	—	—	—	0,6	1,3	1,2
Total...	3,5	5,8	5,4	5,5	0,8	1,1	2,4	2,8

c) *Une partie des crédits de réescompte de l'Institut de Réescompte et de Garantie*

En tant qu'organisme chargé entre autres fonctions de faciliter la mobilisation des créances bancaires, l'Institut accorde aux banques des lignes de crédit de réescompte. Dans le courant de 1952, le plafond fixé par l'Institut à la partie de ces crédits de réescompte qui est destinée à mobiliser des avances faites aux exportateurs, a été porté à 2,2 milliards : 1,4 milliard est consacré à des crédits finançant la fabrication de produits destinés à l'étranger et 0,8 milliard à des crédits qui ont été nécessités par l'octroi de délais de paiement aux acheteurs.

Au 30 septembre 1952, les banques disposaient auprès de l'Institut, pour des avances consenties à leur clientèle d'exportateurs sous une forme autre que par acceptations visées, de plafonds de réescompte de 713 millions pour la fabrication et de 335 millions pour les délais de paiement. Bien que les banques n'aient mobilisé que des montants très modestes à valoir sur ces lignes de crédit, on ne peut pas en déduire que les facilités effectivement utilisées par la clientèle des banques aient été aussi limitées.

d) *Les crédits accordés par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie*

On a vu que les organismes financiers publics, et notamment la Société Nationale, se portaient acquéreurs sur le marché hors banque d'acceptations bancaires.

Mais on envisage ici les interventions de la Société Nationale sous forme de crédits à moyen terme consentis aux entreprises industrielles, pour financer les délais de paiement consentis aux clients étrangers. Par leur durée qui ne peut pas être inférieure à deux ans, ces crédits sont destinés surtout à assortir les ventes de biens d'équipement.

Au 30 septembre 1952, ils s'élevaient à 247 millions, dont 90 millions environ étaient utilisés.

* * *

Jusqu'à présent, on a fait état d'opérations de crédit des organismes bancaires ou publics qui mettent des liquidités à la disposition des exportateurs ou des importateurs. L'effet monétaire de ces interventions est d'ailleurs différent suivant que la

charge de ces crédits est supportée soit par le système bancaire intérieur — dont les décaissements sont créateurs de moyens de paiement —, soit par les organismes financiers publics ou privés qui puisent leurs ressources dans le marché des capitaux, ou aussi par des systèmes bancaires étrangers.

Pour être complet, il faut encore mentionner deux formes d'assistance qui contribuent au développement des transactions avec l'étranger, sans qu'il y ait octroi de crédits proprement dits.

La première consiste dans les crédits documentaires ouverts par les banques, soit d'ordre d'importateurs belges, soit d'ordre et pour compte de correspondants étrangers; dans ce dernier cas, les exportateurs sont assurés du règlement de leurs fournitures, du fait de l'engagement de paiement pris par les banquiers étrangers. Ces crédits documentaires n'ont occasionné aucun décaissement aux trésoreries des banques et n'ont pas encore mis de liquidités à la disposition de l'économie.

La seconde consiste dans l'octroi de la garantie de l'Office National du Ducroire. La description des formes et des conditions de son intervention n'entre pas dans le cadre de cet article (1).

L'octroi de la garantie du Ducroire facilite, aux exportateurs, l'obtention des concours bancaires nécessaires au financement de leur activité. Aussi, les interventions de l'Office peuvent-elles être rangées parmi les contributions apportées par le secteur officiel à l'expansion commerciale extérieure, bien qu'elles ne se manifestent pas directement par un accroissement des moyens financiers à la disposition des exportateurs.

Au 30 septembre 1952, les engagements réels de l'Office s'élevaient à 4,3 milliards.

* * *

La grandeur absolue des données numériques dont il a été fait état jusqu'à présent n'a guère de signification en soi. Lorsque la documentation statistique le permet — c'est le cas pour les acceptations visées —, c'est par référence à d'autres repères qu'elles pourront être interprétées.

Comme ces crédits assortissent des opérations sur marchandises bien plus que sur services, on pourra utiliser comme point de comparaison la valeur des échanges internationaux de produits.

On analysera le *financement par acceptations visées des exportations* d'abord, puis celui des *importations*.

1. Les crédits consentis aux exportateurs par le mécanisme des acceptations visées

Le volume de ces crédits dépend fort peu de l'importance des courants d'exportation, mais surtout de

(1) La brochure de l'Office belge du Commerce extérieur à laquelle on a fait allusion ci-avant contient une documentation très actuelle sur ce sujet.

l'allure des marchés mondiaux, des pratiques commerciales de ventes, des usages bancaires internationaux et des facultés de financement que les importateurs étrangers peuvent trouver dans leurs propres systèmes bancaires. Enfin, les perspectives de la balance des comptes exercent une influence indirecte sur le montant des acceptations visées représentatives d'exportations. Car les tirages sur l'étranger sont destinés à être acquittés à l'échéance, dans la devise convenue, et les autorités monétaires du pays de l'exportateur peuvent craindre des difficultés de règlement à ce moment; aussi, lorsque l'évolution probable des comptes globaux le justifie, elles peuvent être amenées à régler la distribution de ces facilités, avantageuses au point de vue coût, qui permettent aux exportateurs de consentir plus facilement des délais commerciaux à leurs clients.

La répartition géographique des ventes ayant donné lieu à création d'acceptations sera considérée tout d'abord.

La concentration sur quelques pays est frappante : au 30 septembre 1952, sur un encours de 1.650 millions d'acceptations bancaires visées, 798 millions avaient été tracées à l'occasion d'exportations vers le Brésil. A la même date, sur un encours de 1.179 millions d'acceptations commerciales visées, 438 millions représentaient des ventes à la Yougoslavie, 230 millions à Israël et 327 millions à la Finlande.

Les acceptations visées étaient peu utilisées pour financer les ventes aux marchés principaux de l'Union économique, comme il ressort du tableau II ci-après.

TABLEAU II

Encours d'acceptations bancaires et commerciales visées représentatives d'exportations

(en millions de francs)

	31 mars 1951	31 décembre 1951	30 septem- bre 1952
Pays U. E. P.	113	49	444
dont : Pays-Bas	29	7	17
Royaume-Uni	19	8	12
France	27	14	214
Allemagne	10	12	84
Zone sterling	29	9	14
Etats-Unis	68	71	112
Amérique du Sud	509	406	847
Divers	468	819	1.426
Total ...	1.158	1.345	2.829

L'encours des acceptations sur les pays de l'U.E.P. était insignifiant avant que la position belgo-luxembourgeoise à l'Union de Paiements subisse la crise de la seconde moitié de 1951; il s'était encore réduit à la fin de l'année, des conditions plus restrictives ayant été établies pour l'octroi du visa de la Banque; celles-ci ont été relâchées au cours des derniers mois,

mais ce n'est pas cet assouplissement qui a provoqué surtout l'augmentation de l'encours; celle-ci provient en ordre principal d'une opération exceptionnelle avec la France : le financement temporaire par acceptations de ventes habituelles de charbons.

Le montant d'acceptations sur les Etats-Unis reste peu important par rapport à la valeur des ventes à ce pays.

En novembre 1950, un programme de financement à moyen terme d'exportations vers la Yougoslavie et Israël a été mis sur pied, avec le concours des banques, de l'Institut de Réescampte, de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Le plafond des crédits était de 700 millions pour le premier pays et de 300 millions pour le second. La Banque a donné son accord pour viser des acceptations commerciales à concurrence de 90 % de la valeur des exportations effectuées en vertu de ce programme. Un autre, un peu antérieur, portant sur 300 millions, prévoit le financement de ventes de produits de consommation à la Yougoslavie, par création de traites à un an. L'exécution de ces programmes explique le gonflement de l'encours sur les pays « Divers ».

L'importance de l'encours sur l'Amérique du Sud provient de ce que le Brésil a allongé les délais des transferts effectués par les instances officielles en règlement des exportations : les fournisseurs belgo-luxembourgeois ont été amenés à mobiliser leurs créances en créant des acceptations bancaires, qui ont donné lieu à renouvellements.

En bref, les traites représentatives d'exportations vers les marchés U.E.P. et les Etats-Unis constituaient 20 % environ de l'encours total des acceptations visées au 30 septembre 1952, alors que ces débou-

chés absorbent, ensemble, plus de 75 % des ventes à l'étranger de l'Union économique des neuf premiers mois de 1952.

* * *

Mais cette comparaison peut être boiteuse; la répartition géographique de l'encours à plusieurs dates successives est affectée par l'inégale durée des acceptations : par exemple, la durée moyenne des acceptations commerciales sur la Yougoslavie et Israël est plus longue que celle des acceptations bancaires tracées à l'occasion des ventes aux autres pays. En d'autres termes, si les tirages sont à courte échéance, ils se renouvelleront plus rapidement et, avec un même encours, on pourra financer une valeur plus grande de fournitures.

Pour éliminer l'incertitude, c'est plutôt le montant des acceptations visées au cours d'un trimestre que l'on rapprochera de celui des exportations au cours de la même période. Cette comparaison est assez légitime, le décalage entre le recensement du visa et celui des ventes n'étant pas très grand, puisque, en principe, le visa est donné au moment de l'embarquement des marchandises. Seulement, pour rendre le rapprochement parfaitement exact, il faudrait éliminer les renouvellements de traites, qui figurent également dans le montant des visas donnés; l'erreur par excès que l'on commet n'est pas très large, sauf peut-être dans le cas du Brésil, au dernier trimestre de 1952.

Faute de documentation pour les périodes antérieures, la comparaison se limite aux trois premiers trimestres de 1952. Elle confirme les observations faites ci-dessus en les nuancant.

TABLEAU III

Montants d'acceptations bancaires et commerciales (exportations) visées et valeur des exportations de l'U.E.B.L.

Répartition géographique
(Moyennes mensuelles en millions de francs)

	1 ^{er} trimestre 1952			2 ^e trimestre 1952			3 ^e trimestre 1952		
	Valeur des exportations	Montants visés	p. c.	Valeur des exportations	Montants visés	p. c.	Valeur des exportations	Montants visés	p. c.
Pays U. E. P.	8.366	47	0,6	7.133	46	0,6	6.277	229	3,6
dont : Pays-Bas	1.634	12	0,7	1.601	11	0,7	1.379	14	1,-
Royaume-Uni ..	1.394	14	1,-	1.180	4	0,3	998	8	0,8
France	914	7	0,8	708	5	0,7	630	116	18,4
Allemagne	780	6	0,8	705	10	1,4	995	36	3,6
Zone sterling ..	2.390	16	0,7	1.837	13	0,7	1.436	11	0,8
Etats-Unis	728	37	5,-	671	33	4,9	803	26	3,3
Amérique du Sud	629	125	19,8	556	170	30,5	368	205	55,7
Divers	1.808	149	8,3	1.939	220	11,4	1.645	142	8,6
Total ...	11.531	358	3,1	10.299	469	4,55	9.093	602	6,62

La fraction des ventes à l'étranger qui donne lieu à financement par acceptations bancaires ou commerciales visées est tout à fait réduite, sauf pour l'Amérique du Sud; encore la plus grande partie de ces acceptations intéresse-t-elle le Brésil seul; l'augmentation du pourcentage est en partie apparente dans la mesure où elle résulte des renouvellements; pour le surplus, elle a pour origine les difficultés de paiements extérieurs de ce pays. L'accroissement du pourcentage pour les pays U.E.P. provient presque exclusivement d'opérations avec la France.

Au cours des derniers mois, le recours des exportateurs à ces crédits n'a pas été freiné par les autorités monétaires, sinon par les règles normales adoptées pour l'octroi du visa. On peut donc supposer, soit que les exportateurs financent par d'autres voies les crédits commerciaux qu'ils accordent à leurs clients, soit — et ceci semble plus vraisemblable — qu'ils ont pu, jusqu'à présent, imposer le paiement au comptant ou à terme très rapproché.

Dans le premier cas, si l'agencement de la trésorerie des exportateurs nécessite un recours aux banques, celles-ci interviennent sans doute en accordant des crédits d'escompte et de caisse. Dans le cas de paiement au comptant — voire à la commande — ou de paiement à bref délai, ce sont les marchés du crédit étrangers qui apportent les concours nécessaires aux importateurs de produits belgo-luxembourgeois (1).

Le peu d'importance des crédits par rapport aux ventes et leur concentration sur quelques pays enlèvent toute rigueur aux conclusions que l'on serait

tenté de formuler en observant leurs mouvements. La présentation au visa de traites représentant des transactions portant ensemble sur quelques dizaines de millions, suffit à provoquer une fluctuation sensible.

Il serait abusif, par exemple, d'interpréter un accroissement du pourcentage pour un marché ou une région déterminés, comme indiquant une détérioration des marchés locaux ou une compétition plus grande entre offrants.

* * *

On a, par ailleurs, examiné si les fluctuations de ces données montraient que les secteurs industriels, touchés par l'effritement de la demande extérieure, utilisaient davantage les crédits par acceptation pour accorder à leur clientèle des délais commerciaux plus longs.

A cet effet, on a rapproché le volume des acceptations bancaires et commerciales visées au cours d'un trimestre et représentatives de ventes d'un secteur industriel à la valeur globale des exportations de ce secteur pendant la même période. La documentation disponible permet de remonter au début de 1951.

(1) En Belgique, le montant des traites visées représentatives d'importations est plus important que pour les exportations; il s'élève au troisième trimestre de 1952 à 4.487 millions, soit 16 % de la valeur des achats de cette période, comme on le verra ci-après. Ceci confirmerait l'opinion que le règlement comptant est encore plus répandu, dans les échanges internationaux, que le délai de paiement.

TABLEAU IV

Montants d'acceptations bancaires et commerciales (exportations) visées et valeur des exportations de l'U.E.B.L.

Par secteurs

(Moyennes mensuelles en millions de francs)

Secteurs	1 ^{er} semestre 1951			2 ^e semestre 1951			1 ^{er} semestre 1952			3 ^e trimestre 1952		
	Valeur des exportations	Montants visés	p. c.	Valeur des exportations	Montants visés	p. c.	Valeur des exportations	Montants visés	p. c.	Valeur des exportations	Montants visés	p. c.
1. Sidérurgie	2.102	37	1,7	2.737	56	2,1	2.937	73	2,5	2.354	106	4,5
2. Fabrications métalliques	1.578	37	2,3	1.873	53	2,8	2.061	136	6,6	1.648	130	7,9
3. Industrie textile et du vêtement	2.867	132	4,6	2.182	81	3,7	1.689	80	4,7	1.341	98	7,4
4. Industrie des métaux non ferreux	1.009	5	0,5	1.065	6	0,5	1.091	7	0,6	1.112	23	2,0
5. Industries chimiques	987	45	4,5	1.056	62	5,9	923	71	7,7	641	51	8,0
6. Charbonnages	163	—	—	261	—	—	333	2	0,5	325	137	42,2
7. Industrie diamantaire	319	—	—	256	—	—	220	—	—	251	—	—
8. Industries alimentaires	400	15	3,7	409	5	1,1	347	4	1,2	216	3	1,2
9. Agriculture	263	2	0,9	271	3	1,2	174	4	2,3	136	16	11,7
10. Verreries et glaciers	188	—	—	178	—	—	133	—	—	108	—	—
11. Cimenteries	91	10	11,0	103	12	11,1	70	13	18,0	97	24	24,8
12. Industries des peaux et cuirs	118	3	2,8	115	5	4,2	74	6	8,4	82	7	8,5
13. Industrie du papier et des livres	152	1	0,7	193	1	0,4	129	6	4,2	80	1	1,3
14. Carrières	49	—	—	55	—	—	49	—	—	50	1	1,3
15. Industrie du caoutchouc	76	1	1,5	97	3	3,3	54	—	—	47	—	—
16. Industries des bois et meubles	55	1	1,5	61	1	0,8	39	2	6,4	41	4	8,9
17. Industries céramiques	27	1	3,8	30	1	2,2	29	—	1,1	24	—	—
18. Industrie du tabac	15	—	—	15	—	—	11	—	—	7	—	—
19. Divers	292	—	—	386	—	—	552	—	—	533	1	0,1
Total	10.751	290	2,70	11.343	289	2,54	10.915	404	3,70	9.093	602	6,62

Ce tableau confirme encore les observations antérieures. On constate en effet que, pour la plupart des secteurs, une petite partie des ventes à l'étranger est assortie de crédits par acceptations visées. Il n'y a vraiment que pour les exportations de ciments que, depuis le début de 1951, le pourcentage soit de quelque importance. Les montants visés sont nuls ou insignifiants — de même, par conséquent, le rapport aux exportations — pour les industries diamantaires, les verreries, les papeteries, les carrières, les industries du caoutchouc, céramiques et du tabac. Les ventes à l'étranger de certains de ces secteurs ont subi une contraction très sensible : c'est le cas des verres et glaces, des peaux et cuirs et des papiers; on n'observe en tout cas aucune tendance à recourir davantage au tirage et au visa d'acceptations.

Dans d'autres cas, les montants absolus des acceptations visées sont un peu plus importants et s'accroissent, mais demeurent faibles par rapport au chiffre des exportations. C'est le cas de la sidérurgie, des fabrications métalliques et de l'industrie des métaux non ferreux. Leurs ventes évoluent différemment; pour les deux premières, leur valeur est passée par un maximum au premier trimestre de 1952 et fléchit légèrement depuis lors; pour la troisième, le courant d'affaires avec l'étranger se maintient au niveau élevé atteint dans la seconde moitié de 1951. Mais les mouvements sont d'un ordre de grandeur trop petit que pour être caractéristique d'un accroissement du recours des sidérurgistes et des entreprises de fabrications métalliques aux mécanismes des crédits d'acceptations, dans le moment où le marché de l'acier et des produits métalliques devient plus compétitif. On peut faire la même remarque à propos d'une évolution analogue dans le cas de l'agriculture, de l'industrie des peaux et cuirs et des industries du bois.

Dans les textiles, au contraire, les développements sont opposés : si le rapport du montant des visas à la valeur des ventes se redresse, c'est en raison de la chute des exportations; car le volume de traites soumises au visa de la Banque n'atteint plus le chiffre du premier trimestre de 1951. Cette constatation vaut aussi pour les industries alimentaires.

Les ventes à l'étranger des industries chimiques sont en diminution depuis le début de 1952; au premier semestre, le montant des acceptations présentées au visa s'était quelque peu accru par suite du financement sous cette forme de ventes d'engrais à l'Espagne. Le recours aux crédits d'acceptation s'est, au contraire, réduit au troisième trimestre.

L'industrie cimentière est le seul secteur qui ait régulièrement financé une partie assez importante de ses ventes à l'étranger par des traites visées; le procédé est utilisé davantage encore au troisième trimestre de 1952 au cours duquel le montant visé représente un quart de la valeur globale des ventes; celles-ci, qui avaient fléchi dans les premiers mois de 1952, se sont redressées ultérieurement, grâce à un

déplacement des marchés; l'accroissement des crédits par acceptation peut aussi provenir de renouvellements.

Le financement par crédits d'acceptation des ventes de charbon apparaît comme très important au troisième trimestre de 1952, alors que ce moyen était fort peu utilisé auparavant. Il s'agit de ventes habituelles vers la France qui ont donné lieu assez exceptionnellement, semble-t-il, à création d'acceptations.

L'examen de l'évolution des encours depuis le début de 1951 conduirait aux mêmes constatations : or, on ferait intervenir ainsi l'élément *durée* de ces crédits à l'exportation. Tout au plus, cette évolution révélerait-elle un accroissement plus net de l'intervention des acceptations visées dans le financement des ventes des fabrications métalliques au cours de 1952.

La réserve que l'on a formulée quant à la signification des mouvements observés, impose une grande circonspection dans les conclusions que l'on serait tenté de proposer.

Il n'est pas exclu que quelques-unes des industries qui rencontrent des difficultés sur les débouchés extérieurs tendent à recourir davantage aux crédits d'acceptation, mais cette tendance est encore extrêmement faible.

Les possibilités de défendre la position des industries belgo-luxembourgeoises sur les marchés étrangers par l'octroi de facilités de paiement plus larges dépendent en effet de nombreux facteurs, parmi lesquels l'orientation des ventes de chaque industrie, les pratiques commerciales de chaque marché et les causes de l'affaiblissement éventuel de la demande des divers produits belges.

En tout état de cause, le rapport des acceptations visées au chiffre d'affaires avec l'étranger des divers secteurs reste très bas, sauf peut-être dans le cas des cimenteries.

Il n'est pas improbable que les industries exportatrices n'aient pas encore épuisé, aux taux et aux conditions de visa en vigueur, les possibilités qu'offrent les crédits d'acceptation pour le financement de leurs ventes à l'étranger. D'ailleurs, cette hypothèse est peut-être confirmée par le fait que les plafonds fixés par la Banque Nationale pour le visa des traites représentatives d'exportations sont loin d'être atteints pour la grande majorité des banques.

* * *

On n'a pas fait état — sinon par allusions — de la *durée* des crédits consentis par acceptations visées. Pour le court terme, il n'y a pas de règles générales en la matière : les conditions varient suivant les pays et les produits. Il semble, en tout cas, que les besoins de crédit à l'exportation aient été satisfaits.

Dans des cas particuliers — notamment pour les ventes de biens d'équipement —, les délais qu'il faut accorder aux acheteurs étrangers sont assez longs

pour nécessiter des concours financiers à moyen terme; en principe, l'octroi de ceux-ci met à contribution le marché des capitaux.

On sait que, depuis 1952, une coordination a été établie entre les diverses institutions compétentes de façon à organiser une distribution des crédits à moyen terme qui satisfasse les besoins légitimes de l'expansion commerciale, compte tenu des capitaux disponibles.

* * *

2. Les crédits consentis aux importateurs par le mécanisme des acceptations visées

Le recours à ce mode de financement est influencé dans une certaine mesure par l'ampleur des courants d'achat — plus spécialement ceux des matières premières; mais il dépend surtout des conditions de paiement arrêtées entre les parties et des facultés de financement dont les importateurs disposent par ailleurs. Parmi celles-ci, on rappellera la négociation sur des places étrangères de traites en devises acceptées par des banques de ces places; la diminution de l'encours de ces traites a été assez marquée au début de 1952 (cfr. tableau 1); des acceptations en francs belges visées leur ont été substituées. En outre, il ne faut pas perdre de vue que les autres formes de crédit distribuées par les banques belges peuvent servir — et servent effectivement sans qu'on puisse évaluer pour quel montant — au financement des achats à l'étranger.

On a observé précédemment que la création d'acceptations visées représentatives d'exportations est influencée indirectement par les perspectives de l'allure des paiements extérieurs. On peut faire une remarque similaire à l'endroit des effets représentatifs d'importations, avec cette différence que le transfert international est, en principe, simultané à la création d'une acceptation représentative d'un achat à l'étranger alors qu'il ne s'opérait qu'à l'échéance de la traite dans le cas d'une exportation.

Suivant l'état de la balance des paiements, la banque centrale accordera donc plus ou moins libéralement et pour des périodes plus ou moins longues, ce visa qui permet aux importateurs d'obtenir des crédits moins onéreux. Les autorités monétaires disposent de la sorte d'un instrument d'action sur l'orientation géographique des courants d'importation et sur la constitution des stocks.

Mais, comme on le verra ci-après, la partie des achats à l'étranger qui est financée de cette façon est plutôt minime, sauf pour quelques produits, et dès lors l'influence de la politique monétaire est assez limitée.

Depuis novembre 1951, les taux appliqués par l'Institut de Récompte, les délais autorisés par la Banque Nationale et, de manière plus générale, l'octroi de son visa ont été agencés de façon à appuyer la politique de réorientation du commerce extérieur :

c'est-à-dire, dans le cas des importations, substituer, dans la limite du possible, des achats dans les pays de l'U.E.P. aux fournitures payables en dollars.

On examinera donc la répartition géographique de l'encours des traites représentatives d'importations, acceptées et revêtues du visa de la Banque Nationale. Elle ressort des données du tableau v.

TABLEAU v

Encours d'acceptations bancaires et commerciales (1) visées représentatives d'importations (en millions de francs)

	30 juin 1951	31 décembre 1951	30 septembre 1952
Pays U. E. P.	1.357	1.559	2.523
dont : Pays-Bas.....	50	222	295
Royaume-Uni.....	52	58	525
France.....	133	165	451
Allemagne ...	45	86	107
Zone sterling .	671	588	1.352
Etats-Unis	864	911	1.299
Canada	299	580	225
Amérique du Sud....	340	286	305
Divers	1.164	1.145	605
Total...	4.024	4.481	4.957

(1) Les acceptations commerciales ne représentent qu'un montant dérisoire, dans l'encours total.

L'augmentation de l'encours global, du milieu à la fin de 1951, est saisonnière après le creux des mois d'été. L'accroissement ultérieur provient surtout d'un allongement de la durée des crédits, notamment par suite des renouvellements accordés pour le financement des stocks de sécurité.

Pour les pays de l'U.E.P., la majoration des encours provient aussi de l'admission au visa de la Banque de traites finançant des achats de demi-produits et même de produits finis; en outre, dans le cas du Royaume-Uni et de la zone sterling, des crédits d'acceptation antérieurement octroyés par Londres ont été remplacés par des acceptations en francs belges visées et négociées sur le marché intérieur.

L'encours d'acceptations visées représentant des achats aux Etats-Unis et au Canada s'accroît. Tout d'abord, les renouvellements d'effets ont donné à ce financement une assez grande durée. Ensuite, les achats de produits de base, les seuls dont le financement par acceptations visées soit autorisé pour les pays dollar, n'ont pas été frappés de restrictions quantitatives et se sont même élargis au premier semestre de 1952.

La comparaison du montant des acceptations visées au cours d'une période à la valeur des importations de la même période n'a guère de signification. Les traites renouvelées sont comprises dans les montants visés, de sorte qu'il est impossible d'éliminer, de

manière uniforme, l'influence des différences de durée des crédits recensés dans l'encours. Il n'est donc pas possible de mesurer la fraction des importations qui est financée par ces crédits d'acceptation.

On peut estimer toutefois que le rapport d'ensemble du montant d'acceptations visées à la valeur des importations est de l'ordre de 14 à 15 %.

Compte tenu de la part que l'ensemble des pays de l'U.E.P. prend dans les importations de l'U.E.B.L. — quelque 60 % du total —, l'encours de traites visées sur ces pays est fort peu élevé, sauf pour la zone sterling; ceci provient de la structure

des fournitures de ces pays qui comprennent relativement peu de produits dont les achats soient généralement financés par acceptations.

Il en est autrement dans le cas des Etats-Unis et du Canada, par suite de l'importance de leurs fournitures de céréales et de coton, et dans le cas de l'Amérique du Sud, par suite de ses livraisons de cafés.

En fait, relativement à l'importance des courants d'achats, ce mode de financement est surtout utilisé pour quelques matières premières ou denrées de base importantes : laines, céréales, cotons, huiles minérales, cafés, huiles alimentaires, bois.

TABLEAU VI

Encours des acceptations bancaires et commerciales (importations) visées et valeur des importations de l'U.E.B.L.

(en millions de francs)

Rubriques	Importations de l'U. E. B. L. du 1 ^{er} juillet 1951 au 30 juin 1952		Encours des acceptations			
	Valeurs absolues	p. o.	30 juin 1951	31 décembre 1951	30 juin 1952	30 septembre 1952
1. Céréales	6.566	5,3	736	734	670	647
2. Cafés, épices	3.030	2,5	196	191	142	197
3. Huiles	2.468	2,-	390	583	248	358
4. Sucres	672	0,5	128	—	—	—
5. Minerais de fer	3.186	2,6	104	141	52	167
6. Cuivre brut	5.060	4,1	103	102	91	107
7. Autres métaux non ferreux	1.338	1,1	82	118	88	158
8. Parties et pièces détachées d'autos, etc.	4.924	4,-	18	41	264	205
9. Laine (matière première)	3.688	3,-	494	399	1.006	1.082
10. Coton (matière première)	5.362	4,3	585	482	792	504
11. Jute (matière première)	1.020	0,8	109	15	13	10
12. Matières premières des industries du bois	1.672	1,4	112	389	75	189
13. Matières premières des industries du cuir	1.250	1,-	79	53	37	50
14. Matières premières des industries du papier et de l'industrie gra- phique	1.865	1,5	251	287	115	64
15. Produits chimiques	2.880	2,3	75	79	66	60
16. Huiles minérales	5.420	4,4	153	298	523	512
17. Biens d'équipement	11.359	9,2	32	68	116	74
18. Divers	61.841	50,-	377	501	491	573
Total général...	123.601	100,-	4.024	4.481	4.789	4.957

Les données du tableau VI correspondent à des encours; c'est-à-dire que les montants sont influencés par deux facteurs : tout d'abord, l'importance des crédits d'acceptation dans le financement des importations et ensuite, la durée des crédits consentis.

On a dit plus haut que la documentation statistique ne permettait pas d'éliminer l'influence de ce second facteur puisque les renouvellements sont confondus avec les nouveaux visas.

Les observations que l'on peut formuler ne peuvent donc être très rigoureuses.

La répartition des encours entre les différentes catégories de produits achetés à l'étranger montre que pour la moitié des importations (réunies dans ce

tableau sous la rubrique « Divers »), le recours au financement par acceptations est très faible — l'encours ne représente guère plus de 10 à 11 % du total. Il en est de même pour les achats de biens d'équipement.

L'importance de l'encours pour les céréales et les huiles provient de la constitution de stocks de sécurité en 1951, puis du renouvellement des traites qui financent ces stocks.

Pour les laines, malgré la chute des achats, l'encours des acceptations visées augmente sensiblement : il faut tenir compte de ce que l'octroi du visa a été plus généreux à partir du milieu de 1951 environ et que les délais autorisés ont été allongés; en outre, le

financement des importations de laines en Belgique s'est déplacé en partie de Londres vers Bruxelles au début de 1952.

Pour les cotons également, l'encours ne se réduit pas dans la même mesure que la valeur des importations.

Pour toutes les autres catégories de marchandises, l'ordre de grandeur des chiffres est insuffisant pour qu'on en dégage des tendances caractéristiques.

B. Les crédits compensatoires consentis par les autorités monétaires

On les a définis ci-avant comme constituant une partie des interventions compensatoires des autorités monétaires dans le financement des déséquilibres de la balance des paiements; les autres modalités de règlement sont les versements d'or, les cessions de devises convertibles ou les dons officiels.

Les paiements extérieurs dont il est question ici ne résultent pas seulement des transactions commerciales, mais d'une masse d'opérations que l'on qualifiera d'« autonomes » en ce sens que leurs protagonistes obéissent en les effectuant, à d'autres mobiles que la mise en équilibre des comptes internationaux. En font partie non seulement les transactions sur biens et services, mais aussi les donations et les mouvements de capitaux privés, les remboursements contractuels sur la dette publique extérieure et ceux des emprunts à l'étranger de l'Etat qui n'ont pas pour objectif premier d'obtenir des devises.

Dans le cas d'un boni à financer par les autorités monétaires, les crédits accordés n'assortissent donc plus une transaction individualisée comme c'était le cas pour les concours bancaires dont il a été question auparavant. A l'échelle de la firme importatrice étrangère, il n'y a pas d'octroi de délais de paiement du fait de ces crédits officiels. En bref, ceux-ci servent à balancer les créances et les dettes internationales de l'économie dans son ensemble : ils n'apportent aucun remède à l'insuffisance du pouvoir d'achat individuel des acheteurs.

Les organismes qui peuvent exercer cette action compensatoire sont actuellement la Banque Nationale, le Trésor et les banques privées.

Cependant, on ne retiendra que les crédits des institutions officielles.

Les avoirs et engagements extérieurs des banques de dépôts seront négligés. Les fluctuations de leurs avoirs et de leurs engagements extérieurs restent dans des limites assez étroites. Il ne saurait guère en être autrement dans le régime de changes contrôlés qu'ont la plupart des pays : les banques commerciales agissent, dans leurs opérations sur devises, comme agent des autorités officielles; leurs avoirs

extérieurs ne peuvent guère constituer autre chose que des fonds de roulement. Leurs engagements extérieurs, constitués par des comptes de banquiers ou de particuliers étrangers, sont limités de leur côté par l'application dans les autres pays des mêmes systèmes de contrôle.

La plus grande partie des engagements nets des banques de dépôts belges ont été contractés envers le groupe des pays de l'U.E.P. qui a, par ailleurs, bénéficié le plus des crédits de la Banque Nationale et du Trésor.

S'il s'agissait de mesurer la contribution du système bancaire dans son ensemble au financement du solde des paiements internationaux, il va de soi qu'on ne pourrait négliger la position nette des banques de dépôts vis-à-vis de l'étranger. On déduirait leurs engagements nets des crédits des organismes officiels. Mais ce dont il est question ici, c'est de l'appui que les exportateurs ont reçu indirectement. Or, la constitution par les particuliers et banquiers étrangers d'avoirs auprès des banques belges prive les autorités monétaires de leurs pays d'une rentrée de francs belges; le recours aux crédits de la Banque Nationale et du Trésor compense ce manque à recevoir : si ceux-ci n'avaient été disponibles, les pays intéressés auraient peut-être appliqué, à côté des mesures empêchant la sortie de capitaux de leurs nationaux, des dispositions restrictives à l'égard des ventes de l'Union économique.

Par ailleurs, parmi les avoirs extérieurs de la Banque Nationale, figurent des devises convertibles. Ces créances n'ont pas été traitées comme des crédits consentis à l'étranger, car ces devises convertibles correspondent à un volant de trésorerie librement constitué; son montant reste limité : il est passé

de 594 millions au 30 juin 1950
à 495 millions au 30 juin 1951,
à 617 millions au 30 juin 1952,
à 1.020 millions au 30 septembre 1952.

* * *

Les interventions des autorités monétaires — banque centrale et trésorerie — dans le financement du solde des opérations qualifiées ci-dessus d'« autonomes » ne se sont pas opérées toutes dans le même sens.

On sait que, d'une manière plus générale, l'Union économique a à la fois reçu et donné une assistance financière extérieure pendant les années d'après-guerre. L'aide reçue entre le 30 juin 1950 et le 30 septembre 1952 s'élève à 5,3 milliards; l'aide accordée, pendant la même période, à 12,8 milliards. Le tableau VII donne, à ce sujet, quelques détails.

Assistance financière reçue et accordée par l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
du 30 juin 1950 au 30 septembre 1952 (1)

(en millions de francs)

	Assistance reçue par l'U. E. B. L.			Assistance accordée par l'U. E. B. L.		
	Prêts et crédits	Dons et assistance non récupérable	Total	Prêts et crédits	Dons et assistance non récupérable	Total
	1	2	3 = 1 + 2	4	5	6 = 4 + 5
I. Accords de paiement et arrangements financiers	-337	—	-337	-6.340	—	-6.340
Crédit accordé au Royaume-Uni pour commandes en biens d'armement	—	—	—	1.250	—	1.250
Crédit accordé à la France pour commandes en biens d'armement	—	—	—	1.250	—	1.250
II. Accords de coopération économique, de compensation multilatérale et d'Union Européenne de Paiements						
a) Programme antérieur à l'U. E. P.	—	553	553	-162	553	391
b) U. E. P.	—	2.749	2.749	14.751	1.469	16.220
III. Opérations avec les Institutions financières internationales	-195	—	-195	47	—	47
IV. Emprunts extérieurs non inclus ailleurs	2.510	—	2.510	—	—	—
Total...	1.978	3.302	5.280	10.796	2.022	12.818

(1) Non compris les territoires coloniaux et sous tutelle. Non compris également le Programme d'Assistance de Défense Mutuelle et les fonds N.A.T.O.

Dans cette assistance réciproque, il y a une partie non récupérable. Sous cette forme, l'Union économique a reçu 3,3 milliards et a donné 2 milliards. L'écart correspond en ordre principal à l'aide non conditionnelle de l'*Economic Cooperation Administration* pour les exercices 30 juin 1950-1952.

Il est certain que l'aide non récupérable donnée aux pays débiteurs de l'Union économique — soit les 1.469 millions correspondant à la position débitrice initiale à l'U.E.P. — a soutenu les courants d'affaires des exportateurs vers ces pays. Toutefois, l'Union économique a été remboursée par une aide égale, donnée en dollars, et dès lors il n'y a finalement dans ce processus aucune contribution des organismes officiels belges. Cette aide non remboursable ne sera donc pas retenue ici.

Quant aux crédits remboursables qui constituent la seconde forme d'assistance, l'Union économique en a accordé 10,8 milliards et en a reçu 2 milliards environ. L'accumulation simultanée de créances et d'engagements extérieurs provient du double déséquilibre des paiements de l'Union économique et du régime actuel des règlements internationaux qui limite encore les possibilités pour un pays de s'acquitter vis-à-vis de ses créanciers à l'aide des excédents sur ses débiteurs.

Sans doute, la charge imposée pendant cette

période à l'économie nationale par la vente à l'étranger sans contrepartie réelle immédiate est-elle limitée à l'écart entre les crédits donnés et les crédits reçus. Mais, au point de vue de l'équilibre monétaire intérieur, ceux-ci et ceux-là ne se compensent pas : en effet, les avances ont été surtout financées par la Banque centrale et ont exercé un effet expansionniste; les crédits reçus ont surtout bénéficié au Trésor, et n'ont donc pas eu d'incidence déflatoire.

Enfin, que des engagements aient été ou non contractés envers d'autres pays, les crédits consentis ont facilité les règlements en francs belges des principaux marchés et favorisé l'écoulement des produits belgo-luxembourgeois. Il est très douteux que, à défaut de ces crédits, les exportations aient pu être intégralement détournées vers les pays créanciers.

Si l'on examine l'aide apportée aux exportateurs par ces crédits, il ne se justifie donc pas d'opérer la compensation entre les créances et les engagements. On l'a cependant fait à l'intérieur du groupe des membres de l'Union Européenne de Paiements, leurs diverses monnaies étant actuellement convertibles les unes dans les autres par le jeu des compensations périodiques.

Le tableau VIII donne l'évolution, de fin juin 1950 à fin septembre 1952, des crédits consentis à l'étranger par les organismes officiels.

TABLEAU VIII

Crédits consentis à l'étranger par les Autorités monétaires
(en millions de francs)

	30 juin 1950	30 juin 1951	30 juin 1952	30 septembre 1952
<i>Banque Nationale.</i>				
1. Créances brutes en accords de paiement sur les pays de l'U. E. P. (1)	7.344	6.354	2.559	1.276
2. Créance sur l'U. E. P. : sans provision spéciale	—	5.327	10.066	10.066
avec provision spéciale constituée par le Trésor public	—	—	6.577	—
avec provision spéciale constituée par les Comptes spéciaux (2)	—	—	4.553	4.685
3. Engagements bruts en accords de paiement envers les pays de l'U. E. P. (1)	— 2	— 672	— 1.062	— 419
4. Total U. E. P. (1 + 2 + 3)	7.342	11.009	22.693	15.608
5. Créances brutes en accords de paiement sur les autres pays (1)	392	405	423	507
<i>Trésor.</i>				
6. Prêts aux Pays-Bas et au Royaume-Uni (deuxième accord de Compensation et de Paiement intereuropéen) : Pays-Bas	1.774	1.900	1.900	1.900
Royaume-Uni	288	—	—	—
7. Crédits au Royaume-Uni et à la France pour commandes militaires	—	—	—	2.500
8. Crédits consentis aux Pays-Bas par la B.I.R.D.	46	46	46	46
9. Engagements en accords de paiement envers les pays de l'U. E. P.	— 30	—	—	—
10. Total U. E. P. (6 + 7 + 8 + 9)	2.078	1.946	1.946	4.446
11. Crédits consentis aux autres pays directement ou par l'intermédiaire de la B.I.R.D.	—	—	33	47
12. Crédits nets aux pays de l'U. E. P. (4 + 10)	9.420	12.955	24.639	20.054
13. Crédits bruts aux autres pays (5 + 11)	392	405	456	554
14. Total général (12 + 13)	9.812	13.360	25.095	20.608

(1) Dans plusieurs cas, il existe à la fois un compte débiteur et un compte créditeur avec un pays déterminé. Dans ce cas, la compensation a été opérée.

(2) Les liquidités créées en contrepartie de cette fraction des avances à l'U.E.P. sont versées en compte spécial des exportateurs indisponible pour une durée de six mois.

Ces données révèlent l'importance, dans le total, des crédits nets consentis aux pays de l'U.E.P. En fait, les facilités accordées aux autres pays sont insignifiantes; leur montant global n'a pas varié au cours des deux dernières années.

Il en est tout autrement des avances nettes au groupe des membres de l'Union Européenne de Paiements. Depuis la création de celle-ci, le mouvement de ces avances se traduit :

par un accroissement de 3,5 milliards du 30 juin 1950 au 30 juin 1951;

par un accroissement de 11,6 milliards du 30 juin 1951 au 30 juin 1952;

par une diminution de 4,6 milliards du 30 juin 1952 au 30 septembre 1952;

cette dernière provient surtout du remboursement de 4 milliards en or et en dollars opéré par l'Union de Paiements au début de juillet.

C'est donc entre le 30 juin 1950 et le 30 juin 1952 que l'assistance apportée par les organismes officiels

aux exportateurs belgo-luxembourgeois, en mettant des francs belges à la disposition de leurs principaux débouchés, a atteint son développement maximum.

Pendant cette même période, les principaux éléments des comptes internationaux de l'Union économique avec les pays en question se caractérisent par les ordres de grandeur suivants :

Relations entre l'U.E.B.L. et le groupe des pays de l'U.E.P.	du 30/6/50 au 30/6/51		du 30/6/51 au 30/6/52		Total pour les 2 ans
	(en milliards de francs)				
Valeur des exportations (suivant statistiques douanières)	74,3	95,9			170,2
Balance commerciale (suivant statistiques douanières) ...	+ 2,1	+ 21,2			+ 23,3
Balance des transactions sur biens et services (suivant statistique des paiements).	+ 5,3	+ 21,7			+ 27,0
Balance des opérations autonomes (suivant statistique des paiements)	+ 9,8	+ 24,3			+ 34,1

La masse des paiements effectués à tous titres par les résidents belgo-luxembourgeois aux pays de l'U.E.P., règlements qui approvisionnent spontanément ces derniers en moyens de paiement sur l'Union économique, est restée de 34 milliards inférieure pour les deux ans à la valeur totale des règlements opérés en sens inverse par ces pays. Dans cet écart, le boni sur marchandises et services intervient pour 27 milliards.

L'excédent de 34 milliards a été financé à concurrence de 15,2 milliards, soit pour plus de 44 %, par les crédits nets des institutions officielles belges.

Il est fort délicat de discerner lequel de ces deux éléments — crédits consentis, boni des transactions spontanées — a été l'élément moteur et lequel a été l'élément conséquent. Mais l'ordre de grandeur des chiffres est tel que les fournitures de l'Union économique n'auraient pu dépasser de 27 milliards celles qu'elle a reçues sans l'octroi de ces crédits. Car, à leur défaut, les difficultés de règlement auraient sans doute provoqué l'adoption à l'étranger de restrictions discriminatoires à l'égard des fournitures belgo-luxembourgeoises. Les industries exportatrices auraient été astreintes à un déplacement de leurs ventes qui — même s'il avait été intégralement réalisable — aurait coûté aux entrepreneurs un effort de pénétration sur des marchés nouveaux et aurait sans doute fait perdre certains avantages de prix.

Rapportés à la valeur des exportations vers le groupe U.E.P. pour les deux dernières années, les crédits officiels consentis à ce groupe en représentent 8,9 %.

Cette proportion doit être interprétée en prenant en considération : d'une part, la part que prennent ces marchés dans le total des exportations de l'Union économique, soit pour les deux ans, 70 % environ des ventes totales; et d'autre part, la structure de l'économie belgo-luxembourgeoise, pour laquelle les échanges extérieurs représentent une proportion beaucoup plus grande du volume total des transactions que dans la plupart des autres nations commerçantes.

Aussi bien, s'ils ne paraissent pas représenter un pourcentage considérable des exportations, ces crédits ont cependant imposé une charge très lourde à l'équilibre financier interne de l'Union.

Les rapprochements entre le montant de ces crédits — 15,2 milliards pour les deux ans — et quelques-unes des grandeurs caractéristiques de la situation financière de l'économie nationale en témoignent : ils représentent en effet :

- 2,6 % du revenu national (*) de la même période;
- 12,- % du montant de l'épargne brute (*) de la même période;
- 120,- % de l'accroissement de la dette de l'Etat envers les organismes monétaires pendant la même période (à l'exclusion des avances pour le financement de l'U.E.P.);
- 90,- % de l'accroissement du stock monétaire pendant la même période.

(*) Estimation.

* * *

En résumé, on peut dresser un inventaire des concours que l'économie a obtenus, directement ou indirectement, à l'intervention du système bancaire et des institutions publiques connexes, à l'occasion de transactions avec l'étranger. Cet inventaire, sans aucun doute, est grossier : il n'est exempt ni de doubles emplois ni de lacunes; ses divers éléments sont trop hétérogènes pour être totalisés.

(en milliards de francs)

	30 juin 1952		30 septembre 1952	
	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations
Acceptations en devises par des banques étrangères.....	0,6	—	0,5	—
Acceptations bancaires visées....	4,8	1,1	5,-	1,6
Acceptations bancaires non visées..	?	?	?	?
Acceptations commerciales visées..	—	1,3	—	1,2
Crédits de réescompte ouverts par l'I. R. G. pour les avances consenties aux exportateurs (autres que par acceptations visées)....	—	1,1	—	1,-
Crédits consentis par la S. N. C. I. aux exportateurs.....	—	0,5	—	0,2
Crédits documentaires.....	2,3	3,7	2,8	4,-
Interventions du Ducroire.....	—	4,-	—	4,3
Crédits compensatoires consentis par les Autorités monétaires : Crédits nets aux pays de l'U.E.P. Crédits bruts aux autres pays...		24,6 0,5		20,- 0,6

BIBLIOGRAPHIE SUR LA SITUATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de janvier 1953. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions, ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE

CHARLIER A., Problèmes du crédit. (*Moniteur textile, Revue économique et technique des industries textiles, Bruxelles, XV, n° 1, janvier 1953, pp. 7-9.*)

DELMOTTE L., De Belgische geld- en kapitaalmarkt in November 1952. (*Economisch-Statistische Berichten, Uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVIII, n° 1858, 7 janvier 1953, pp. 17-19.*)

Le financement des exportations. L'exemple belge. (*L'Echo de l'Industrie, Revue luxembourgeoise de la vie économique et sociale, organe de la Fédération des industriels luxembourgeois, Luxembourg, XXXI, n° 2, 10 janvier 1953, pp. 1-2.*)

VANDERHOEGT K., Actuele problemen van de financiering van de buitenlandse handel. Het krediet op halflange termijn en de dollar-bonus. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires, cahier n° 45, Bruxelles, Bruylant, décembre 1952, 40 p.*)

2. BOURSE — EPARGNE.

Considérations sur les investissements d'intérêt général. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VIII, n° 4, 22 janvier 1953, p. 172-190.*)

DELMOTTE L., De Belgische geld- en kapitaalmarkt in November 1952. (*Economisch-Statistische Berichten, Uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVIII, n° 1858, 7 janvier 1953, pp. 17-19.*)

Encouragements aux investissements. (*Fabrimétal, Bulletin de la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques, Bruxelles, n° 344, 26 janvier 1953, pp. 55-62.*)

Le marché belge des actions en 1952. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, VIII, n° 2, 11 janvier 1953, pp. 9-10, 15-16.*)

Le marché belge des obligations en 1952. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, VIII, n° 4, 25 janvier 1953, pp. 25-26, 31-32.*)

PAQUET R., Besoins d'investissement en Belgique et leur financement. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires, cahier n° 45, Bruxelles, Bruylant, décembre 1952, 40 p.*)

Plaidoyer pour les investissements privés. (*Fabrimétal, Bulletin de la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques, Bruxelles, n° 345, 2 février 1953, pp. 76-83.*)

3. PRIX — SALAIRES

BONDIS R., Index des prix de détail et coût de la vie. (*Union des Exploitations électriques en Belgique, Bruxelles, XXIII, n° 5, novembre 1952, pp. 24-25.*)

4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

BAUDHUIN F., Le budget pour 1953. (*Revue générale belge, Bruxelles, LXXXVIII, 15 décembre 1952, pp. 304-309.*)

Plaidoyer pour les investissements privés. (*Fabrimétal, Bulletin de la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques, Bruxelles, n° 345, 2 février 1953, pp. 76-83.*)

PULINCKX R., Le budget de l'Etat pour 1953. (*Industrie, Revue de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VII, n° 1, janvier 1953, pp. 4-11.*)

5. ORGANISMES FINANCIERS REGIS PAR DES DISPOSITIONS LEGALES PARTICULIÈRES OU PLACES SOUS LA GARANTIE OU LE CONTRÔLE DE L'ÉTAT

CHARLIER A., Problèmes du crédit. (*Moniteur textile, Revue économique et technique des industries textiles, Bruxelles, XV, n° 1, janvier 1953, pp. 7-9.*)

Entreprises industrielles et commerciales en Belgique.

Formalités à accomplir et facilités accordées lors de leur création ou en cas d'extension. (*Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, 1952, 55 p.*)

6. REEQUIPEMENT — LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

BOON J., Le montage obligatoire des automobiles en Belgique. (*La Revue nouvelle, Revue mensuelle d'intérêt général, Tournai, IX, n° 1, 15 janvier 1953, pp. 73-79.*)

Considérations sur les investissements d'intérêt général. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VIII, n° 4, 22 janvier 1953, pp. 172-190.*)

Emploi, chômage et plein emploi. (*Revue du Travail, Organe du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale de Belgique, Bruxelles, LIII, n° 12, décembre 1952, pp. 1415-1429.*)

Encouragements aux investissements. (*Fabrimétal, Bulletin de la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques, Bruxelles, n° 344, 26 janvier 1953, pp. 55-62.*)

La lutte contre les abus de l'assurance-chômage. (*Fabrimétal, Bulletin de la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques, Bruxelles, n° 342, 12 janvier 1953, pp. 16-20.*)

7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

MOSSE R., Le rapport annuel du Fonds Monétaire International. (*Revue d'Economie politique, Paris, LXII, novembre-décembre 1952, pp. 1075-1082.*)

VANDERHOEGT K., Actuele problemen van de financiering van de buitenlandse handel. Het krediet op halflange termijn en de dollar-bonus. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires, cahier n° 45, Bruxelles, Bruylant, décembre 1952, 40 p.*)

8. ASPECTS FINANCIERS DE BENELUX

CLAESSENS H.-M., Et le temps passe... (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VIII, n° 5, 29 janvier 1953, pp. 213-215.*)

JUSSIANT J., Benelux. (*Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers, Anvers, IL, n° 1, janvier 1953, pp. 17-19.*)

Le Benelux est-il viable? (*L'Economie, Paris, IX, n° 380, 8 janvier 1953, pp. 10-12.*)

9. PLAN SCHUMAN

BACHMANN H., Die Beziehungen zwischen der Montanunion und der Aussenwelt. (*Aussenwirtschaft, Zeitschrift für internationale Wirtschaftsbeziehungen, Berne, VII, n° 4, décembre 1952, pp. 203-209.*)

BACHMANN H. & HEUSS E., Zahlungspolitische Voraussetzungen des Schumanplanes. (*Aussenwirtschaft, Zeitschrift für internationale Wirtschaftsbeziehungen, Berne, VII, n° 4, décembre 1952, pp. 226-235.*)

BOGAERS P., Het recept voor hogere welvaart. De betekenis van het Schuman-plan voor de Nederlandse arbeider. (*Utrecht, De Lanteern, 1952, 32 p.*)

Britain and the Common Market. (*The Economist, Londres, CLXVI, n° 5710, 31 janvier 1953, pp. 330-332.*)

Coal and steel — The European picture. (*The Statist, Londres, CLVII, n° 3906, 17 janvier 1953, p. 74.*)

Conseil Economique, Communauté européenne du charbon et de l'acier. (*Etudes et Travaux, n° 21, Paris, Presses universitaires de France, 1952, 169 p.*)

ETZEL F., Von der Montanunion zu Europa. (*Der Volkswirt, Francfort, VI, n° 51/52, 20 décembre 1952, p. 14.*)

FERRATON Y., La Haute Autorité du Pool charbon-acier et les transports. (*Revue de la Navigation intérieure et rhénane, Strasbourg, XXV, n° 2, 25 janvier 1953, pp. 37-41.*)

France and the Schuman Plan — steel industry pledges full support. (*Iron & Coal, Londres, CLXVI, n° 4423, 16 janvier 1953, pp. 121-122.*)

HAHN C., Der Schuman-Plan. (*Munich, Pflaum, 1953, 158 p.*)

KREUTZ L., Die grosse Klammer. (*Der Volkswirt, Francfort, VII, n° 3, 17 janvier 1953, pp. 9-12.*)

La Communauté européenne du charbon et de l'acier. Les problèmes techniques et financiers. (*Perspectives, Bulletin hebdomadaire de la Société d'Etudes et d'Informations économiques, Paris, IX, n° 3, 24 janvier 1953, 7 p.*)

La Communauté européenne du charbon et de l'acier : l'établissement du marché commun. (*Perspectives, Bulletin hebdomadaire de la Société d'Etudes et d'Informations économiques, Paris, IX, n° 4, 31 janvier 1953, 5 p.*)

- La situation du charbon et de l'acier à quelques semaines de l'ouverture du marché commun... et les observations de la sidérurgie belge. (*L'Economie, Paris, IX, n° 381, 15 janvier 1953, pp. 2-4.*)
- Les débuts de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. (*Bulletin mensuel du Service des Etudes et de la Documentation générales, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, V, n° 1, janvier 1953, pp. 20-38.*)
- Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bibliographie. Communauté européenne du charbon et de l'acier. (*Bruxelles, 1953, 25 p.*)
- Organisatie en plannen van de E.G.K.S. (*Documentatie, La Haye, XIII, n° 4, 22 janvier 1953, pp. 25-26.*)
- SCHROEDER E., Markfreiheit für Eisen und Kohle? (*Der Volkswirt, Frankfurt, VI, n° 51/52, 20 décembre 1952, pp. 94-93.*)
- The European coal and steel community — The Schuman Plan. (*Monthly report of the « Mutual Security Agency », Washington, 30 septembre 1952, pp. 1-15.*)
- 10. GENERALITES**
- Aperçu de la situation économique en décembre 1952. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VIII, n° 3, 15 janvier 1953, pp. 122-126.*)
- Aperçu sur le plan décennal pour le développement économique et social du Congo belge. (*Centre d'information et de documentation du Congo belge et du Ruanda-Urundi, Bruxelles, 1952, 47 p.*)
- GOSSET P., Le Congo belge. (*Réalités, Paris, n° 84, janvier 1953, pp. 22-28, 96-97.*)
- La situation économique du Congo belge en 1951. (*Ministère des Colonies, Bruxelles, 1952, 186 p.*)
- Le revenu national du Congo belge en 1951. (*Bulletin de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, Bruxelles, I, n° 6, décembre 1952, pp. 173-186.*)

ERRATUM

Une interprétation erronée s'est glissée dans la traduction de l'article du Professeur Röpke « La Communauté économique européenne », paru dans le *Bulletin* n° 5 de novembre 1952. A la page 351, 2^e colonne, 3^e ligne, il faut lire : « ... parce que cet Etat-Benelux serait une sorte de *Zwinguri* (1) auquel ni Belges... », et remplacer la note en bas de page par la suivante :

(1) Forteresse du bailli habsbourgeois opprimant la démocratie des paysans d'Uri au moyen âge.

LÉGISLATION ÉCONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge*, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — *Législation économique générale*
- II. — *Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière*
- III. — *Législation agricole*
- IV. — *Législation industrielle*
- V. — *Législation du travail*
- VI. — *Législation relative au commerce intérieur*
- VII. — *Législation relative au commerce extérieur*
- VIII. — *Législation des transports*
- IX. — *Législation relative aux prix et aux salaires*
- X. — *Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)*
- XI. — *Législation en matière de dommages de guerre*

I — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Arrêté royal du 31 décembre 1952 modifiant l'arrêté royal du 10 juillet 1935 portant règlement sur la comptabilité des provinces et l'arrêté royal du 3 novembre 1937 relatif aux place-

ments de fonds des provinces (*Moniteur*, 17 janvier 1953, p. 305).

II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Arrêté royal du 23 décembre 1952 fixant les conditions de taux, d'échéance et de cessibilité des bons de caisse visés à l'article 6 de la loi du 24 juillet 1952 (*Moniteur*, 4 janvier 1953, p. 73).

Il s'agit des obligations et bons de caisse que la Société nationale de Crédit à l'Industrie, la Société nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société nationale de la Petite Propriété terrienne sont autorisées à émettre sous la garantie de l'Etat.

III — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté royal du 15 décembre 1952 relatif aux subventions pour le défrichement des terrains incultes (*Moniteur*, 15 janvier 1953, p. 253).

IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté ministériel du 3 novembre 1952

modifiant l'arrêté ministériel du 7 mars 1951, modifié par l'arrêté ministériel du 27 août 1951 et par l'arrêté royal du 29 septembre 1952, ordonnant des statistiques de l'activité et de la production des cokeries, des fabriques d'agglomérés de houille, des industries métallurgiques du fer et des métaux non ferreux, des carrières et industries connexes (Moniteur, 5-6 janvier 1953, p. 94).

Arrêté ministériel du 21 novembre 1952

complétant l'arrêté ministériel du 3 avril 1951 prescrivant l'établissement d'une statistique mensuelle des stocks de coton brut (Moniteur, 10 janvier 1953, p. 174).

Arrêté ministériel du 6 janvier 1953

relatif à l'interdiction d'usage du cuivre et d'alliage de cuivre (Moniteur, 12-13 janvier 1953, p. 211).

L'arrêté ministériel du 29 septembre 1952 relatif à l'interdiction d'usage du cuivre et d'alliage de cuivre est abrogé.

V — LEGISLATION DU TRAVAIL

Loi du 22 juillet 1952

modifiant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail et la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — Erratum (Moniteur, 19-20 janvier 1953, p. 356).

VI — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE INTERIEUR

Arrêté royal du 6 janvier 1953

modifiant l'arrêté royal du 18 décembre 1939 réglant l'exécution de l'arrêté royal du 28 novembre 1939, portant réglementation du commerce ambulants (Moniteur, 12-13 janvier 1953, p. 210). — Erratum (Moniteur, 31 janvier 1953, p. 633).

VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 27 novembre 1952

relatif au décompte des droits d'accise entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et les Pays-Bas (Moniteur, 30 janvier 1953, p. 600).

Loi du 2 janvier 1953

portant approbation de la convention sur la valeur en douane des marchandises et des trois annexes signées à Bruxelles, le 15 décembre 1950 (Moniteur, 17 janvier 1953, p. 294).

VIII — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté royal du 30 décembre 1952

fixant les droits de traction sur la partie du canal de Charleroi à Bruxelles, comprise entre l'écluse n° 13, à Seneffe, et l'origine du canal de Bruxelles au Rupel (Moniteur, 10 janvier 1953, p. 173).

lande du Nord, relatif aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au delà, signé à Londres, le 8 mai 1951 (Moniteur, 25 janvier 1953, p. 494).

Arrêté royal du 30 décembre 1952

fixant les statuts de l'Office d'Exploitation des Transports coloniaux « Otraco » (Moniteur, 29 janvier 1953, p. 567).

Arrêté royal du 15 janvier 1953

modifiant l'arrêté du Régent du 20 septembre 1947 déterminant les conditions générales relatives aux services publics d'autobus, aux services d'autobus temporaires, aux services spéciaux d'autobus et aux services d'autocars (Moniteur, 24 janvier 1953, p. 457).

Loi du 8 janvier 1953

portant approbation de l'Accord entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Ir-

IX — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté ministériel du 14 janvier 1953

réglémentant les prix des spécialités pharmaceutiques (Moniteur, 16 janvier 1953, p. 277).

Arrêté ministériel du 23 janvier 1953

modifiant les prix à percevoir pour le transport des voyageurs sur les lignes de tramways et de trolleybus des Transports urbains de l'Agglomération

bruxelloise et des « Tramwegen van Antwerpen en Omgeving » (Moniteur, 25 janvier 1953, p. 506).

Arrêté ministériel du 23 janvier 1953

Chemins de fer vicinaux concédés à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux. — Prix à percevoir pour le transport des voyageurs (Moniteur, 25 janvier 1953, p. 507).

X — LEGISLATION SOCIALE (PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

Loi du 29 décembre 1952

relative à la pension de vieillesse (Moniteur, 1^{er} janvier 1953, p. 2).

Arrêté royal du 29 décembre 1952

modifiant l'arrêté royal du 22 janvier 1952, pris en exécution de l'article 41, alinéa 2, e), des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur, 7 janvier 1953, p. 109).

Cet arrêté concerne les droits des officiers de réserve pour les périodes d'activité de service.

Loi du 30 décembre 1952

portant modification de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (Moniteur, 1^{er} janvier 1953, p. 3).

Cette loi modifie la composition des organes directeurs de l'O.N.S.S.

Arrêté royal du 31 décembre 1952

modifiant l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 concernant l'organisation de l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité (Moniteur, 1^{er} janvier 1953, p. 4).

Arrêté ministériel du 31 décembre 1952

fixant les barèmes d'honoraires et de remboursement des soins de santé en matière d'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité (Moniteur, 2-3 janvier 1953, p. 57).

Arrêté royal du 8 janvier 1953

modifiant pour le mois de février 1952 la cotisation affectée aux congés complémentaires des ouvriers occupés dans les travaux de fond des mines de houille (Moniteur, 15 janvier 1953, p. 252).

Arrêté royal du 17 janvier 1953

modifiant l'arrêté du Régent du 10 mai 1948, relatif aux compléments de pension de vieillesse et de survie (Moniteur, 19-20 janvier 1953, p. 355).

Arrêté royal du 26 janvier 1953

rendant obligatoire la décision du 21 janvier 1953 de la Commission paritaire régionale du port d'Anvers, dénommée « Nationaal Comité der Haven van Antwerpen », concernant l'extension de la mission du Fonds de sécurité d'existence pour les travailleurs du port d'Anvers (Moniteur, 30 janvier 1953, p. 616).

Arrêté royal du 27 janvier 1953

rendant obligatoire la décision du 21 janvier 1953 de la Commission paritaire régionale du port d'Anvers, dénommée « Nationaal Comité der Haven van Antwerpen », concernant la fixation du montant d'une prime unique à payer aux travailleurs qui quittent l'industrie du port d'Anvers à l'âge normal de la pension (Moniteur, 30 janvier 1953, p. 617).

STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

I — TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

ÉPOQUES	TAUX OFFICIELS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE										CALL-MONEY	
	Escompte				Prêts et avances sur (*)					Mobilisation de comptes spéciaux U. E. P. (arrêtés 22-3-52 et 26-7-52)	En chambre de compensation	Hors compensation
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations de banque préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées	Promesses	Certificats ayant maximum 120 jours à courir	Certificats ayant maximum 6 mois à courir	Certificats ayant maximum 12 mois à courir	Certificats à plus de 12 mois	Autres effets publics			
1951 Moyenne annuelle....	3,54	3,88	4,88	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	—	1,25	1,25
1952 Moyenne annuelle....	3,24	3,74	4,74	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	(1) 3,50	1,25	1,25
Moyennes mensuelles :												
1951 Novembre.....	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	—	1,25	1,25
Décembre.....	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	—	1,25	1,25
1952 Janvier.....	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	—	1,25	1,25
Février.....	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	—	1,25	1,25
Mars.....	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	—	1,25	1,25
Avril.....	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	—	1,25	1,25
Mai.....	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	—	1,25	1,25
Juin.....	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	—	1,25	1,25
Juillet.....	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	—	1,25	1,25
Août.....	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50	1,25	1,25
Septembre.....	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50	1,25	1,25
Octobre.....	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50	1,25	1,25
Novembre.....	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50	1,25	1,25
Déc. (depuis le 18).....	3,—	3,50	4,50	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50	1,25	1,25
1953 Janvier.....	3,—	3,50	4,50	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50	1,25	1,25

(1) Moyenne des cinq derniers mois.

(*) Quotité de l'avance en janvier 1953 :

Certificats de trésorerie émis à court terme	95 %	Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1948)	90 %
Obligations Emprunt 4 1/2 % 1951	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1949	90 %
Obligations Emprunt 4 1/2 % 1952, à 10 ans	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1950 Congo belge	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 15 ans au plus (1942) ..	90 %	Obligations 4 % 1950-1960 Congo belge	90 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5, à 10 ou à 20 ans (1943) ..	90 %	Obligations 3 1/2 % de l'Assainissement Monétaire, 1 ^{re} série	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 10 ans (1944)	90 %	Autres effets publics	80 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1947)	90 %		

II — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

ÉPOQUES	Banques — Comptes de dépôts à (*)					Caisse générale d'Épargne (dépôts sur livrets)			Comptes de dépôts à 1 an
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusqu'à 50.000 fr. (1)	50.001 à 100.000 fr. (2)	au delà de 100.000 fr. (3)	
1951 Moyenne annuelle....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1952 Moyenne annuelle....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Moyennes mensuelles :									
1951 Novembre.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Décembre.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1952 Janvier.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Février.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mars.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Avril.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mai.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juin.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juillet.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Août.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Septembre.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Octobre.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Novembre.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Décembre.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1953 Janvier.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50

(*) Moyenne de quatre banques.

Depuis mars 1952, avec effet au 1^{er} janvier 1952, sauf pour les comptes liquidés depuis cette dernière date : (1) jusqu'à 75.000 francs — (2) de 75.001 à 150.000 francs — (3) au delà de 150.000 francs.

LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES MÉTAUX PRÉCIEUX

I — COURS DES MÉTAUX PRÉCIEUX

PÉRIODES	OR				ARGENT			
	LONDRES En sh. et d. par oz. fin	NEW-YORK En dollars par oz. fin	BOMBAY		LONDRES En d. par oz. fin	NEW-YORK En cents par oz. fin	BOMBAY	
			En roupies et annas par Fine Tola	Conversion en sh. et d. par oz. fin			En roupies et annas par 100 Fine Tola	Conversion en pence par oz. fin
1938 31 décembre	149/7 1/2	35			(1) 20,06	42,75		
1951 31 décembre	248/0	35	105.11	422/9	77,00	88,00	187.10	90
1952 31 décembre	248/0	35	83.11	334/9	72,75	83,25	162.12	73
Moyennes mensuelles :								
1951 Novembre	248/0	35	107.8	430/0	77,00	88,00	185.0	89
Décembre	248/0	35	105.6	421/6	77,00	88,00	185.15	89
1952 Janvier	248/0	35	105.14	423/5	77,00	88,00	190.14	92
Février	248/0	35	104.3	416/9	77,00	88,00	190.0	91
Mars	248/0	35	89.5 (2)	357/3	77,00	88,00	154.6 (2)	75
Avril	248/0	35	90.13	363/2	77,00	88,00	160.2	77
Mai	248/0	35	91.3	364/9	74,89	85,44	164.3	79
Juin	248/0	35	88.1	352/3	72,50	82,75	153.14	74
Juillet	248/0	35	89.10	358/6	72,62	82,89	159.7	77
Août	248/0	35	91.3	364/9	73,00	83,25	160.9	77
Septembre	248/0	35	90.8	362/0	73,00	83,25	160.15	77
Octobre	248/0	35	87.7	349/6	73,00	83,25	157.2	75
Novembre	248/0	35	82.8	330/0	72,82	83,25	152.0	73
Décembre	248/0	35	80.5	321/3	72,58	83,25	147.2	71
1953 Janvier	248/0	35	87.3	348/9	73,54	84,44	154.14	74

(1) Cotation par oz. stand.

(2) Moyennes du 17 au 31 mars 1952, les marchés ayant été clos du 4 au 15 mars 1952.

N. B. — 1 oz. troy = 31,1035 grammes; 1 tola = 11,6638 grammes; 1 rouble = 16 annas; 1 rouble = 18 pence.

II — COURS OFFICIELS DES CHANGES AU 31 JANVIER 1953

fixés par la Banque Nationale de Belgique

en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1^{er} mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil

(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)

(en francs belges)

DEVISES (1)	Cours contractuel ou moyen	Transferts	
		Cours acheteur	Cours vendeur
1 couronne suédoise	9,6652	9,64	9,69
1 Deutsche Mark	11,90475	11,88	11,93
100 francs congolais	—	100,—	100,—
100 francs luxembourgeois	—	100,—	100,—
1 couronne danoise	7,2389	7,21	7,26
1 couronne norvégienne	7,—	6,98	7,02
100 couronnes tchécoslovaques	100,—	99,70	100,30

(1) Depuis le 26 janvier 1953, le cours du florin Pays-Bas est fixé librement, en Bourse de Bruxelles, par les banquiers réunis journellement en Chambre de Compensation.

COURS OFFICIELS DES CHANGES

arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles

(en francs belges)

Périodes	100 francs suisse	1 \$ U.S.A.	100 francs français	1 \$ canadien	1 Livre Sterling	100 Escudos	1 florin P.-B.
1951 Moyenne annuelle	1.155,38	50,34	14,27	47,76	140,14 (1)		
1952 Moyenne annuelle	1.144,58	50,29	14,27	51,38	139,86	173,98 (2)	
Moyennes mensuelles :							
1951 Novembre	1.147,18	50,40	14,30	48,32			
Décembre	1.143,96	50,40	14,30	49,08	140,14 (1)		
1952 Janvier	1.143,28	50,40	14,28	50,12	140,02		
Février	1.143,79	50,40	14,19	50,34	139,63		
Mars	1.143,26	50,40	14,25	50,57	139,69		
Avril	1.144,25	50,40	14,30	51,37	140,03		
Mai	1.145,21	50,40	14,30	51,22	139,98		
Juin	1.145,23	50,40	14,30	51,47	139,91		
Juillet	1.145,28	50,38	14,29	51,99	139,44	173,83 (3)	
Août	1.145,35	50,28	14,28	52,30	139,48	174,—	
Septembre	1.144,64	50,19	14,28	52,31	139,08	173,99	
Octobre	1.144,68	50,08	14,29	51,96	140,10	174,—	
Novembre	1.144,86	50,04	14,28	51,27	140,02	174,03	
Décembre	1.145,13	50,16	14,24	51,67	140,05	174,04	
1953 Janvier	1.145,21	50,15	14,23	51,67	140,04	174,03	13,16 (4)

(1) Moyenne du 17 au 31 décembre 1951.

(2) Moyenne du 7 juillet au 31 décembre 1952.

(3) Moyenne du 7 au 31 juillet 1952.

(4) Moyenne du 26 au 30 janvier 1953.

LE MARCHÉ DES CAPITAUX

I — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

DÉSIGNATION DES TITRES	Cotation pour	COURS AU				
		1 ^{er} octobre 1952	3 nov. 1952	1 ^{er} déc. 1952	5 janv. 1953	2 février 1953
I. — Dette intérieure directe de l'Etat belge (Intérêts à bonifier).						
Dettes 2 ½ % (1) (2)	100,—	53,40	53,60	53,65	53,75	54,—
Dettes 3 % 2 ^e série (1) (2)	100,—	88,05	88,15	87,85	87,95	88,25
Dettes 3 ½ % 1937 (1) (2)	100,—	79,25	79,35	79,35	79,35	79,60
Dettes 3 ½ % 1943 (1) (2)	100,—	77,25	77,60	77,45	77,30	77,65
Emprunt de l'Assainissement monétaire, 1 ^{re} série (impair), 3 ½ % (2)	100,—	98,75	99,05	99,30	99,60	99,65
Dettes unifiées 4 % (1) (2)	100,—	89,85	89,50	89,50	89,35	89,70
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 (2)	100,—	88,15	88,35	87,90	87,90	88,60
Emprunt 4 ½ % 1951 (2)	100,—	97,15	97,25	97,10	97,15	97,65
Emprunt 4 ½ % 1952 à 10 ans (2)	100,—	96,50	97,10	96,90	97,10	97,65
Certificats de Trésorerie à 15 ans au plus, 3 ½ %, 1942, 1 ^{re} série (1) (2)	100,—	107,—	107,40	107,70	107,70	109,—
Certificats de Trésorerie à 5, 10, 20 ans, 3 ½ %, 1943 (1) (2) (3)	100,—	105,50	104,90	104,95	104,80	105,15
Certificats de Trésorerie à 10 ans, 3 ½ %, 1944, 1 ^{re} série (1) (2)	100,—	100,15	100,10	99,85	100,50	101,30
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 (2)	100,—	100,85	101,35	101,30	101,60	103,20
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 (2)	100,—	102,40	102,90	102,60	102,45	102,95
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949 (2)	100,—	99,10	99,20	98,55	99,30	99,90
Emprunts à lots 1933, 4 %	1.000,—	1.016,—	1.021,—	1.024,—	1.023,—	1.035,—
Emprunts à lots 1938, 4 %	500,—	471,—	475,—	480,—	485,—	489,—
Emprunts à lots 1941 (3 % jusqu'en 1946; 3 ½ % de 1946 à 1951; ensuite 4 %)	1.000,—	908,—	910,—	911,—	926,—	941,—
II. — Dette indirecte et dette garantie par l'Etat (Intérêts à bonifier).						
Domages de guerre à lots 1923, 4 %	525,—	485,—	487,—	488,—	495,—	497,—
Emprunt de la Reconstr. 1 ^{re} tranche 1947 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	988,—	988,—	988,—	990,—	991,—
Emprunt de la Reconstr. 2 ^e tranche 1949 (2 % jusqu'en 1958; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	1.004,—	1.005,—	1.008,—	1.022,—	1.034,—
Emprunt de la Reconstr. 3 ^e tranche 1950 (2 % jusqu'en 1960; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	1.010,—	1.033,—	1.038,—	1.043,—	1.045,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche suisse), action privil. 6 % (1) (2)	500,—	558,—	558,—	556,—	552,—	574,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche hollandaise), action privil. 6 % (1) (2)	500,—	549,—	548,—	548,—	557,—	564,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche belge), action privil. 4 % (1) (2)	500,—	449,—	447,—	452,—	456,—	465,—
(*) Soc. Nat. des Chem. de fer vicinaux, 3 %, coup. janvier-juillet (1) (2) (4)	100,—	62,50	62,30	62,20	62,75	63,40
Régie des Télégraphes et Téléphones, 4 %, 1950 (2)	100,—	98,40	98,75	98,65	98,95	99,90
Régie des Télégraphes et Téléphones à 10 ans, 4 ½ %, 1952 (2)	100,—	97,05	97,20	97,25	97,35	97,85
Régie des Télégraphes et Téléphones à 10 ans, 4 ½ % 1952, 2 ^e série (2)	100,—	—	—	—	—	—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges, à 5 ou 10 ans, 4 %, 2 ^e série 1950 (2)	100,—	97,30	97,40	97,35	97,70	98,05
Soc. Nat. des Chem. de fer belges, 4 ½ %, 1952-1952 (2)	100,—	97,05	97,25	97,05	97,25	97,65
Soc. Nat. de Crédit à l'Industrie, à 10 ans, 4 ½ %, 1951 (2)	100,—	96,75	97,15	97,25	97,30	97,65
Soc. Nat. de Crédit à l'Industrie, à 10 ans, 4 ½ %, 1952 1 ^{re} série (2)	100,—	97,05	97,20	97,20	97,30	97,60
Soc. Nat. de Crédit à l'Industrie, à 10 ans, 4 ½ %, 1952 2 ^e série (2)	100,—	—	—	96,90	97,30	97,65
III. — Dette directe de la Colonie.						
Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888						
	100,—	209,—	209,—	207,—	209,—	212,—
Intérêts à bonifier :						
Dettes coloniales 1904, 3 % (1) (2)	100,—	70,10	70,10	70,10	70,10	70,—
Dettes coloniales 1936, 4 %	100,—	92,85	92,95	93,—	93,20	93,90
(*) Dettes coloniales 1937, 3 ½ %	100,—	83,85	83,90	84,—	84,05	84,10
Dettes coloniales 1950-60, 4 % (2)	100,—	99,75	100,—	99,90	99,10	99,55
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950 (2)	100,—	102,—	101,90	101,15	101,05	101,30

(*) Les coupons des emprunts ci-dessus sont nets d'impôts; ceux passibles d'un impôt de 2 % sont marqués d'un astérisque.
 (1) Titres pour lesquels une opération est en cours en vertu des arrêtés du 6 octobre 1944.
 (2) Titres créés après le 6 octobre 1944.
 (3) Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948.
 (4) Emprunts 1930, 1931, 1932, 1934, 1935 et 1936.

II — INDICE MENSUEL DES ACTIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

Source : Institut National de Statistique.

DATES	Indice général	Assurances, banques, soc. à portef.	Entr. immobili., hypothécaires et hôtelières	Tramways, chemins de fer écon. et vicinaux	Trusts d'entr. de tramways et d'électricité	Entrepr. de gaz et d'électricité	Industries métallurgiques	Zincs, plombs et mines	Produits chimiques	Charbonnages et fours à coke	Glaceries	Verres	Industrie de la construction	Industries textiles et soieries	Entreprises coloniales	Alimentation	Diverses
-------	----------------	-------------------------------------	--	--	---	----------------------------------	---------------------------	------------------------	--------------------	------------------------------	-----------	--------	------------------------------	---------------------------------	------------------------	--------------	----------

Indices par rapport aux cours du mois précédent

1953 5 janvier	102	103	102	103	105	104	102	100	101	100	87	93	100	99	100	110	104
2 février	100	100	98	101	102	99	98	99	100	96	107	95	100	97	101	92	101

Indices par rapport à la période 1936 à 1938 = 100

1951 3 décembre	234	203	106	68	97	194	205	294	196	245	91	109	204	226	471	160	217
1952 2 janvier	250	224	119	74	106	198	227	340	213	262	94	101	221	220	501	161	229
1 ^{er} février	254	225	128	81	110	209	226	360	217	255	87	102	227	224	503	163	245
3 mars	230	209	121	76	98	195	210	304	193	245	84	91	214	207	444	150	222
1 ^{er} avril	227	207	118	74	99	198	205	289	187	239	80	81	207	186	438	146	227
2 mai	222	201	116	73	95	192	201	283	175	232	73	75	198	177	435	144	222
3 juin	222	202	116	69	94	198	199	264	168	223	64	72	198	174	448	140	226
1 ^{er} juillet	228	207	115	67	92	188	201	280	175	228	66	67	186	174	466	139	236
1 ^{er} août	237	220	120	71	95	195	209	296	182	242	67	75	194	185	482	141	241
1 ^{er} septembre	236	219	120	72	97	195	210	278	181	245	66	73	197	180	474	142	250
1 ^{er} octobre	231	224	118	69	92	186	216	266	170	234	63	69	194	177	462	141	248
3 novembre	231	227	120	68	91	182	201	258	170	238	68	72	197	172	470	137	240
1 ^{er} décembre	232	233	121	69	93	182	198	265	170	244	85	91	202	182	471	135	239
1953 5 janvier	236	241	123	71	98	189	202	265	171	245	74	85	201	180	470	149	248
2 février	235	242	120	72	100	188	198	262	171	234	79	81	201	174	473	137	251

III — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

Source : *Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.*

15

PÉRIODES	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions		Total	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1951.....	246	194	180	19.240	20.658	19.434	20.838
1952.....	250	159	150	14.790	19.644	14.949	19.794
1951 Novembre.....	20	18	16	1.366	1.870	1.384	1.886
Décembre.....	18	14	13	1.562	2.211	1.576	2.224
1952 Janvier.....	22	18	17	2.657	3.599	2.675	3.616
Février.....	21	15	14	1.838	2.623	1.853	2.637
Mars.....	21	13	12	1.286	1.756	1.299	1.768
Avril.....	20	13	12	917	1.167	930	1.179
Mai.....	19	11	10	905	1.227	916	1.237
Juin.....	20	13	12	1.059	1.324	1.072	1.336
Juillet.....	22	15	14	1.082	1.394	1.097	1.408
Août.....	20	12	11	948	1.217	960	1.228
Septembre.....	22	12	11	1.080	1.472	1.092	1.483
Octobre.....	23	14	13	1.074	1.435	1.088	1.448
Novembre.....	18	12	11	968	1.225	980	1.236
Décembre.....	22	12	11	975	1.205	987	1.216
1953 Janvier.....	20	11	10	1.045	1.294	1.056	1.304

IV — COURS ET RENDEMENTS DES PRINCIPAUX TYPES DE VALEURS A REVENU FIXE

16

DATES	TYPES DOMINANTS										OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS Types divers	
	Cours					Rendement (eu égard au cours seulement)						
	I	II	III	IV		I	II	III	IV		Valeur boursière moyenne	Rendement net moyen
	Dettes unifiées	Dettes coloniales 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales		Dettes unifiées	Dettes coloniales 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales			
4 %	4 %	4 %	4 %	4 ½ %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 ½ %			
1951 3 décembre ...	86,80	91,50	89,92	86,06	93,94	4,61	4,37	4,45	4,65	4,79	91,88	4,75
1952 2 janvier	87,05	92,35	89,93	87,57	94,12	4,60	4,33	4,45	4,67	4,78	92,47	4,72
1 ^{er} février	87,25	92,30	89,93	88,12	94,82	4,58	4,33	4,44	4,55	4,75	92,96	4,69
3 mars	87,60	92,40	89,97	87,89	94,56	4,57	4,33	4,45	4,56	4,76	92,76	4,71
1 ^{er} avril	88,05	92,70	90,—	88,64	94,88	4,54	4,31	4,45	4,51	4,75	93,09	4,69
2 mai	88,40	92,65	90,03	88,80	94,33	4,52	4,32	4,44	4,50	4,77	92,85	4,70
3 juin	88,65	92,70	90,01	88,94	94,71	4,51	4,32	4,44	4,50	4,75	93,22	4,68
1 ^{er} juillet	88,45	92,70	89,99	88,45	94,51	4,52	4,32	4,44	4,52	4,77	92,95	4,69
1 ^{er} août	89,—	92,75	90,07	89,62	95,54	4,49	4,31	4,45	4,47	4,71	93,80	4,66
1 ^{er} septembre ..	89,45	92,80	90,12	89,63	95,22	4,47	4,31	4,44	4,47	4,73	93,75	4,65
1 ^{er} octobre	89,85	92,85	90,29	90,20	94,86	4,45	4,31	4,43	4,43	4,74	93,64	4,66
3 novembre ...	89,50	92,95	90,48	89,49	95,20	4,47	4,30	4,42	4,47	4,73	93,67	4,66
1 ^{er} décembre ..	89,50	93,—	90,44	89,57	94,90	4,47	4,30	4,43	4,46	4,75	93,67	4,66
1953 5 janvier	89,35	93,20	90,54	90,12	94,96	4,48	4,29	4,42	4,44	4,74	93,86	4,65
2 février.....	89,70	93,30	p 90,84	p 90,45	p 95,96	4,46	4,29	p 4,41	p 4,42	p 4,69	p 94,47	p 4,62

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* de mars 1939, p. 187.

1952 (2 janvier)

1953 (5 janvier)

Taux nominal	Impôt	Valeur nominale globale	Valeur boursière globale	Revenu brut calculé sur la valeur nominale	Revenu net calculé sur la valeur nominale	Taux d'intérêt nominal moyen	Rendement net	Valeur boursière moyenne	Taux nominal	Impôt	Valeur nominale globale	Valeur boursière globale	Revenu brut calculé sur la valeur nominale	Revenu net calculé sur la valeur nominale	Taux d'intérêt nominal moyen	Rendement net	Valeur boursière moyenne			
%	%	(milliers de francs)						%	%	%	%	(milliers de francs)						%	%	%

1. — Obligations de l'Etat et actions privilégiées des Chemins de fer belges

(non compris les emprunts à lots)

2,50	net	219.960	116.799	5.499	5.499	2,50	4,71	53,10	2,50	net	219.960	118.229	5.499	5.499	2,50	4,05	53,75
3,—	»	1.978.881	1.740.546	59.366	59.366	3,—	3,41	87,96	3,—	»	1.897.306	1.669.626	56.919	56.919	3,—	3,41	88,—
3,50	»	19.612.029	18.461.161	686.421	686.421	3,50	3,72	94,13	3,50	»	16.878.981	15.824.407	590.764	590.764	3,50	3,73	93,73
4,—	»	45.410.281	41.328.961	1.816.411	1.816.411	4,—	4,39	91,01	4,—	»	44.012.207	41.252.436	1.760.488	1.760.488	4,—	4,27	93,73
4,—	15,—	12.940	12.785	518	440	3,40	3,44	98,80	4,—	15,—	12.293	12.145	492	418	3,40	3,44	98,80
4,50	net	743	758	33	33	4,50	4,40	102,02	4,50	net	13.880.667	13.481.337	624.630	624.630	4,50	4,63	97,12
6,—	»	355.000	380.800	21.300	21.300	6,—	5,59	107,27	6,—	»	347.000	388.588	20.820	20.820	6,—	5,36	111,99
		67.589.834	62.041.810	2.589.548	2.589.470	3,83	4,17	91,79			77.248.414	72.746.768	3.059.612	3.059.538	3,96	4,21	94,17

2. — Colonie (Etat et organismes d'utilité publique)

2,50	net	178	131	4	4	2,50	3,40	73,60	2,50	net	178	131	4	4	2,50	3,40	73,60
3,—	»	25.988	18.270	780	780	3,—	4,27	70,30	3,—	»	25.988	18.218	780	780	3,—	4,28	70,10
3,50	2,—	108.035	89.399	3.781	3.705	3,43	4,14	82,75	3,50	2,—	108.035	90.803	3.781	3.705	3,43	4,08	84,05
4,—	net	3.395.236	3.266.803	135.809	135.809	4,—	4,16	96,22	4,—	net	3.394.539	3.311.872	135.782	135.782	4,—	4,10	97,66
4,—	2,—	34.338	50.820	1.374	1.347	3,92	2,65	148,—	4,—	2,—	32.843	50.118	1.314	1.288	3,92	2,57	152,60
		3.563.775	3.425.423	141.748	141.645	3,97	4,14	96,12			3.561.583	3.471.142	141.661	141.559	3,97	4,08	97,46

3. — Provinces, villes, communes, organismes d'utilité publique

(non compris les valeurs à lots)

2,50	net	11.065	8.636	277	277	2,50	3,21	78,05	2,50	net	10.719	8.355	268	268	2,50	3,21	77,95
3,—	»	129.496	102.778	3.885	3.885	3,—	3,78	79,37	3,—	»	128.251	102.399	3.848	3.848	3,—	3,76	79,84
3,—	2,—	1.315.682	847.178	39.470	38.681	2,94	4,57	64,39	3,—	2,—	1.307.383	836.869	39.221	38.437	2,94	4,59	64,01
3,50	net	479.583	367.712	16.785	16.785	3,50	4,56	76,67	3,50	net	472.682	368.102	16.544	16.544	3,50	4,49	77,88
4,—	»	19.963.832	17.953.916	798.583	798.583	4,—	4,45	89,93	4,—	»	17.789.120	16.106.216	711.565	711.565	4,—	4,42	90,54
4,—	2,—	21.303	18.171	852	835	3,92	4,60	85,30	4,—	2,—	21.170	18.037	847	830	3,92	4,60	85,20
4,25	net	185.749	172.096	7.894	7.894	4,25	4,59	92,65	4,25	net	179.699	166.042	7.637	7.637	4,25	4,60	92,40
4,50	»	13.194.328	12.902.251	593.745	593.745	4,50	4,60	97,79	4,50	»	22.216.971	21.839.206	999.764	999.764	4,50	4,58	98,30
		35.301.038	32.372.745	1.461.491	1.460.685	4,14	4,51	91,70			42.125.995	39.445.226	1.779.694	1.778.893	4,22	4,51	93,64

4. — Entreprises industrielles et commerciales

3,—	18,—	9.645	7.187	289	237	2,46	3,30	74,52	3,—	18,—	5.517	4.268	166	136	2,46	3,18	77,36
3,—	30,—	1.925	1.629	58	41	2,10	2,52	84,62	3,—	30,—	1.563	1.427	47	33	2,10	2,30	91,30
4,—	net	1.068.890	936.015	42.756	42.756	4,—	4,57	87,57	4,—	net	1.051.440	947.579	42.058	42.058	4,—	4,44	90,12
4,—	6,—	3.358	3.086	134	126	3,76	4,08	91,90	4,—	6,—	2.253	2.133	90	85	3,76	3,97	94,67
4,—	18,—	21.720	25.977	869	713	3,28	2,74	119,60	4,—	18,—	21.309	26.743	852	699	3,28	2,61	125,50
4,50	net	1.435.499	1.351.069	64.597	64.597	4,50	4,78	94,12	4,50	net	1.375.731	1.306.338	61.908	61.908	4,50	4,74	94,96
5,—	»	311.523	309.228	15.576	15.576	5,—	5,04	99,26	5,—	»	299.856	297.039	14.993	14.993	5,—	5,05	99,06
5,—	8,88	967	913	48	44	4,56	4,82	94,42	5,—	8,88	495	483	25	23	4,56	4,67	97,58
5,—	14,—	2.166	1.979	108	93	4,30	4,70	91,37	5,—	14,—	2.056	1.918	103	88	4,30	4,61	93,29
5,50	net	26.755	27.055	1.472	1.472	5,50	5,44	101,12	5,50	net	24.124	24.292	1.327	1.327	5,50	5,46	100,70
6,—	»	7.323	7.761	439	439	6,—	5,66	105,98	6,—	»	6.526	7.110	392	392	6,—	5,51	108,95
6,—	18,—	3.752	3.609	225	184	4,92	5,11	96,19	6,—	18,—	3.573	3.522	214	176	4,92	4,99	98,57
		2.893.523	2.675.506	126.571	126.278	4,36	4,72	92,47			2.794.443	2.622.852	122.174	121.917	4,36	4,65	93,86

5. — Ensemble des titres à revenu fixe

1. Etat	67.589.834	62.041.810	2.589.548	2.589.470	3,83	4,17	91,79	1. Etat	77.248.414	72.746.768	3.059.612	3.059.538	3,96	4,21	94,17
2. Colonie . . .	3.563.775	3.425.423	141.748	141.645	3,97	4,14	96,12	2. Colonie . . .	3.561.583	3.471.142	141.661	141.559	3,97	4,08	97,46
3. Prov., vill., comm. et org. util. publique	35.301.038	32.372.745	1.461.491	1.460.685	4,14	4,51	91,70	3. Prov., vill., comm. et org. util. publique	42.125.995	39.445.226	1.779.694	1.778.893	4,22	4,51	93,64
4. Entr. ind. et comm. . . .	2.893.523	2.675.506	126.571	126.278	4,36	4,72	92,47	4. Entr. ind. et comm. . . .	2.794.443	2.622.852	122.174	121.917	4,36	4,65	93,86
	109.348.170	100.515.484	4.319.358	4.318.078	3,95	4,30	91,92		125.730.435	118.285.988	5.103.141	5.101.907	4,06	4,31	94,08

Tableau rétrospectif

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

PÉRIODES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS			AUGMENTATIONS DE CAPITAL				EMISSIONS D'OBLIGATIONS		Ensemble des émissions	PRIMES D'ÉMISSION	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		Emissions nettes
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Montant nominal			Montant nominal	(1)	
										(1)	(2)			(3)
1950.....	2.303	1.490	1.382	780	5.815	7.921	7.219	53	1.066	10.477	2,6	1.142	6.378	2.148
1951.....	1.836	1.425	1.260	799	5.805	6.196	5.731	91	2.483	10.104	113,1	1.348	3.876	4.363
1951 10 prem. mois.	1.470	1.024	926	588	4.342	4.122	3.771	33	1.705	6.851	108,5	760	2.568	3.182
1952 10 prem. mois.	1.769	1.395	1.188	649	8.766	7.081	6.426	29	3.257	11.733	41,3	835	4.994	5.079
1951 Octobre ...	156	95	85	67	238	370	354	2	65	530	—	35	307	162
Novembre...	147	138	94	66	153	182	162	4	185	505	0,7	71	121	250
Décembre ..	219	263	241	145	1.312	1.892	1.797	—	—	2.155	4,0	188	1.517	337
1952 Janvier	200	129	124	45	2.590	1.209	954	4	1.160	2.498	0,5	86	708	1.445
Février	219	178	147	44	62	59	50	6	340	577	0,3	75	30	427
Mars	218	268	171	69	315	491	389	5	330	1.089	—	107	347	436
Avril	169	109	101	97	1.014	736	678	3	102	947	—	103	576	202
Mai	158	123	119	107	2.103	2.114	1.982	2	60	2.297	31,3	109	1.519	564
Juin	169	88	75	54	501	247	228	2	35	370	—	55	167	116
Juillet	173	176	158	63	651	448	424	3	85	709	7,8	111	202	362
Août	116	112	103	29	663	240	240	1	25	377	—	70	218	80
Septembre ..	167	88	81	55	309	283	276	2	1.100	1.471	1,0	58	199	1.203
Octobre.....	180	124	108	86	558	1.253	1.205	1	20	1.397	0,4	62	1.028	243
Novembre.p		98	73			4.060	4.044		87	4.245		65	3.939	209
Décembre.p		147	138			5.313	5.269		76	5.536		263	4.940	280

A — Sociétés belges (sociétés anonymes et en commandite par actions, sociétés de personnes à responsabilité limitée)

B — Sociétés congolaises (sociétés par actions et sociétés de personnes)														
1950.....	92	1.180	974	71	1.275	1.337	1.123	2	27	2.544	53,8	710	474	994
1951.....	181	2.836	1.779	62	1.524	1.673	1.411	2	70	4.579	10,7	1.181	564	1.528
1951 9 premiers mois	141	2.471	1.475	53	1.253	1.433	1.231	1	20	3.924	10,7	989	492	1.256
1952 9 premiers mois	186	975	650	84	3.145	3.575	2.496	2	100	4.650	39,1	1.516	261	1.508
1951 Juillet	15	276	86	9	204	189	189	—	—	465	—	13	151	111
Août	18	507	397	5	96	48	48	—	—	555	0,2	319	3	129
Septembre ..	12	82	67	9	150	236	143	1	20	338	—	55	113	62
Octobre ...	14	59	30	3	25	11	6	—	—	70	—	2	4	30
Novembre...	9	59	46	1	40	20	20	1	50	129	—	—	20	96
Décembre ..	20	269	232	5	201	216	162	—	—	485	—	187	50	157
1952 Janvier	15	85	76	8	144	206	143	—	—	291	36,0	51	21	183
Février	23	188	154	14	206	284	118	—	—	472	3,1	123	10	142
Mars	23	191	83	4	20	20	12	1	50	261	—	19	3	123
Avril	27	132	67	11	64	60	22	—	—	192	—	19	1	69
Mai	22	100	52	14	651	836	419	—	—	936	—	13	93	365
Juin	20	30	27	6	250	180	164	—	—	210	—	11	3	177
Juillet	17	109	70	6	207	125	105	—	—	234	—	29	98	48
Août	22	80	79	12	1.261	1.334	1.332	1	50	1.464	—	1.230	25	206
Septembre ..	17	60	42	9	342	531	182	—	—	591	—	21	9	194

(1) Non comprises dans les montants libérés.

(2) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

(3) Compris dans les augmentations de capital.

(4) Comprennent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, moins les libérations autres qu'en espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES CONGOLAISES

(milliers de francs)

17

SEPTEMBRE 1952

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL Sociétés par actions et sociétés de personnes			EMISSIONS D'OBLIGATIONS			PRIMES D'ÉMISSION (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES				DISSOLUTIONS Sociétés par actions et sociétés de personnes				RÉDUCTIONS DE CAPITAL Soc. par act. et soc. de personnes								
	par actions			de personnes			Nombre	Capital ancien	Augmen- tation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal		dont emprunts de conversion	Apports en nature		Augmentations de capital	Incorporation de réserves	Réévaluation de l'immobilisé	Apports de créances	Liquidations		Fusions		Nombre	Montant				
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale									par actions	de personnes					de	de personnes	Nombre	Montant			Nombre	Montant	Nombre	Montant

Détail des émissions

Banques, soc. financières.	—	—	1	5.100	5.100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Sociétés commerciales ...	1	2.000	400	5	5.850	5.450	4	9.966	23.034	14.466	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2.290	1	1.500	—	—	
Sociétés industrielles ...	1	5.000	5.000	2	4.400	4.200	3	330.700	503.000	163.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2.800	—	—	—	—	
Mines.....	1	6.000	2.667	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Construction, bâtiments	1	500	100	—	—	—	1	500	4.500	4.500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3.500	—	—	—	—	
Sociétés agricoles	2	26.500	14.500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Transports	—	—	—	1	400	400	1	600	—	300	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Divers	—	—	—	2	4.211	4.211	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Totaux...	6	40.000	22.667	11	19.961	19.361	9	341.766	530.834	182.266	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14.520	6.350	400	8.590	1	1.500

Groupement des sociétés selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins	1	500	100	4	2.500	2.200	1	600	300	300	—	—	—	—	—	—	200	—	—	—	—	—	—	—	
de 1 à 5 millions ...	2	7.000	5.400	6	12.361	12.061	4	1.666	12.324	12.324	—	—	—	—	—	—	2.370	6.350	200	8.590	1	1.500	—	—	
de 5 à 10 millions ...	1	6.000	2.667	1	5.100	5.100	1	2.500	7.500	7.500	—	—	—	—	—	—	1.000	—	—	—	—	—	—	—	
de 10 à 20 millions ...	2	26.500	14.500	—	—	—	1	7.000	10.710	2.142	—	—	—	—	—	—	11.150	—	—	—	—	—	—	—	
de 20 à 50 millions ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
de 50 à 100 millions ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
plus de 100 millions ...	—	—	—	—	—	—	2	330.000	500.000	160.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Totaux...	6	40.000	22.667	11	19.961	19.361	9	341.766	530.834	182.266	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14.520	6.350	400	8.590	1	1.500

Répartition des sociétés suivant la nature du droit qui les régit

Sociétés de droit belge..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Sociétés de droit congolais	6	40.000	22.667	11	19.961	19.361	9	341.766	530.834	182.266	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14.520	6.350	400	8.590	1	1.500
Totaux...	6	40.000	22.667	11	19.961	19.361	9	341.766	530.834	182.266	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14.520	6.350	400	8.590	1	1.500

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES

17

Détail des émissions

(milliers de francs)

OCTOBRE 1952

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS (1)						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)			EMISSIONS D'OBLIGATIONS		PARIES D'ÉMISSIONS (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES				DISSOLUTIONS DE SOCIÉTÉS (1) (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)		RÉDUCTIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)						
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre		Montant nominal	dont emprunts de conversion	Apports en nature		Augmentations de capital	Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital)	Liquidations		Fusions		Nombre	Montant	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale									anonymes et en commandite par actions	de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Montant nominal	de personnes à responsabilité limitée	Nombre			Montant
							Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre		Montant												
Banques	1	—	—	—	—	1	110.000	10.000	10.000	—	—	—	—	—	—	—	10.000	—	—	—	—	—	—	—	
Assurances	8	8.000	3.200	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Opérations financières et immobilières	8	14.004	9.501	—	—	4	110.559	402.536	402.105	—	—	—	—	1.050	—	1.675	400.000	3	6.100	—	—	—	—	—	
Commerce de détail	5	600	600	20	3.350	3.070	3	30.487	20.513	—	—	—	—	404	1.307	—	2.533	10	2.076	—	—	—	—	—	
Comm. de gros et commerce extérieur	17	13.152	11.973	40	9.507	8.051	8	29.303	35.007	—	—	—	—	7.893	4.449	8	34.456	16	8.005	—	—	—	—	—	
Fabrications métalliques	6	3.400	3.400	6	1.810	1.810	19	123.985	401.165	354.045	—	—	—	1.964	630	—	263.265	2	1.115	—	—	—	1	1.500	
Métallurgie du fer	—	—	—	2	1.400	1.400	1	10.394	89.606	89.606	—	—	—	—	874	—	89.606	1	60	—	—	—	—	—	
Métaux non ferreux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie textile	1	600	600	6	3.950	3.724	9	38.413	77.427	77.427	—	—	—	—	2.892	—	75.877	8	3.003	—	—	—	—	—	
Industrie alimentaire	1	10.000	10.000	2	2.050	2.050	4	7.020	14.950	14.950	1	20.000	—	9.950	1.750	—	14.950	2	450	—	—	—	—	—	
Industrie du bois	—	—	—	3	1.350	1.350	4	2.450	5.750	5.630	—	—	—	—	1.278	—	5.000	2	410	—	—	—	—	—	
Industrie chimique	1	20.000	20.000	4	3.600	1.824	6	33.860	20.240	20.064	—	—	—	—	1.320	—	19.020	1	150	—	—	—	—	—	
Industrie du verre	1	250	50	1	50	50	—	—	—	—	—	—	—	—	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gaz	—	—	—	—	—	—	1	12.000	28.000	28.000	—	—	—	—	—	—	28.000	—	—	—	—	—	—	—	—
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir	—	—	—	2	2.600	2.600	2	6.000	12.000	12.000	—	—	—	—	2.564	—	12.000	2	1.125	—	—	—	—	—	—
Papier et imprimerie	—	—	—	4	1.550	1.550	—	—	—	—	—	—	—	—	1.198	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport	—	—	—	2	520	520	1	2.500	5.000	5.000	—	—	—	—	398	—	—	3	317	—	—	—	—	—	—
Tourisme	—	—	—	2	1.050	250	3	104	4.496	4.496	—	—	—	—	—	440	4.046	3	1.000	—	—	—	1	1.996	
Intermédiaires	4	800	800	7	600	600	4	1.501	1.494	1.394	—	—	—	50	235	180	600	3	400	—	—	—	—	—	
Déchets et matières de récupération	1	500	500	2	750	750	1	1.000	100	100	—	—	—	—	50	100	—	—	—	—	—	—	—	—	
Construction	1	300	300	3	4.750	4.378	6	8.450	9.050	9.050	—	—	—	450	100	4.082	—	2.827	4	1.425	—	—	—	—	—
Charbon	—	—	—	—	—	—	1	20.000	30.000	30.000	—	—	—	—	—	—	30.000	—	—	—	—	—	—	—	—
Terre cuite	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ciment et industries connexes	—	—	—	1	950	950	1	775	4.225	4.225	—	—	—	—	—	950	—	4.225	—	—	—	—	—	—	—
Carrières	1	200	200	—	—	—	1	1.200	4.300	4.300	—	—	—	—	170	—	4.300	—	—	—	—	—	—	—	—
Chaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie céramique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du tabac	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du diamant	—	—	—	—	—	—	1	1.000	2.000	2.000	—	—	—	—	—	—	2.000	1	50	—	—	—	—	—	—
Éditions, librairies, presse	—	—	—	3	2.815	2.815	—	—	—	—	—	—	—	—	2.599	—	—	1	600	—	—	—	—	—	—
Films, théâtres, attractions	—	—	—	4	660	660	—	—	—	—	—	—	—	—	522	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Artisanat	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Artisanat	1	1.150	1.150	8	1.095	1.095	2	500	1.250	1.250	—	—	—	735	—	580	650	5	750	—	—	—	—	—	—
Agric., hortic., pêche, élevage	—	—	—	2	3.950	3.950	—	—	—	—	—	—	—	—	3.862	—	—	—	2	2.375	—	—	—	—	—
Divers non dénommés	3	2.300	2.300	4	360	360	3	6.800	73.600	73.600	—	—	—	—	1.271	284	28.500	4	2.250	—	—	—	—	—	—
TOTAUX...	52	75.256	64.574	128	48.717	43.805	86	558.301	1.252.709	1.204.762	1	20.000	—	450	23.587	31.635	7.283	1.027.555	75	32.231	—	—	5	6.986	

(1) Coopératives : 18 sociétés constituées au capital minimum de 2.137.950 francs; 5 sociétés dissoutes au capital minimum de 293.500 francs.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES
Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

OCTOBRE 1952.

Source : Institut National de Statistique.

(milliers de francs)

CLASSIFICATION	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (soc. de pers. à resp. lim.)			EMISSIONS D'OBLIGATIONS			PRIMES D'ÉMISSION (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		DISSOLUTIONS		RÉDUCTIONS DE CAPITAL Montant
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	dont emprunts de conversion		Apports en nature	Incorporations de réserves	Liquidations	Fusions	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale												

1 — Selon le lieu où s'exerce leur activité

Belgique	52	75.256	64.574	128	48.717	43.805	86	558.301	1.252.709	1.204.762	1	20.000	—	450	62.505	1.027.555	32.231	—	6.986
Etranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ...	52	75.256	64.574	128	48.717	43.805	86	558.301	1.252.709	1.204.762	1	20.000	—	450	62.505	1.027.555	32.231	—	6.986

2 — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins	39	14.456	12.439	118	28.417	25.479	30	28.760	13.940	13.113	—	—	—	—	22.815	6.561	19.599	—	1.490
de 1 à 5 mill.	10	22.800	18.935	10	20.300	18.326	23	79.827	77.623	73.703	—	—	450	29.740	51.848	12.632	—	—	5.496
de 5 à 10 mill.	2	18.000	13.200	—	—	—	8	125.770	59.340	59.340	—	—	—	9.950	59.340	—	—	—	—
de 10 à 20 mill.	1	20.000	20.000	—	—	—	6	42.550	96.200	96.200	1	20.000	—	—	78.200	—	—	—	—
de 20 à 50 mill.	—	—	—	—	—	—	10	117.000	348.000	348.000	—	—	—	—	228.000	—	—	—	—
de 50 à 100 mill.	—	—	—	—	—	—	2	28.394	143.608	100.406	—	—	—	—	89.606	—	—	—	—
plus de 100 mill.	—	—	—	—	—	—	2	136.000	514.000	514.000	—	—	—	—	514.000	—	—	—	—
Totaux ...	52	75.256	64.574	128	48.717	43.805	86	558.301	1.252.709	1.204.762	1	20.000	—	450	62.505	1.027.555	32.231	—	6.986

VI — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITE PUBLIQUE (1)
(Emprunts à long et moyen terme ayant fait l'objet d'une émission publique.)

VII — OPERATIONS BANCAIRES DU CREDIT COMMUNAL

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

VIII — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES (3)

PÉRIODES	en Belgique	à l'étranger
	(millions de francs)	(millions)
1951	10.850	—
1952	23.760	\$ U. S. 50 fr. cong. 100 fr. s. 50
1951 Octobre	1.250	—
Novembre ...	6.350	—
Décembre ...	—	—
1952 Janvier	—	—
Février	1.800	—
Mars	1.650	—
Avril	750	—
Mai	1.250	\$ U. S. 50
Juin	8.030	—
Juillet	—	—
Août	—	—
Septembre ...	400	—
Octobre	1.000	—
Novembre	8.880	fr. s. 50
Décembre ...	—	fr. cong. 100

PÉRIODES	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES		DÉPENSES ORDINAIRES
	Prélèvements sur comptes (2)	Remboursements nets	Avances nettes
	(milliers de francs)		
1951	5.208.422	2.462.686	3.481.141
1952	4.910.747	863.200	3.310.315
1951 Octobre	446.765	401.625	212.523
Novembre ...	370.949	31.435	194.674
Décembre ...	410.701	60.353	228.935
1952 Janvier	380.767	182.260	169.693
Février	360.832	175.418	254.261
Mars	359.589	40.660	438.672
Avril	310.643	34.963	159.522
Mai	363.357	16.615	194.988
Juin	359.991	18.002	163.441
Juillet	438.259	21.042	253.358
Août	447.889	35.042	348.715
Septembre ...	511.489	33.085	161.436
Octobre	487.451	273.399	418.045
Novembre	450.050	15.527	442.899
Décembre ...	440.430	17.187	305.285

PÉRIODES	Montant d'après les droits d'inscription perçus
	(milliers de fr.)
1951 Moyenne mens.	1.024.540
1952 Moyenne mens.	1.266.773
1951 Octobre	1.077.094
Novembre ...	1.005.549
Décembre ...	1.046.305
1952 Janvier	1.135.671
Février	1.107.860
Mars	1.194.950
Avril	1.300.312
Mai	1.335.691
Juin	1.219.612
Juillet	1.340.196
Août	1.217.022
Septembre ...	1.236.472
Octobre	1.437.730
Novembre	1.215.117
Décembre ...	1.400.648

(1) Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

(2) Y compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat.

(3) Y compris les renouvellements au tout de quinze ans qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

LES FINANCES PUBLIQUES

I — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

(millions de francs)

25

ÉPOQUES (fin de mois)	Dettes consolidées			Dettes à moyen terme (3)			Dettes à court terme (4)			Avoirs des particuliers en comptes- chèques (5)	Dettes totales (1) (6)	
	intérieure		exté- rieure (1) (2)	inté- rieure	exté- rieure (2)	totale	inté- rieure	exté- rieure (2)	totale			
	directe	indirecte										totale
1940 Mars	26.184	8.910	35.094	4.930	1.259	—	1.259	6.234	713	6.947	3.384	51.620
1951 Octobre	101.282	8.840	110.122	13.723	41.268	1.620	42.888	63.982	760	64.742	19.186	250.661
Novembre	107.276	8.832	116.108	13.725	36.691	1.507	38.198	63.345	758	64.103	19.315	251.449
Décembre	106.551	8.826	115.377	13.696	35.983	1.400	37.383	67.570	757	68.327	19.443	254.226
1952 Janvier	105.282	8.803	114.085	13.751	37.972	1.292	39.264	68.732	757	69.489	19.407	255.996
Février	104.794	8.796	113.590	13.822	36.438	1.184	37.622	72.808	1.158	73.966	19.657	258.657
Mars	104.482	8.789	113.271	13.923	37.037	826	37.863	73.775	2.413	76.188	19.375	260.620
Avril	104.205	8.780	112.985	13.983	36.523	719	37.242	75.796	2.986	78.782	18.985	261.977
Mai	104.062	8.773	112.835	13.986	36.133	3.131	39.264	75.976	2.421	78.397	19.518	264.000
Juin	103.857	8.761	112.618	13.983	33.819	3.024	36.843	73.784	2.015	75.799	19.642	263.985
Juillet	111.279	8.758	120.037	14.066	32.344	3.022	35.366	69.745	1.355	71.100	19.884	260.453
Août	111.141	8.758	119.899	14.191	32.326	3.017	35.343	72.490	1.254	73.744	20.586	263.763
Septembre	111.017	8.749	119.766	14.191	32.478	2.762	35.240	74.312	750	75.062	20.003	264.262
Octobre	110.863	8.739	119.602	14.249	32.046	2.752	34.798	75.892	1.499	77.391	20.046	266.086
Novembre	115.269	8.732	124.001	14.263	33.251	2.751	36.002	73.251	1.499	74.750	20.246	269.262
Décembre	119.197	8.725	127.922	14.276	31.249	3.341	34.590	67.566	1.251	68.817	20.373	265.978

(1) Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918.

(2) Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. Au 31 mars 1940, les emprunts 5 1/2 p. c. 1932 et 1934 sont décomptés sur la base de fr. belges 195,675 pour 100 francs français de capital nominal.

(3) Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an.

(4) Certificats à un an d'échéance au plus.

(5) Sauf au 31 mars 1940, ces avoirs sont représentés à concurrence de 6.494 millions de francs par des certificats de trésorerie.

(6) Non compris la Dotation des Combattants

II — SITUATION DES AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A 120 jours au maximum	A un an au plus	A cinq ans au plus	A plus de cinq ans		Total
	Certificats de trésorerie (1)			Créances consolidées sur l'Etat (2)	Effets publics nationaux (3)	
1949 Juin	2.640	—	—	34.991	916	38.547
Septembre	5.499	—	—	34.991	915	41.405
Décembre	6.288	—	—	34.991	915	42.194
1950 Mars	5.852	—	—	34.939	1.013	41.804
Juin	5.016	—	—	34.939	1.062	41.017
Septembre	2.881	—	—	34.939	1.079	38.899
Décembre	4.136	—	—	34.939	1.077	40.152
1951 Mars	555	—	—	34.860	1.093	36.508
Juin	1.222	—	—	34.860	1.172	37.254
Septembre	3.741	—	—	34.860	1.188	39.789
Décembre	6.529	—	—	34.860	1.221	42.610
1952 Mars	7.178	—	—	34.763	1.269	43.210
Juin	8.865	—	—	34.763	1.435	45.063
Septembre	8.953	—	—	34.763	1.475	45.191
Décembre	6.260	—	—	34.763	1.478	42.501

(1) Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 13 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

(2) Art. 3, § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique.

(3) Art. 14 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

III — RENDEMENT DES IMPOTS

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

Source : *Moniteur belge*.

(millions de francs)

PÉRIODES	Contributions directes	Douanes et accises	Enregistrement	Recettes globales pour la période	Recettes globales cumulatives de janvier au mois indiqué inclusivement
	(1)			(1)	(1) (2)
1951.....	34.544 (2)	12.453	23.462	70.459 (2)	—
1952.....	32.761	13.675	24.843	71.279	—
1951 Octobre.....	1.964	1.006	2.041	5.101	59.936
Novembre.....	1.935	1.064	2.135	5.134	65.070
Décembre.....	2.360	999	2.030	5.389	70.459
1952 Janvier.....	4.635	1.131	2.093	7.859	7.859
Février.....	2.663	959	2.166	5.788	13.647
Mars.....	2.514	1.083	2.011	5.608	19.255
Avril.....	2.487	1.205	2.108	5.800	25.055
Mai.....	3.034	1.168	2.037	6.239	31.294
Juin.....	2.805	998	2.202	6.005	37.299
Juillet.....	4.549	1.186	1.987	7.722	45.021
Août.....	2.036	1.097	2.119	5.252	50.273
Septembre.....	1.998	1.222	1.790	5.010	55.283
Octobre.....	1.843	1.306	2.055	5.204	60.487
Novembre.....	1.945	1.083	2.246	5.274	65.761
Décembre.....	2.252	1.237	2.029	5.518	71.279

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 31 décembre 1952 pour les exercices 1951 et 1952

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

Source : *Moniteur belge*.

(millions de francs)

	EXERCICE 1951		EXERCICE 1952		DÉCEMBRE 1952
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exercice 1952
I. Contributions directes	34.571 (1)	26.515	26.312 (1)	22.410	2.252 (1)
II. Douanes et accises	12.484	11.567	13.564	12.649	1.237
dont douanes.....	4.353	3.700	4.383	4.300	389
accises.....	7.285	7.781	8.439	8.263	756
taxes spéciales de consommat.	713		655		83
III. Enregistrement	23.355	20.116	24.833	22.361	2.029
dont enregistrement.....	2.040	2.000	2.189	1.980	218
successions.....	1.028	900	1.008	950	96
timbres et taxes assimilées...	20.088	17.000	21.385	19.100	1.693
Total...	70.410 (1)	58.198	64.709 (1)	57.420	5.518 (1)
Différence par rapport aux éval. budgét.	+ 12.212		+ 7.289		

(1) Y compris le produit des versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle.

(2) De janvier à mai 1951, les recettes des contributions directes sont brutes : elles comprennent les ordonnances de dégrèvement d'impôts portant sur des cotisations enrôlées mais non payées que l'Administration des contributions directes prend en recette et en dépense depuis le 1^{er} janvier 1951.

A partir de juin 1951, ces recettes sont nettes. Les recettes cumulatives indiquées à partir de juin 1951 sont nettes pour la partie se rapportant à l'exercice 1951.

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice. L'exercice 1951, commencé le 1^{er} janvier 1951, s'est clôturé le 31 mars 1952.

LES REVENUS ET L'ÉPARGNE

30

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en octobre 1952

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire (1)	Coupons d'obligations bruts (2)
	recensées	en bénéfice	en perte			Bénéfice	Perte			

A — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques	1	1	—	10.000	2.318	1.574	—	700	43.027	976
Assurances	2	2	—	16.613	53.974	13.555	—	7.514	2	—
Opérations financières et immobilières	52	38	14	1.207.465	951.828	207.533	1.177	153.254	1.021.587	48.065
Commerce de détail	10	9	1	16.806	12.274	1.495	21	—	6.000	292
Commerce de gros et commerce extérieur	105	74	31	206.335	123.083	52.885	5.732	15.702	69.553	3.154
Fabrications métalliques	60	48	12	682.287	826.218	139.218	12.983	81.202	39.682	2.414
Métallurgie du fer	14	11	3	1.978.761	2.406.926	591.298	470	369.134	142.800	6.770
Métaux non ferreux	2	1	1	15.050	6.049	1.227	253	—	1.309	61
Industrie textile	54	28	26	365.880	445.012	22.237	13.747	6.392	18.032	1.034
Industrie alimentaire	34	22	12	226.572	227.635	20.136	7.430	18.233	82.045	4.867
Industrie du bois	5	5	—	5.950	6.224	548	—	86	10.895	550
Industrie chimique	16	10	6	199.535	65.099	6.722	10.551	3.599	154.227	7.248
Industrie du verre	7	3	4	91.950	273.176	13.492	4.236	23.443	30.000	1.854
Electricité	4	4	—	2.271.624	65.437	220.245	—	178.105	277.423	15.682
Gaz	1	1	—	11.000	895	1.074	—	857	—	—
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir	5	1	4	11.325	13.674	33	13.690	—	1.000	45
Papier et imprimerie	7	6	1	38.600	22.637	4.422	612	1.987	—	—
Transport	21	20	1	332.805	306.653	60.305	157	20.639	5.318	296
Tourisme	14	9	5	16.295	11.374	1.295	459	597	500	34
Intermédiaires	14	11	3	9.800	5.120	2.488	93	5	—	—
Déchets et matières de récupération	2	2	—	1.100	12.223	4.155	—	1.975	—	—
Construction	11	8	3	34.300	1.801	875	718	—	6.030	326
Charbon	2	2	—	100.000	67.258	13.490	—	11.429	15.150	766
Terre cuite	2	2	—	30.000	71.950	3.893	—	2.891	—	—
Ciment et industries connexes	1	—	1	1.000	— 718	—	121	—	137.000	8.160
Carrières	12	10	2	78.684	122.047	2.650	236	1.066	—	—
Chaux	3	2	1	32.250	17.732	3.405	20	2.751	—	—
Industrie céramique	5	2	3	39.050	2.289	3.637	1.543	115	—	—
Industrie du tabac	1	—	1	600	286	—	3	—	—	—
Industrie du diamant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Editions, librairies, presse	11	7	4	2.905	2.566	3.320	342	1.429	1.123	63
Films, théâtres, attractions	6	5	1	5.675	4.590	586	174	—	—	—
Artisanat	17	11	6	16.775	16.751	2.593	1.313	223	—	—
Agriculture, horticulture, pêche, élevage	2	2	—	3.675	— 770	338	—	—	—	—
Divers non dénommés	27	20	7	30.171	4.652	7.563	527	1.920	2.005	68
TOTAL ...	530	377	153	8.090.738	6.148.263	1.408.287	76.608	905.248	2.064.708	103.325

B — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge

Banques, sociétés financières	4	4	—	71.250	13.319	6.801	—	3.950	5.000	230
Sociétés commerciales	1	1	—	7.000	9.738	5.059	—	1.936	—	—
Sociétés industrielles	2	2	—	5.800	36.970	8.290	—	—	—	—
Sociétés agricoles	5	5	—	159.938	209.184	106.125	—	41.081	5.000	281
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines	7	7	—	159.800	84.878	79.120	—	46.078	50.000	2.949
Construction	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés diverses	3	3	—	161.032	60.431	30.851	—	20.060	—	—
TOTAL ...	22	22	—	564.920	414.520	236.246	—	113.105	60.000	3.460

C — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

Electricité	1	1	—	9.600	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways	1	—	1	125.000	147.703	—	17.598	—	—	—
Plantations, sociétés coloniales	1	1	—	2.093	— 295	84	—	—	—	—
Sociétés diverses	5	4	1	56.000	214.632	4.533	3.057	2.887	—	—
TOTAL ...	8	6	2	192.693	362.040	4.617	20.655	2.887	—	—
Total général ..	560	405	155	8.848.351	6.924.823	1.649.150	97.263	1.021.240	2.124.708	106.785

(1) Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.
 (2) En outre, il a été mis en paiement pendant le mois d'octobre 1952 :

(milliers de francs)

Coupons d'emprunts de l'Etat	269.661
Coupons d'emprunts de la Colonie	47.442
Coupons d'emprunts des Provinces et Communes	76.802
Coupons d'emprunts d'organismes divers	120.880

514.785

Coupons d'emprunts extérieurs

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Tableau rétrospectif (*)

30

Source : Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire (1)	Coupons d'obligations bruts
	recon-sées	en béné-fice	en perte			bénéfice	perte			
1950 (2).....	10.949	7.509	3.440	97.400.406	84.895.220	13.768.637	1.383.190	8.422.531	(3)22.926.320	1.035.213
1951 (2).....	11.608	8.892	2.716	106.891.246	84.142.338	19.990.165	993.767	10.773.801	(3)25.718.014	1.215.569
1951 Août.....	220	162	58	1.268.473	1.122.399	256.293	9.784	143.441	1.775.601	85.020
Septembre.....	397	314	83	2.154.743	1.863.410	404.932	22.703	139.740	1.203.914	94.735
Octobre.....	650	497	153	8.368.473	5.854.026	1.215.079	77.886	786.579	2.052.564	102.655
Novembre.....	327	255	72	7.386.756	8.005.700	1.189.026	18.383	764.616	1.660.032	81.348
Décembre.....	317	253	64	4.656.471	4.452.040	1.133.890	109.275	595.744	2.294.136	116.904
1952 Janvier.....	109	82	27	1.904.346	612.413	202.342	3.262	109.335	2.933.677	142.218
Février.....	179	138	41	681.569	984.086	337.275	6.527	83.558	2.158.846	107.258
Mars.....	1.519	1.214	305	10.118.635	9.317.809	1.974.104	119.712	1.066.542	1.829.314	91.260
Avril.....	2.414	1.900	514	22.052.477	15.262.552	3.205.047	195.465	1.875.389	2.395.435	121.253
Mai.....	2.193	1.723	470	24.245.887	17.511.476	4.553.155	131.988	2.587.391	1.689.117	86.425
Juin.....	1.184	948	236	20.350.101	16.275.975	7.153.887	93.544	3.500.365	1.989.480	95.980
Juillet.....	503	395	108	6.432.911	4.855.721	1.524.986	61.504	753.459	2.332.635	114.370
Août.....	182	137	45	1.190.834	1.132.602	227.239	16.980	108.630	1.794.714	86.276
Septembre.....	308	214	94	2.209.196	1.648.784	376.209	34.808	147.016	2.081.731	104.401
Octobre.....	560	405	155	8.848.351	6.924.823	1.649.150	97.263	1.021.240	2.124.708	106.785

(*) Les chiffres mensuels de 1952 sont provisoires.

(1) En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes. — (2) Déduction faite des doubles emplois. — (3) Au 31 décembre.

II — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne (Épargne pure)

(milliers de francs)

31

PÉRIODES	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période	Nombre de livrets à fin d'année
1950.....	8.749.313	7.512.399	1.236.914	32.765.216 (1)	7.039.991 (2)
1951.....	9.270.781	8.134.194	1.136.587	34.841.680 (1)	
1951 Novembre.....	722.294	589.316	132.978	33.698.809	
Décembre.....	974.793 (3)	771.799	202.994	34.841.680 (1)	
1952 Janvier.....	1.176.076	566.436	609.640	35.450.320	
Février.....	905.880	590.888	314.992	35.765.312	
Mars.....	1.175.090	702.073	473.017	36.238.329	
Avril.....	954.708	782.261	172.447	36.410.776	
Mai.....	994.067	741.256	252.811	36.663.587	
Juin.....	1.149.681	710.723	439.958	37.094.545	
Juillet.....	1.386.538	711.848	674.690	37.769.235	
Août.....	1.125.276	623.689	501.587	38.270.822	
Septembre.....p	935.365	648.126	287.239	38.558.061	
Octobre.....p	1.078.396	647.412	430.984	38.989.045	
Novembre.....p	897.265	576.956	320.309	39.309.354	
Décembre.....p	1.163.799	834.526	329.273	39.638.627	
1953 Janvier.....p	1.414.938	595.362	819.576	40.458.203	

(1) Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice et la dotation aux prisonniers de guerre. — (2) Y compris les livrets des prisonniers de guerre. — (3) Y compris les intérêts échus sur obligations de l'Assainissement monétaire s'élevant à 66 millions de francs au 31 décembre 1951.

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite (*)

(milliers de francs)

PÉRIODES	Travailleurs manuels				Employés (Lois des 10 mars 1925 et 18 juin 1930)	Totaux
	Loi du 16 mars 1865	Loi du 15 décembre 1937				
		Versements obligatoires	Versements facultatifs			
1950.....	32.496	389.803	86.337	247.739	756.375	
1951.....	36.308	414.956	153.069	279.091	883.424	
1951 Mars.....	2.645	36.835	14.156	21.620	75.262	
Avril.....	3.637	34.172	12.992	21.357	72.158	
Mai.....	2.469	35.800	13.234	21.187	72.690	
Juin.....	3.250	31.894	11.851	23.951	70.946	
Juillet.....	1.675	34.373	12.442	24.178	72.668	
Août.....	4.062	34.929	12.561	24.031	75.683	
Septembre.....	3.503	34.776	12.903	25.350	76.532	
Octobre.....	2.318	34.784	12.405	25.636	75.143	
Novembre.....	2.828	33.123	12.343	24.470	72.764	
Décembre.....	2.591	34.916	13.834	25.676	77.017	
1952 Janvier.....	4.687	37.295	14.677	25.244	81.903	
Février.....	2.753	35.520	13.122	25.788	77.183	
Mars.....	3.319	37.536	14.170	27.214	82.239	
Avril.....	2.658	35.159	13.482	25.964	77.263	
Mai.....	3.385	37.178	13.525	26.441	80.629	

(*) Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937 et arrêté du 25 février 1947) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 194,4 millions de francs en 1948, 207,7 millions de francs en 1949, 189,7 millions de francs (montant provisoire) en 1950 et 212,0 millions de francs (montant provisoire) en 1951. (Source : Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.)

III — INDICE TRIMESTRIEL DES SALAIRES (Période 1936 à 1938 = 100)
Conditions d'utilisation et méthode d'établissement : voir notre Bulletin de mai 1949, p. 233.

32

PÉRIODES	INDICES PAR INDUSTRIES																								
	INDICE GÉNÉRAL	Cokeries	Carrières, cimenteries, marbreries	Métallurgie				Industries céramiques, briqueteries	Industries verrières	Industries chimiques	Industries alimentaires	Industries textiles			Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs	Papier		Art et précision	Transports		Gaz et électricité	
				Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies, constructions mécaniques et métalliques	Ensemble					Lin, coton, chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie	Ensemble					Fabriques (1)	Imprimerie et transformation		Travail des ports, camions	Chemins de fer (2)		Ensemble (2)
a) Indice des salaires horaires moyens																									
1940 Mars	113	117	110	123	115	114	118	107	114	114	110	112	113	112	113	109	118	110	119	106	106	112	104	106	114
1950 Juin	416	412	397	409	393	424	414	388	389	394	397	426	431	428	418	411	403	374	330	397	421	369	394	389	456
Septembre	421	415	398	414	415	425	420	392	396	402	401	438	438	438	419	419	401	365	343	397	431	382	400	396	453
Décembre (3)	439	463	418	443	449	443	444	416	438	431	429	457	461	459	421	435	426	384	363	417	436	412	401	403	478
1951 Mars	444	466	424	454	450	446	449	401	441	455	420	462	466	464	432	426	428	378	369	416	441	418	408	410	474
Jun	466	466	446	481	468	469	473	427	456	472	448	491	487	489	439	455	456	405	387	440	460	450	418	424	500
Septembre	472	477	459	487	478	471	478	427	459	476	450	495	492	493	472	468	461	401	387	455	467	432	415	418	510
Décembre (4)	486	508	469	495	501	479	488	441	488	495	476	519	505	512	480	484	470	424	405	469	460	465	423	431	516
1952 Mars (4)	490	508	472	505	499	493	498	452	477	498	474	511	499	505	482	483	473	430	405	475	463	443	446	445	526
Jun	490	513	476	508	501	491	499	440	490	508	465	516	499	508	489	491	468	429	408	458	479	428	448	444	540
Septembre	485	r 514	478	492	489	499	495	436	458	496	r 458	504	482	493	489	484	458	422	399	462	484	439	448	446	527
Décembre	p 484	520	472	498	501	493	496	436	464	500	464	p 506	482	p 493	472	483	449	418	p 399	460	479	p 452	452	p 452	526
b) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés																									
1940 Mars	115	113	112	126	117	114	119	107	111	115	110	111	111	111	114	109	120	112	118	107	126	113	—	—	115
1950 Juin	403	371	377	377	390	402	391	380	368	394	388	433	438	435	409	373	412	339	330	416	407	330	—	—	467
Septembre	409	371	376	380	421	402	396	387	372	400	394	452	448	450	411	379	409	339	348	416	406	335	—	—	467
Décembre (3)	427	396	395	401	449	418	415	404	424	419	416	471	465	468	412	396	437	351	365	434	416	364	—	—	485
1951 Mars	433	398	397	411	440	423	421	397	428	428	410	473	472	473	425	390	439	357	373	427	416	379	—	—	487
Jun	455	424	422	441	457	447	446	416	434	453	439	492	499	496	433	415	467	410	391	468	433	394	—	—	516
Septembre	459	424	428	441	464	448	448	417	434	453	442	483	507	495	460	437	469	410	391	486	430	394	—	—	516
Décembre (4)	472	456	435	449	501	457	459	419	470	463	457	505	519	512	467	455	477	413	408	499	432	410	—	—	526
1952 Mars (4)	475	459	439	461	495	467	468	428	470	471	457	501	510	506	472	446	478	423	408	505	438	410	—	—	536
Jun	474	456	439	463	482	466	467	420	463	473	451	500	508	504	480	450	474	419	408	490	453	410	—	—	544
Septembre	469	456	440	446	481	469	462	415	452	469	r 445	490	494	492	479	443	467	420	398	491	457	410	—	—	528
Décembre	p 468	449	438	457	489	468	467	412	452	471	449	490	494	492	461	444	456	421	p 398	490	451	410	—	—	530
c) Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés																									
1940 Mars	113	112	112	125	117	109	116	106	113	116	111	112	112	112	113	106	116	113	118	106	119	108	—	—	116
1950 Juin	402	372	387	397	413	399	400	404	367	370	366	427	432	429	410	401	362	351	297	384	413	351	—	—	430
Septembre	408	372	393	399	434	399	403	411	374	375	371	437	446	441	410	398	362	352	311	384	422	375	—	—	429
Décembre (3)	427	399	412	425	464	421	428	436	422	400	394	459	479	469	411	410	383	386	333	406	439	408	—	—	450
1951 Mars	429	398	416	431	465	419	429	447	433	410	391	459	475	467	419	413	396	380	336	393	444	394	—	—	442
Jun	450	419	438	458	483	442	453	469	424	423	417	484	502	493	422	435	413	419	352	425	463	413	—	—	464
Septembre	456	419	446	458	491	443	455	469	425	427	417	488	511	500	450	467	420	418	352	439	453	413	—	—	465
Décembre (4)	468	455	458	464	506	455	465	480	464	435	433	504	527	515	457	475	432	423	370	457	457	446	—	—	476
1952 Mars (4)	474	467	462	475	517	470	478	483	441	443	438	499	525	512	463	467	432	433	370	461	460	436	—	—	486
Jun	473	454	461	481	514	466	477	476	440	444	430	493	521	507	470	492	428	430	371	442	482	449	—	—	493
Septembre	467	454	462	467	505	468	472	475	432	442	r 428	480	498	489	469	482	418	431	363	442	477	449	—	—	479
Décembre	p 466	452	461	470	522	466	475	475	432	441	429	p 470	496	p 483	458	482	414	431	p 363	443	486	449	—	—	481

(1) Ces indices ne tiennent pas compte des primes et allocations ajoutées aux salaires, sauf en décembre 1950, décembre 1951 et mars 1952.

(2) Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

(3) Ces indices tiennent compte de la partie, relative au mois de décembre, de la prime compensatoire prévue par le *Moniteur belge* du 13 janvier 1951.

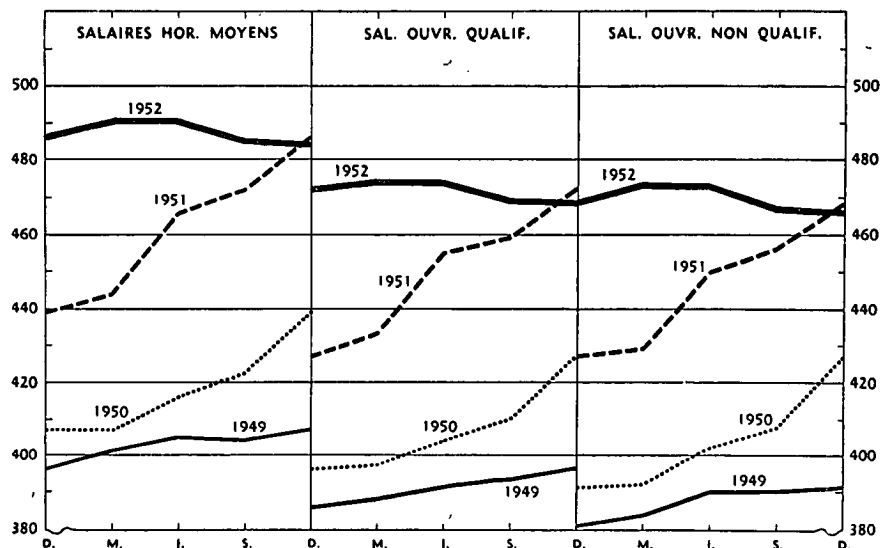
(4) Ces indices tiennent compte de l'allocation temporaire prévue au *Moniteur belge* du 10 novembre 1951.

r : Chiffres rectifiés.

III — INDICE TRIMESTRIEL DES SALAIRES (Période 1936 à 1938 = 100)

32

PÉRIODES	1949	1950	1951	1952
Salaires horaires moyens.				
Mars	400	407	444	490
Juin	405	416	466	490
Septembre	404	421	472	485
Décembre	407	439	486	484
Salaires ouvriers qualifiés.				
Mars	388	397	433	475
Juin	391	403	455	474
Septembre	393	409	459	469
Décembre	395	427	472	468
Salaires ouvriers non qualifiés.				
Mars	384	392	429	474
Juin	390	402	450	473
Septembre	390	408	456	467
Décembre	391	427	468	466



LE MOUVEMENT DES AFFAIRES

I — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

a) Mouvement du débit

35

PÉRIODES	CHAMBRES DE COMPENSATION						
	Nombre de chambres à fin de période	BRUXELLES		PROVINCE		BRUXELLES ET PROVINCE	
		Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)
1951 Moyenne mensuelle	38 (1)	159	228.003	171	56.908	330	284.911
1952 Moyenne mensuelle	38 (1)	164	257.119	177	58.764	341	315.883
1952 Janvier	38	170	266.047	178	58.166	348	324.213
Février	38	162	244.621	169	56.626	331	301.147
Mars	38	171	295.733	182	63.618	353	359.351
Avril	38	164	237.003	177	60.905	341	297.908
Mai	38	164	228.844	173	55.773	337	282.617
Juin	38	166	247.469	175	59.198	341	306.667
Juillet	38	167	274.513	179	60.193	346	334.706
Août	38	148	236.147	162	54.475	310	290.622
Septembre	38	160	253.745	177	56.664	337	310.409
Octobre	38	168	277.929	192	60.174	360	338.103
Novembre	38	150	232.866	167	53.993	317	286.859
Décembre	38	176	292.605	192	65.389	368	357.994
1953 Janvier	38	168	266.483	177	56.034	345	322.517

(1) Au 31 décembre.

b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles (mouvement du débit)

PÉRIODES	Call money (1)		Titres, effets publics et coupons		Virements, chèques, lettres de change, promesses, quittances, etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux	
	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)
1951 Moyenne mensuelle	2.322	140.209	1.735	8.226	152.482	75.214	2.628	4.354	159.167	228.003
1952 Moyenne mensuelle	2.336	158.968	1.930	9.374	156.562	84.635	2.922	4.142	163.750	257.119
1952 Janvier	2.156	170.189	1.921	9.867	163.014	80.614	3.215	5.377	170.306	266.047
Février	4.575	153.551	1.684	6.817	152.378	79.202	3.018	4.951	161.655	244.521
Mars	2.150	193.934	1.808	11.379	163.964	85.957	3.146	4.463	171.068	295.733
Avril	2.029	141.197	1.854	9.005	167.322	82.443	2.942	4.358	164.147	237.003
Mai	2.132	128.877	1.988	7.728	166.834	86.402	2.854	3.837	163.808	226.844
Juin	2.024	153.070	2.339	9.494	158.618	81.138	2.777	3.767	165.758	247.469
Juillet	2.215	172.474	2.215	10.975	159.280	86.764	3.024	4.300	166.734	274.513
Août	2.107	141.315	1.738	7.478	141.724	83.442	2.843	3.912	148.412	236.147
Septembre	2.220	169.037	1.770	8.192	153.225	82.723	2.833	3.793	160.048	253.745
Octobre	2.371	175.137	1.994	10.663	160.402	88.383	2.896	3.746	167.663	277.929
Novembre	1.777	138.234	1.750	7.648	143.672	83.702	2.599	3.282	149.798	232.866
Décembre	2.277	180.597	2.104	13.237	168.304	94.855	2.915	3.916	175.600	292.605
1953 Janvier	2.281	167.704	1.701	8.188	161.426	87.659	2.696	3.032	168.104	266.483

(1) Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en call money.

II — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX
(millions de francs)

36

PÉRIODES	Nombre de comptes à fin de période	Avoir global (*) (moyenne journalière)	Avoir des particuliers (*)	CRÉDIT		DÉBIT		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation (2)
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1951 Moyenne mensuelle	(1)641.104	27.377	20.217	26.126	69.264	26.006	69.264	190.660	91	3,75
1952 Moyenne mensuelle	(1)651.839	28.134	20.989	27.886	71.737	28.000	71.737	199.360	91	3,74
1951 Novembre	640.075	26.943	20.945	26.975	69.103	26.226	69.103	191.407	92	3,82
Décembre	641.104	27.685	21.144	27.204	70.940	25.265	70.940	194.349	92	3,77
1952 Janvier	642.405	30.248	21.298	28.047	78.402	30.234	78.402	215.085	91	3,70
Février	643.305	27.534	20.595	27.213	70.281	26.840	70.281	194.615	92	3,79
Mars	644.678	27.545	20.692	26.842	70.385	26.418	70.385	194.030	93	3,63
Avril	644.987	28.277	20.885	26.672	70.535	27.744	70.535	195.486	91	3,72
Mai	645.370	28.103	20.888	30.857	77.952	30.090	77.952	216.851	92	4,12
Juin	645.628	28.025	20.982	25.994	66.001	25.746	66.001	183.742	91	3,65
Juillet	646.091	29.447	21.211	31.260	77.454	32.013	77.454	218.181	92	3,79
Août	646.565	27.282	20.978	28.972	69.145	27.623	69.145	194.885	92	3,77
Septembre	647.550	27.693	20.990	25.365	64.551	25.124	64.551	179.591	91	3,31
Octobre	649.139	28.224	21.315	28.160	74.000	29.297	74.000	205.637	91	3,60
Novembre	650.261	27.816	21.220	26.481	67.755	28.523	67.755	188.514	91	3,91
Décembre	651.839	27.413	20.820	23.767	74.293	28.344	74.293	205.697	91	3,83
1953 Janvier	653.783	29.368	20.928	29.664	76.514	30.032	76.514	212.724	92	3,69

(1) Au 31 décembre.

(2) Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

(*) Ces avoirs comprennent: les avoirs libres, les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués et, jusqu'en décembre 1951, les avoirs temporairement indisponibles.

LES PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

45

PÉRIODES	Indice général	Produits agricoles				Produits minéraux					Produits chimiques			Peaux et cuirs
		du règne animal	du règne végétal	Matières grasses	Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Minerais et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques	Engrais chimiques	
Nombre de produits ..	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5
1951 Moyenne mens.	471	416	487	485	416	542	437	259	533	454	355	388	279	496
1952 Moyenne mens.	444	402	485	395	473	556	507	291	534	462	346	374	280	359
1951 Octobre	473	414	476	466	478	547	508	259	609	455	375	413	290	441
Novembre	473	424	476	464	483	547	513	270	612	455	375	413	291	404
Décembre	477	443	493	467	484	547	515	270	615	455	379	416	295	396
1952 Janvier	477	424	502	452	490	554	515	273	631	455	377	420	282	393
Février	470	416	495	421	494	554	530	281	623	461	377	420	283	371
Mars	457	403	490	399	489	554	530	281	598	460	372	413	283	352
Avril	450	389	494	389	493	554	530	298	598	461	380	396	280	344
Mai	445	385	492	405	485	554	530	298	562	462	359	394	280	344
Juin	436	376	482	399	478	557	520	298	536	463	349	379	282	339
Juillet	434	398	466	393	467	557	488	298	517	463	346	375	279	350
Août	432	410	457	392	461	557	488	293	506	464	329	353	274	355
Septembre	434	403	482	387	462	557	488	293	500	464	329	350	278	360
Octobre	430	402	489	379	453	557	491	293	463	464	318	335	279	360
Novembre	431	416	483	369	453	557	491	293	460	461	320	335	285	368
Décembre	429	409	485	361	453	557	491	293	460	464	320	335	286	377

PÉRIODES	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles						Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques			
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute	Fibres artificielles		Indice général du groupe	Sidéurgie	Fabr. métallique	Non ferreux
Nombre de produits ..	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1951 Moyenne mens.	557	690	706	545	599	516	652	694	305	427	456	487	394	633
1952 Moyenne mens.	325	650	499	412	412	369	550	416	273	442	477	525	420	584
1951 Octobre	530	714	700	483	494	475	559	592	313	428	491	536	418	677
Novembre	488	721	688	484	470	480	590	566	312	431	491	536	420	673
Décembre	479	721	686	480	451	462	585	684	303	437	492	535	422	665
1952 Janvier	477	721	697	484	437	445	636	728	291	441	492	538	422	656
Février	394	714	677	458	417	427	601	606	291	442	492	540	422	655
Mars	392	710	567	426	386	379	681	522	287	442	489	540	423	627
Avril	382	695	567	405	355	363	557	487	275	444	486	539	421	620
Mai	286	657	549	404	385	361	544	449	269	444	479	530	421	585
Juin	318	620	474	398	404	350	535	395	269	443	472	510	421	577
Juillet	306	605	426	400	417	363	531	358	269	443	474	514	420	583
Août	285	605	426	402	426	363	539	339	269	443	476	524	420	572
Septembre	259	605	420	400	417	363	643	337	269	443	477	523	419	574
Octobre	260	622	423	398	437	353	526	330	269	443	468	519	419	527
Novembre	297	629	433	391	430	353	514	320	264	443	466	514	419	528
Décembre	302	630	432	390	447	345	502	314	264	443	460	509	412	527

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE
ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1948 = 100

45

PÉRIODES	Belgique (Ministère des Affaires économiques)	Etats- Unis (Depart- ment of Labor, Bureau Labor Statist- ics)	France (Statis- tique générale de la France)	Pays- Bas (Cen- traal Bureau voor de Statistiek)	Royaume- Uni (Board of Trade)	Suède (Admin- istration du Com- merce)	Suisse (Office fédéral de l'In- dustrie, des Arts et Métiers et du Travail)
1951 Moyenne mens.	121	109	138	143	146	140	105
1952 Moyenne mens.	114		^p 145		^p 149		102
1951 Octobre	122	108	146	143	150	143	105
1951 Novembre	122	108	151	144	150	148	104
1951 Décembre	123	108	152	145	151	149	105
1952 Janvier	123	107	153	145	153	150	105
1952 Février	121	107	152	145	150	150	104
1952 Mars	118	107	149	143	152	151	103
1952 Avril	116	106	147	142	150	150	102
1952 Mai	114	106	145	140	149	150	102
1952 Juin	112	106	143	139	149	151	102
1952 Juillet	112	106	144	136	149	150	101
1952 Août	111	107	144	137	148	149	102
1952 Septembre	112	106	143	138	147	148	101
1952 Octobre	111	106	141	138	149	147	101
1952 Novembre	111	^p 105	140	138	148	^p 143	101
1952 Décembre	110		^p 141		^p 149		100

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL
EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

46

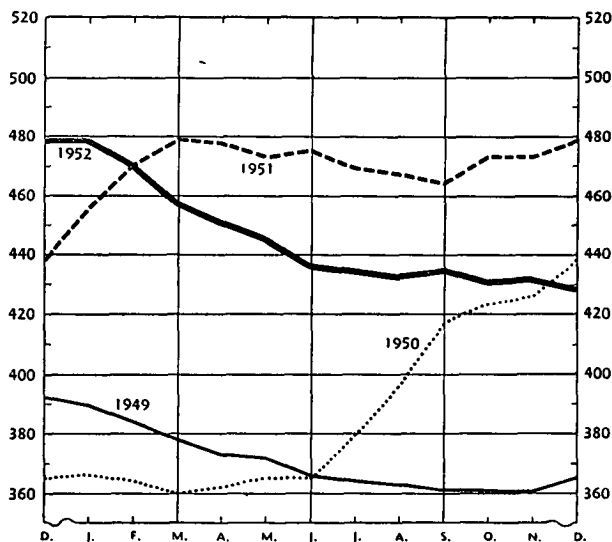
PÉRIODES	Indice général	Produits alimen- taires	Produits non alimen- taires
Nombre de produits	56	34	22
1951 Moyenne mensuelle	413	378	467
1952 Moyenne mensuelle	416	392	453
1951 Novembre	421	390	468
1951 Décembre	422	392	467
1952 Janvier	424	395	467
1952 Février	424	397	466
1952 Mars	421	392	463
1952 Avril	416	388	459
1952 Mai	412	387	450
1952 Juin	413	390	448
1952 Juillet	412	388	447
1952 Août	413	390	448
1952 Septembre	414	392	447
1952 Octobre	415	394	447
1952 Novembre	416	395	446
1952 Décembre	417	398	446
1953 Janvier	416	397	445

INDICE GENERAL DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

45

PÉRIODES	1949	1950	1951	1952
Janvier	390	366	456	477
Février	384	364	471	470
Mars	378	360	479	457
Avril	373	362	478	450
Mai	372	365	473	445
Juin	366	365	475	436
Juillet	364	379	469	434
Août	363	396	467	432
Septembre	361	417	464	434
Octobre	361	423	473	430
Novembre	361	426	473	431
Décembre	365	438	477	429

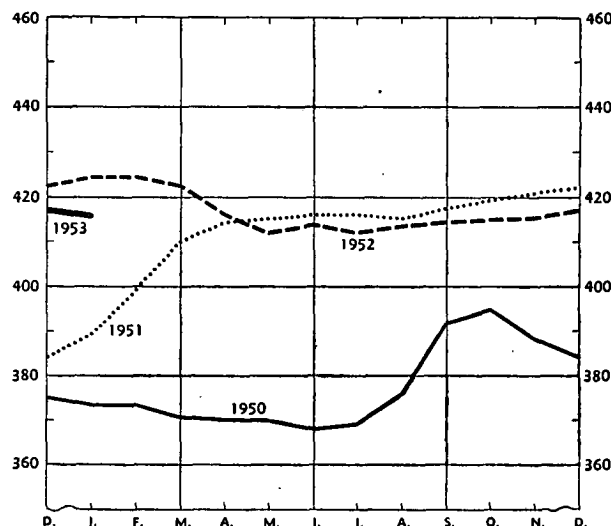


INDICE GENERAL DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

46

PÉRIODES	1950	1951	1952	1953
Janvier	373	389	424	416
Février	373	399	424	
Mars	371	410	421	
Avril	370	414	416	
Mai	370	415	412	
Juin	368	416	413	
Juillet	369	416	412	
Août	376	415	413	
Septembre	392	417	414	
Octobre	395	419	415	
Novembre	388	421	416	
Décembre	384	422	417	



LA PRODUCTION

I — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Direction générale des Mines).

55

PÉRIODES	MINES DE HOUILLE									
	NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS PRÉSENTS		PRODUCTION PAR BASSIN (milliers de tonnes)						Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de mois (milliers de tonnes)
	du fond	fond et surface	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	TOTAL		
1936-1938 Moyenne mensuelle	87.252	125.866	408	353	640	451	541	(1) 2.425	24,0	1.502
1951 Moyenne mensuelle	94.417	132.962	405	299	597	399	772	2.472	24,4	(2) 225
1952 Moyenne mensuelle	97.552	135.082	400	309	601	413	809	2.532	24,3	(2) 1.673
1951 Octobre	96.065	134.102	446	338	668	447	829	2.728	26,7	222
Novembre	100.389	138.891	431	327	642	417	820	2.637	24,8	236
Décembre	100.268	138.763	392	294	594	419	761	2.460	23,2	225
1952 Janvier	100.017	137.850	436	331	650	435	817	2.669	25,4	223
Février	99.550	137.088	400	313	634	421	839	2.607	24,6	235
Mars	100.364	138.361	445	331	657	437	870	2.740	25,8	446
Avril	99.032	137.280	413	314	617	417	797	2.558	24,6	712
Mai	99.160	137.227	419	331	629	416	828	2.622	24,8	1.136
Juin	97.048	134.992	358	273	553	391	753	2.328	22,6	1.349
Juillet	93.011	130.383	312	242	475	339	775	2.143	21,6	1.544
Août	91.505	127.860	355	288	538	347	755	2.283	23,2	1.590
Septembre	93.470	130.217	410	319	611	430	807	2.577	25,6	1.642
Octobre	96.868	134.085	447	352	655	464	853	2.770	26,9	1.709
Novembre	100.529	138.320	383	294	571	406	784	2.438	22,6	1.706
Décembre	100.066	137.325	419	321	616	451	835	2.642	24,4	1.673

(1) Y compris 32.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages qui faisaient partie de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi. — (2) A fin d'année.

PÉRIODES	COQUES		AGGLOMÉRÉS		Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	PRODUCTION MÉTALLURGIQUE (milliers de tonnes)		
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers		Fonte	Acier brut	Acier et fer finis
1936-1938 Moyenne mensuelle	451	3.831	113	855	(1) 37	261	253	202
1951 Moyenne mensuelle	509	4.613	150	718	(2) 49	404	417	324
1952 Moyenne mensuelle	535	4.848	124	672	p	398	p 416	p 313
1951 Octobre	541	4.741	173	727	49	429	460	365
Novembre	524	4.749	171	768	49	413	426	326
Décembre	541	4.759	168	764	49	421	423	324
1952 Janvier	550	4.819	179	753	49	439	450	352
Février	515	4.834	168	780	50	408	427	334
Mars	552	4.827	131	726	50	440	460	352
Avril	528	4.843	114	642	48	412	431	324
Mai	545	4.849	107	665	48	402	422	314
Juin	518	4.856	103	640	48	381	391	284
Juillet	509	4.823	77	641	46	348	346	241
Août	504	4.820	107	648	46	329	338	262
Septembre	524	4.871	121	631	46	386	429	322
Octobre	561	4.863	136	652	48	415	453	347
Novembre	542	4.872	118	649	p 50	395	407	307
Décembre	571	4.894	127	633	p	419	p 445	p 321

(1) Au 31 décembre 1938. — (2) Au 31 décembre.

II — INDUSTRIE TEXTILE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

56

PÉRIODES	PRODUCTION DE FILS (tonnes)							PRODUCTION DE TISSUS ÉCRUS TOMBÉS DE MÈTRES (POUR COMPTE PROPRE, SERVICES PUBLICS ET ORDRES À FAÇON) (tonnes)				
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine		Lin	Jute (1)	Coton	Laine (2)	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée					
1950 Moyenne mensuelle	791	4.331	201	7.174	1.029	1.759	1.590	642	3.239	6.122	2.200	516
1951 Moyenne mensuelle	1.020	5.603	253	8.187	675	1.453	1.309	652	3.824	6.586	2.092	527
1951 Septembre	1.093	5.662	187	8.109	499	1.096	955	549	4.057	5.497	1.682	400
Octobre	1.185	6.103	257	8.474	409	1.268	1.047	513	4.091	6.195	1.765	383
Novembre	1.009	6.049	171	8.925	421	1.365	930	556	4.087	6.340	1.585	386
Décembre	1.091	5.333	216	8.039	391	1.180	697	564	3.920	5.630	1.300	305
1952 Janvier	1.125	6.077	188	9.014	391	1.069	729	585	4.044	6.011	1.391	393
Février	1.104	5.904	208	6.299	400	1.110	752	594	4.263	5.664	1.413	399
Mars	994	5.799	227	6.011	411	1.122	901	553	4.256	5.312	1.484	384
Avril	825	4.906	198	6.135	431	1.074	885	543	3.943	4.726	1.537	332
Mai	759	4.476	166	5.921	353	1.058	941	527	3.622	4.473	1.461	342
Juin	854	3.669	130	5.278	348	1.149	1.075	569	2.791	4.306	1.512	287
Juillet	746	3.856	117	4.455	302	960	897	601	2.624	4.113	1.401	279
Août	825	3.973	106	5.134	355	1.414	1.156	633	2.952	4.244	1.717	300
Septembre	938	4.947	164	6.753	533	1.766	1.348	789	3.225	5.557	1.986	388
Octobre	945	6.117	137	7.679	510	2.037	1.538	935	3.763	6.507	2.262	483
Novembre	773	5.718	150	6.657	534	1.765	1.470	792	3.579	5.523	2.005	433

(1) Y compris les tapis en jute. — (2) Y compris couvertures et tapis en laine.

III — PRODUCTIONS DIVERSES

56

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

PÉRIODES	CIMENT	CHAUX (tonnes)	CALCAIRES	AMMONIAQUE DE SYNTHÈSE ET DÉRIVÉS		ENGRAIS COMPOSÉS (tonnes)	PAPIER		BRIQUES	
				(tonnes d'azote primaire)	(tonnes d'azote dans les engrais finis)		Papier (tonnes)	Cartons (tonnes)	Briques ordinaires (milliers de pièces)	Briques de parement
1938 Moyenne mensuelle	250.000	(1) 117.382	(1) 155.538							
1951 Moyenne mensuelle	366.288	140.289	195.831	15.972	14.902	6.209	23.255	3.904	194.587	13.838
1952 Moyenne mensuelle	p 342.572	p 136.380	p 147.606	15.787	14.657	7.308	18.282	3.132	169.470	11.551
1951 Octobre	418.216	159.471	251.163	16.206	15.218	8.629	24.963	3.660	253.053	13.562
Novembre	366.032	146.019	199.908	17.216	16.085	6.512	22.771	3.667	188.590	12.212
Décembre	325.902	143.490	170.039	18.004	16.627	8.005	20.169	3.302	160.705	12.266
1952 Janvier	275.475	129.884	143.616	17.879	16.290	10.703	22.109	4.161	137.027	9.997
Février	200.452	142.396	123.721	17.342	16.432	9.788	19.224	3.121	114.369	7.926
Mars	340.871	150.327	163.997	17.739	16.233	16.560	18.848	3.075	102.307	10.909
Avril	369.774	136.908	176.083	17.353	16.168	6.586	17.796	2.644	114.767	9.883
Mai	403.094	129.408	159.975	17.311	17.078	1.518	15.152	2.804	181.606	13.092
Juin	403.759	121.929	156.113	17.758	17.068	1.586	16.297	2.613	216.347	13.171
Juillet	425.410	109.202	166.780	16.307	15.561	2.216	12.132	2.388	233.847	12.809
Août	398.011	126.788	150.137	15.525	14.746	4.542	15.760	3.025	211.364	12.126
Septembre	396.250	175.864	171.817	13.989	12.975	9.634	18.950	3.560	217.054	12.229
Octobre	385.077	148.807	166.302	13.317	11.779	6.686	21.683	3.580	198.658	14.000
Novembre	319.251	131.417	90.948	12.249	10.668	6.886	19.305	3.274	167.579	11.375
Décembre	p 193.441	p 133.635	p 101.786	12.670	10.882	10.990	22.132	3.345	p 138.716	p 11.093

(1) Moyenne mensuelle 1937-1938-1939.

Source : Administration des Douanes et Actises et I.N.S.

PÉRIODES	SUCRES				BRASSE- RIES	DISTILLE- RIES	ALLU- METTES	PÊCHE				
	Production		Stocks (sucres bruts et raffinés) fin de mois	Déclara- tions en consom- mation				Quantités de matières premières déclarées(1) (substances farineuses et substan- ces sucrées) (tonnes)	Production d'alcool (hectolitres)	Production (millions de tiges)	Vente de poisson (2) aux minques d'Ostende, Nieupoort, Zebrugge et Blankenberge	
	sucres bruts	sucres raffinés									Quantités (tonnes)	Valeurs (milliers fr.)
1936-1938 Moyenne mensuelle ..	17.493	17.183	120.910	20.667	16.412	35.046	4.421	2.260	7.189			
1951 Moyenne mensuelle	21.084	15.716	123.901	20.015	11.963	23.569	5.277	3.256	32.520			
1952 Moyenne mensuelle	25.033	15.969	147.091	19.030	12.441	19.767	4.114					
1951 Octobre	97.041	20.475	80.934	17.080	10.464	35.638	5.949	3.582	37.159			
Novembre	139.403	24.293	183.778	18.104	11.423	27.192	4.903	2.935	33.458			
Décembre	11.510	16.302	191.362	15.253	10.367	17.545	4.035	3.200	39.757			
1952 Janvier	—	18.400	177.444	17.297	10.890	23.839	4.535	2.892	38.825			
Février	—	19.920	162.273	15.188	10.516	26.271	4.519	3.857	34.494			
Mars	—	19.189	157.157	16.218	12.850	15.742	4.504	5.038	44.737			
Avril	—	16.390	146.832	16.163	13.128	11.702	5.001	4.624	37.825			
Mai	—	13.383	138.305	18.331	15.722	22.158	4.061	4.103	24.887			
Juin	—	10.092	119.956	24.211	13.713	16.536	3.875	3.566	27.721			
Juillet	—	12.622	98.087	26.715	14.500	14.178	3.358	3.964	26.910			
Août	—	12.851	73.512	22.583	14.096	13.307	2.760	2.976	23.775			
Septembre	507	11.332	48.050	22.802	11.533	14.994	3.301	2.966	34.367			
Octobre	119.776	17.462	134.721	14.991	11.120	33.425	4.231	2.807	34.903			
Novembre	155.809	25.685	250.308	17.579	10.854	21.135	4.264	2.971	30.796			
Décembre	24.301	14.312	258.655	16.287	10.368	23.913	4.960					

(1) Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

(2) Non compris les harengs, esprots et crevettes. En 1936-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement

IV — ENERGIE ELECTRIQUE (*)

(milliers de kWh)

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Direction Energie Electrique.

58

PÉRIODES	Production (1)				Importation	Exportation	Total énergie absorbée par les réseaux
	Centrales des producteurs-distributeurs		Centrales des auto-producteurs industriels	Total pour la Belgique			
	Régies communales	Sociétés privées					
[1]	[2]	[3]	[4] = [1]+[2]+[3]	[5]	[6]	[7] = [4]+[5]-[6]	
1936-1938 Moyenne mensuelle	20.361	189.899	227.802	438.062	5.472	2.168	441.366
1951 Moyenne mensuelle	32.564	428.949	329.941	791.454	17.966	8.749	800.671
1952 Moyenne mensuelle	30.895	393.900	364.243	789.038	16.720	9.910	795.848
1951 Octobre	35.242	455.269	375.098	865.609	8.590	7.869	866.330
Novembre	34.965	447.232	379.942	862.139	10.237	16.933	855.443
Décembre	37.483	472.022	361.697	871.202	9.435	17.834	862.803
1952 Janvier	38.473	469.744	395.936	904.153	14.991	25.294	893.850
Février	33.707	410.774	382.035	826.516	4.960	16.607	814.869
Mars	32.605	401.897	389.377	823.879	10.029	16.205	817.703
Avril	30.232	363.303	354.600	748.135	28.530	7.610	769.055
Mai	26.845	348.104	363.417	738.366	21.266	1.736	757.896
Juin	25.676	361.461	330.462	717.599	22.966	609	739.956
Juillet	23.788	344.976	319.955	688.719	23.689	9.011	703.397
Août	25.996	340.499	333.116	699.611	20.229	9.833	710.007
Septembre	31.767	392.805	367.192	791.764	5.863	7.322	790.305
Octobre	36.221	426.234	393.743	856.198	11.998	10.040	858.156
Novembre	30.673	418.763	363.492	812.928	15.625	6.814	821.739
Décembre	34.751	448.244	377.588	860.583	20.493	7.835	873.241

(*) Nombre de centrales en activité au début de l'année 1950 : 247; au début de l'année 1951 : 238; au début de l'année 1952 : 222.

(1) Production brute aux bornes des génératrices diminuée de la consommation des circuits auxiliaires dans les centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

V — GAZ

(Production, Importation et Exportation) (1)

(milliers de mètres cubes)

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Energie.

59

PÉRIODES	Production des usines à gaz		Production des cokeries			Production des charbonnages	Total de gaz produit en Belgique	Imports	Exports	Solde : importations moins exportations	Total de gaz disponible en Belgique
	Régies et associations de communes	Sociétés privées	Régies	Sociétés privées							
				Production destinée à la distribution publique	Production destinée aux fournitures industrielles						
[1]	[2]	[3]	[4]	[5]	[6]	[7] = [1] + [2] + [3] + [4] + [5]	[8]	[9]	[10] = [8] - [9]	[11] = [7] + [10]	
1951 Moyenne mensuelle	62	1.174	5.552	57.667	75.413	3.759	143.627	38	2.202	- 2.164	141.463
1952 Moyenne mensuelle	47	1.059	5.598	57.404	76.746	7.050	147.904	214	1.977	- 1.763	146.141
1951 Octobre	46	1.111	5.829	60.112	81.285	4.336	152.719	43	2.281	- 2.238	150.481
Novembre	37	984	5.497	55.656	78.850	4.330	145.354	37	2.349	- 2.312	143.042
Décembre	37	1.055	6.020	60.066	80.432	5.311	152.921	44	2.219	- 2.175	150.746
1952 Janvier	36	1.056	6.342	62.957	81.870	5.693	157.954	31	2.475	- 2.444	155.510
Février	36	955	6.019	58.853	74.949	5.868	146.680	31	2.435	- 2.404	144.276
Mars	42	985	6.056	60.912	83.323	6.992	158.310	35	2.240	- 2.205	156.105
Avril	44	1.043	5.331	58.203	82.704	7.294	152.619	34	1.846	- 1.812	150.807
Mai	58	1.182	5.451	59.289	83.480	5.924	155.362	37	1.784	- 1.747	153.615
Juin	58	1.136	5.030	58.142	76.432	6.255	145.053	37	1.752	- 1.715	143.339
Juillet	62	1.196	4.768	53.191	70.995	6.169	136.381	42	1.857	- 1.815	134.566
Août	61	1.184	5.011	55.006	71.392	6.888	139.542	185	1.359	- 1.174	138.368
Septembre	44	1.065	5.299	54.360	74.057	8.185	143.010	380	1.761	- 1.381	141.629
Octobre	51	981	5.690	54.712	74.460	8.703	144.587	355	1.977	- 1.622	142.965
Novembre	39	938	5.766	55.924	70.871	8.359	141.897	733	2.041	- 1.308	140.589
Décembre	40	1.003	6.412	61.293	76.430	8.273	153.451	670	2.196	- 1.526	151.925

(1) La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgaz des synthèses chimiques, du gaz des hauts fourneaux et du méthane. Elle comprend également la production de méthane en provenance directe des charbonnages ainsi que le gaz de pétrole liquéfié transporté par canalisations, tous ces gaz étant destinés à la distribution publique.

La présente statistique ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgaz, gaz des hauts fourneaux, gaz méthane ou gaz liquéfié qui sont mélangés en dehors de l'usine de production en gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries, gaz de houille ou autres et utilisés pour leurs besoins propres, chauffage des fours, etc.

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) (6) est destinée à la distribution publique.

b) La production de gaz indiquée à la colonne (5) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

c) Les volumes de gaz produit par les cokeries et les charbonnages sont ramenés à 4.250 kcal, ° C., 760 mm. Hg.

d) Les cokeries produisant du gaz tant pour la distribution publique que pour les consommations industrielles directes sont comprises dans le nombre de cokeries correspondant à la colonne (5). Le nombre total des cokeries (sociétés privées produisant du gaz en 1952) s'élève à 18.

LA CONSOMMATION (*)

I — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

A — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1936 à 1938 = 100

Source : Banque Nationale de Belgique.

MOIS	GRANDS MAGASINS						MAGASINS A SUCOURSALES		COOPÉRATIVES ET MAGASINS PATRONAUX					
	Vêtements		Ameublement		Articles de ménage et divers		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951
Décembre	497	521	504	583	830	961	447	464	258	251	588	618	554	487
	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952
Janvier	614	439	641	552	555	521	445	413	224	239	564	536	795	566
Février	617	364	772	569	550	507	439	396	227	228	545	542	866	588
Mars	515	443	660	588	647	560	409	386	265	243	565	546	713	579
Avril	442	497	584	614	562	590	372	393	249	237	501	522	530	513
Mai	404	448	538	580	527	629	376	393	248	244	504	546	487	458
Juin	441	369	521	491	571	552	375	361	264	228	497	497	417	363
Juillet	431	466	495	525	595	680	387	409	204	229	450	536	357	385
Août	318	369	511	471	600	616	405	397	210	223	480	528	360	363
Septembre	387	502	589	611	575	681	400	410	225	233	489	532	472	542
Octobre	580	612	588	565	601	660	416	408	242	250	534	563	562	554
Novembre	477	487	495	513	864	799	399	399	229	220	528	545	439	444
Décembre	521	545	583	585	961	1.027	464		251	p 258	618	p 655	487	p 497

B — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1948 = 100

Source : Institut National de Statistique.

MOIS	Indice général	GRANDS MAGASINS A RAYONS MULTIPLES																				
		Alimentation				Habillement				Ameublement			Ménage			Tabacs	Librairie-Papeterie			Parfum.		
		Périssable	Non périssable	Restaurant	Total	Annages	Dessus hommes	Dessus femmes	Bonneterie, lingerie, chemiserie, chapellerie	Total (1)	Textiles	Meubles, lustrerie	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, électricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie	Total	Toilette	Jeux, jouets sports, voyage
1951 Octobre ...	140	207	162	141	179	91	163	190	145	139	110	139	121	123	272	137	85	114	117	116	112	130
Novembre ..	161	203	176	148	184	77	122	137	130	119	96	127	107	111	236	123	97	272	161	177	116	562
Décembre ..	174	258	220	168	230	70	125	136	175	141	99	142	115	147	285	160	195	274	232	238	157	368
1952 Janvier ...	127	238	126	140	175	76	77	104	157	112	134	123	130	112	190	119	94	107	152	119	106	48
Février	121	256	126	138	182	74	73	84	110	92	111	150	125	117	217	127	95	107	106	106	107	52
Mars	131	262	131	146	188	93	132	123	114	108	117	149	128	127	205	135	93	104	105	104	108	77
Avril	137	237	132	143	178	87	185	171	136	130	106	159	125	122	205	130	92	112	106	107	115	119
Mai	137	242	124	138	175	81	150	157	141	125	102	163	124	130	222	139	90	98	107	105	118	129
Juin	115	200	102	125	146	67	117	117	130	104	88	133	104	112	171	117	97	86	89	88	109	122
Juillet	141	215	109	140	158	79	139	161	195	140	103	157	123	129	219	137	116	112	100	102	142	183
Août	120	221	103	135	157	53	80	110	112	93	87	138	105	128	194	135	112	102	171	161	123	123
Septembre ..	142	253	118	154	180	83	142	157	143	127	113	178	137	128	279	142	102	100	211	195	120	81
Octobre	154	292	129	158	202	89	201	213	159	151	103	150	120	127	336	146	106	115	122	121	120	126
Novembre	159	280	142	151	201	76	162	141	153	131	95	125	106	106	257	121	110	258	150	165	114	559
Décembre	191	355	209	175	267	70	152	148	190	152	98	153	117	155	319	170	232	297	230	247	155	409

MOIS	GRANDES ENTREPRISES SPÉCIALISÉES DANS L'HABILLEMENT			COOPÉRATIVES											MAGASINS A SUCOURSALES		Gros-SISTES
	Hommes	Dames	Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation sauf boulangerie	Habillement	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie, papeterie	Parfumerie, articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure	Chaussures	
1951 Octobre	114	113	101	139	128	146	117	151	144	154	170	129	110	175	99	99	103
Novembre	72	88	91	130	121	140	93	129	138	152	224	138	109	155	91	104	104
Décembre	70	103	90	151	135	167	109	153	147	252	221	136	137	157	128	136	101
1952 Janvier ...	88	74	194	136	116	163	100	114	129	137	134	97	94	152	88	99	104
Février	51	48	47	140	120	149	123	148	158	138	114	122	102	158	79	81	97
Mars	96	97	74	143	131	149	118	204	169	133	104	113	115	158	87	82	97
Avril	p 127	p 127	p 127	137	126	143	113	180	150	140	123	108	118	155	124	154	104
Mai	p 105	p 123	p 108	140	130	149	103	143	149	162	156	116	125	177	122	135	110
Juin	p 73	p 76	p 69	128	121	138	84	133	134	151	227	93	122	168	101	95	104
Juillet	p 75	p 183	p 136	133	121	146	88	146	134	168	146	116	131	156	125	122	111
Août	p 56	p 56	p 79	131	118	143	80	127	142	155	357	86	123	169	85	81	111
Septembre	p 91	p 99	p 99	143	123	143	115	220	153	152	319	102	121	185	84	109	p 110
Octobre	p 103	p 143	p 100	p 147	132	p 167	119	155	p 141	166	134	117	136	p 177	96	128	p 109
Novembre	p 78	p 83	p 89												93	109	p 98
Décembre															105		

(*) Pour la consommation de sucre, voir tableau n° 56.

(1) Le total comprend, en outre, les rubriques mercerie, rubans; chaussures, pantoufles; articles divers de parure.

II — CONSOMMATION DE TABAC

(Fabrication et importation)

Source : Administration des Douanes et Accises.

PÉRIODES	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabacs à fumer, priser et mâcher (tonnes)
	(milliers de pièces)			
1936-38 Moyenne mensuelle	16.187	49.414	430.048	1.097
1951 Moyenne mensuelle	6.385	25.887	711.922	822
1952 Moyenne mensuelle	9.792	32.440	682.898	873
1951 Octobre	8.811	32.605	725.172	893
Novembre	8.674	32.622	668.325	799
Décembre	7.628	32.714	818.012	814
1952 Janvier	6.630	26.940	885.358	912
Février	4.358	23.057	492.305	779
Mars	5.512	24.846	498.486	822
Avril	5.720	28.667	695.663	944
Mai	4.447	27.903	668.759	884
Juin	12.523	43.034	777.881	939
Juillet	10.373	30.691	780.909	843
Août	10.582	27.130	714.449	857
Septembre	13.194	35.941	717.207	893
Octobre	13.574	31.551	630.699	839
Novembre	14.384	38.899	615.574	800
Décembre	16.201	50.626	717.587	961

III — ABATTAGES DANS LES 12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

PÉRIODES	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux chèvres
1936-38 Moyenne mensuelle	16.561	698	12.242	26.679	6.462
1951 Moyenne mensuelle	18.338	3.674	11.297	32.607	6.186
1952 Moyenne mensuelle	18.667	3.056	9.454	34.782	5.090
1951 Octobre	22.733	3.814	10.937	39.654	14.816
Novembre	19.387	3.289	8.797	31.062	12.889
Décembre	19.495	3.236	7.673	31.664	12.276
1952 Janvier	21.670	3.660	8.817	36.245	9.954
Février	16.851	3.313	8.576	27.677	5.682
Mars	17.156	3.263	10.390	30.479	2.865
Avril	19.988	2.749	12.345	35.704	2.886
Mai	17.561	2.455	10.528	33.051	1.781
Juin	16.959	2.272	9.612	33.322	1.915
Juillet	20.053	2.699	11.432	36.973	1.455
Août	16.820	2.624	8.842	30.960	1.785
Septembre	19.417	3.271	9.164	36.461	5.572
Octobre	19.845	3.357	8.835	39.346	8.027
Novembre	18.001	3.308	6.644	36.478	9.814
Décembre	19.681	3.696	8.262	40.691	9.345

LES TRANSPORTS

I — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

PÉRIODES	Recettes					Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploita- tion	
	Voyageurs et bagages	Marchan- dises	Diverses	Total	Interven- tion de l'Etat (2)				Total général
1938 Moyenne mensuelle (1)	73,8	146,6	5,2	225,6	—	225,6	238,9	13,3	105,9
1950 Moyenne mensuelle	245,1	459,4	32,5	737,0	120,8	857,8	847,6	10,2	98,8
1951 Moyenne mensuelle	249,8	571,4	33,5	854,7	120,8	975,5	958,2	17,3	98,2
1951 Septembre	271,2	557,5	30,1	858,8	121,0	979,8	953,8	26,0	97,3
Octobre	248,1	646,5	34,9	929,5	121,0	1.050,5	996,9	53,6	94,9
Novembre	221,4	656,6	31,4	909,4	121,0	1.030,4	955,8	74,6	95,6
Décembre	236,1	598,4	36,7	871,2	120,0	991,2	954,5	36,7	96,3
1952 Janvier	249,5	592,1	40,4	882,0	62,5	944,5	988,9	44,4	104,7
Février	220,5	559,4	33,0	812,9	62,5	875,4	946,6	71,2	108,1
Mars	243,9	599,8	31,2	874,9	62,5	937,4	984,9	47,5	105,1
Avril	258,0	563,9	35,7	857,6	62,5	920,1	951,8	31,7	103,4
Mai	254,9	547,3	30,1	832,3	62,5	894,8	959,1	64,3	107,2
Juin	273,5	519,5	39,4	832,4	62,5	894,9	927,8	32,9	103,7
Juillet	334,9	511,6	33,2	879,7	62,5	942,2	950,8	8,6	100,9
Août	330,0	525,4	33,9	889,3	62,5	951,8	926,5	25,3	97,3
Septembre	293,0	587,6	33,1	913,7	62,5	976,2	941,8	34,4	96,5
Octobre	266,1	623,1	35,7	924,9	62,5	987,4	954,7	32,7	96,7
Novembre	233,6	555,7	31,1	820,4	62,5	882,9	892,4	9,5	101,1

(1) Y compris le Nord-Belge.

(2) Subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

PÉRIODES	b) Nombre de wagons fournis à l'industrie (1)				c) Statistique du trafic (2) 1° Trafic général							
	A	B	C	A + C	VOYAGEURS		GROSSES MARCHANDISES					
					Nombre (milliers)	Voyageurs km. (millions)	Tonnes transp. (milliers)	Tonnes-km. (millions)				
Service interne belge	Service internat.	Transit	Total									
1938 Moyen. mens. (3)	388.932	114.745	90.665	479.647	16.004	511	6.169	186	154	88	428	
1950 Moyen. mens.	296.111	94.630	49.696	345.807	18.079	587	5.055	199	166	90	455	
1951 Moyen. mens.	335.279	106.728	60.912	396.191	18.722	604	6.008	237	207	108	552	
1951 Septembre	337.255	98.703	59.994	397.249	18.238	596	6.083	245	223	110	578	
Octobre	386.097	113.352	66.550	452.656	19.506	610	6.981	275	232	111	618	
Novembre	360.898	111.909	63.498	424.396	19.506	595	6.674	257	228	102	587	
Décembre	312.529	104.702	64.123	376.652	18.787	583	5.615	215	206	93	514	
1952 Janvier	309.731	115.422	57.484	367.215	20.928	635	6.030	230	231	110	571	
Février	292.236	110.164	55.827	348.063	18.635	567	5.477	197	222	99	518	
Mars	317.362	106.525	59.949	377.311	p 18.851	p 590	6.038	220	240	102	562	
Avril	304.098	97.460	56.738	360.836	p 18.975	p 615	5.630	203	220	94	517	
Mai	296.837	90.324	56.283	353.120	p 19.279	p 624	5.476	202	210	95	507	
Juin	282.662	86.606	52.375	335.037	p 18.452	p 629	5.190	193	205	79	477	
Juillet	269.549	81.429	54.353	323.902	p 17.491	p 675	4.827	176	193	83	452	
Août	281.985	89.905	52.738	334.723	p 17.782	p 674	4.972	195	178	91	464	
Septembre	303.468	100.579	60.219	363.687	p 18.730	p 617	5.562	214	199	89	502	
Octobre	336.964	108.416	62.378	399.342	p 19.829	p 619	6.152	230	207	92	529	
Novembre	290.842	96.994	53.821	344.663	p 19.279	p 594	5.416	202	181	87	469	

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

(1) Wagons chemins de fer et particuliers.

(2) Non compris les transports militaires.

(3) Y compris le Nord-Belge.

c) Statistique du trafic (1)
2° Transport des principales grosses marchandises
A — Ensemble du trafic

PÉRIODES	Tonnes-km. (millions)	(milliers de tonnes)										
		Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construction, verres et glaces	Prod. des carrières, sables, silox et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétroles, brais et goudrons	Divers
1938 Moyenne mensuelle (2)	428	6.169	405	2.540	472	516	559	934	64	225	77	377
1950 Moyenne mensuelle	455	5.055	300	1.897	418	643	412	662	38	249	80	356
1951 Moyenne mensuelle	552	6.008	253	2.181	644	793	498	764	40	272	92	471
1951 Août	574	6.032	115	2.094	684	839	549	844	53	283	94	477
Septembre	578	6.083	119	2.007	767	801	524	917	117	251	93	487
Octobre	618	6.981	609	2.313	744	827	597	927	46	291	101	526
Novembre	587	6.674	767	2.301	664	770	528	771	29	270	96	478
Décembre	514	5.615	229	2.120	693	699	439	637	29	248	88	433
1952 Janvier	571	6.030	190	2.339	662	913	460	546	32	304	110	475
Février	518	5.477	145	2.256	652	800	365	428	28	272	113	418
Mars	562	6.038	167	2.224	719	828	490	673	27	333	88	489
Avril	517	5.630	129	2.041	676	755	504	727	23	206	91	478
Mai	507	5.476	87	1.889	693	718	531	837	21	212	69	419
Juin	477	5.190	81	1.840	658	678	493	783	14	230	70	343
Juillet	452	4.827	119	1.737	653	558	441	698	28	201	66	326
Août	464	4.972	102	1.883	618	590	424	690	74	189	62	340
Septembre	502	5.562	127	2.099	659	705	469	759	40	213	72	419
Octobre	529	6.152	666	2.252	654	725	445	684	23	208	81	414

(1) Non compris les transports militaires.

(2) Y compris le Nord-Belge

B — Service interne belge

PÉRIODES	Total	Produits agricoles et aliment.	Com-bustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Mat. de constr., verres et glaces	Produits des carrières, sables, silix et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétrole, brais et goudrons	Divers	Tonnes-km. transportées (milliers)
1938 Moyenne mens. (1)	3.250	231	1.523	10	130	312	673	12	85	26	248	5.858
1950 Moyenne mensuelle	3.266	186	1.605	12	188	286	550	9	122	28	280	3.523
1952 Moyenne mensuelle	3.772	127	1.861	19	236	329	625	13	133	35	394	3.273
1951 Novembre	4.231	550	1.909	17	249	329	611	4	132	33	397	6.388
Décembre	3.472	73	1.800	21	231	283	517	3	128	37	379	2.711
1952 Janvier	3.625	47	2.024	17	244	275	440	4	140	40	394	2.228
Février	3.244	37	1.886	15	236	198	351	4	128	37	352	1.657
Mars	3.659	37	1.851	13	236	332	551	4	166	37	412	2.338
Avril	3.378	34	1.607	16	226	350	583	3	115	34	408	2.265
Mai	3.350	29	1.507	15	227	380	693	3	106	31	359	2.540
Juin	3.165	36	1.430	23	232	345	654	2	124	31	288	2.547
Juillet	2.850	43	1.322	23	164	300	574	12	109	28	275	2.028
Août	3.071	44	1.481	17	177	302	572	41	119	28	290	2.128
Septembre	3.478	55	1.715	20	221	320	627	9	125	31	357	2.323
Octobre	4.023	536	1.867	18	235	299	555	3	114	33	363	4.601
Novembre	3.493	565	1.646	13	213	231	389	2	91	29	314	4.695

(1) Y compris le Nord-Belge, en ce qui concerne la S.N.C.B.

III — MOUVEMENT DES PORTS

a) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE					
	ENTRÉES			SORTIES			ENTRÉES			SORTIES		
	Nombre de navires	Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (2)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (2)
chargés				sur lest								
1936-1938 Moyenne mens.	988	2.008	1.072	837	151	1.072	3.917	1.317	695	3.762	1.268	877
1951 Moyenne mensuelle	952	2.209	1.261	798	155	1.169	3.611	1.535	593	3.677	1.554	878
1952 Moyenne mensuelle	980	2.335		804	174		3.589	1.503		3.555	1.494	
1952 Janvier	947	2.228	1.326	805	147	1.032	3.489	1.459	561	3.507	1.497	939
Février	987	2.326	1.578	815	162	1.218	3.759	1.605	635	3.606	1.554	981
Mars	1.018	2.329	1.264	843	170	1.172	3.494	1.457	614	3.547	1.448	872
Avril	1.015	2.338	1.345	843	183	1.012	3.642	1.508	672	3.530	1.469	800
Mai	963	2.339	1.222	806	177	1.084	3.375	1.400	607	3.363	1.388	748
Juin	947	2.382	1.249	713	185	930	3.473	1.429	565	3.442	1.432	867
Juillet	965	2.235	1.279	792	179	908	3.621	1.513	587	3.694	1.567	933
Août	944	2.443	1.275	785	163	846	3.531	1.521	566	3.571	1.540	856
Septembre	920	2.058	1.235	746	190	974	3.694	1.535	574	3.666	1.465	797
Octobre	1.049	2.479	1.300	863	195	1.022	3.876	1.620	621	3.864	1.615	947
Novembre	964	2.288	1.233	782	156	795	3.395	1.462	536	3.391	1.491	881
Décembre	1.037	2.579		857	184		3.722	1.523	580	3.477	1.459	919
1953 Janvier	965	2.445		807	147		3.445	1.394	582	3.188	1.310	792

(1) Trafic international. — (2) Trafic international et intérieur.

b) Port de Gand

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE	
	ENTRÉES			SORTIES			MARCHANDISES (1)	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Entrées	Sorties
1936-38 Moyenne mensuelle								
1951 Moyenne mensuelle	153	125	129	155	125	83	147	71
1952 Moyenne mensuelle	157	126		157	126			
1952 Janvier	153	121	112	148	117	94	123	60
Février	190	129	164	192	140	86	112	51
Mars	145	118	112	147	112	84	137	39
Avril	178	150	147	172	149	74	146	54
Mai	137	116	136	143	120	90	156	57
Juin	153	130	139	151	131	92	140	59
Juillet	183	145	151	184	143	82	146	49
Août	141	116	128	139	120	82	137	51
Septembre	142	124	135	142	114	66	141	54
Octobre	152	119	124	158	126	48	148	81
Novembre	154	113	134	151	112	65	119	48
Décembre	158	128		157	126			
1953 Janvier	150	106		150	110			

(1) Trafic international.

IV — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

Source : Institut National de Statistique.

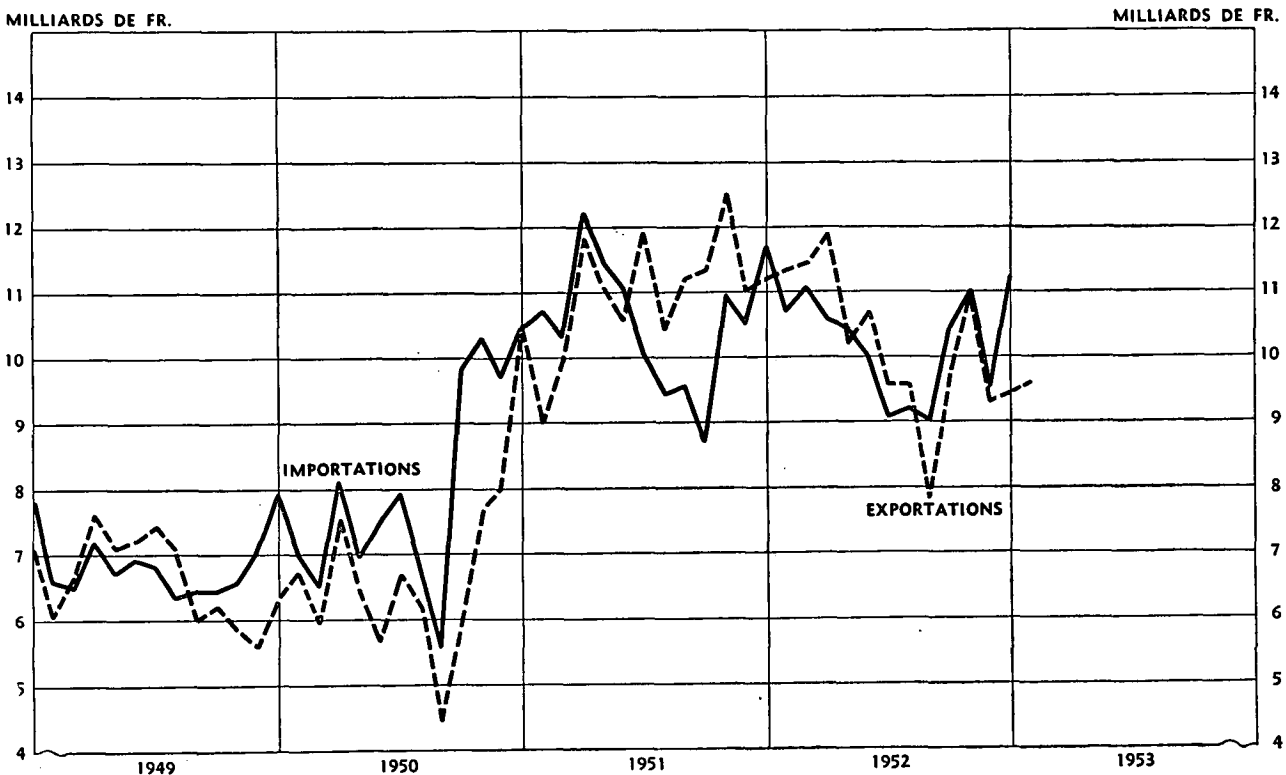
PÉRIODES	BATEAUX CHARGÉS														
	Nombre					Milliers de tonnes métriques					Millions de tonnes-km.				
	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics
1950 Moyenne mensuelle ..	6.020	2.435	1.814	317	10.586	1.437	905	609	72	3.023	150,9	50,3	39,6	9,0	249,8
1951 Moyenne mensuelle ..	6.077	2.814	2.119	325	11.335	1.570	1.067	757	77	3.471	170,2	63,0	46,4	9,9	289,5
1951 Octobre	7.199	3.193	2.266	351	13.009	1.961	1.161	781	82	3.985	200,1	71,8	52,8	10,9	335,6
Novembre	6.249	2.930	2.079	359	11.617	1.577	1.072	743	88	3.480	189,1	65,5	44,0	11,6	290,2
Décembre	6.041	2.613	2.136	358	11.148	1.632	1.023	762	90	3.507	173,1	58,1	46,0	11,8	289,0
1952 Janvier	4.625	2.051	1.627	311	8.614	1.242	782	631	74	2.729	133,9	42,1	39,4	8,8	224,2
Février	5.345	2.543	1.826	313	10.027	1.409	964	695	77	3.145	160,2	53,8	41,9	10,3	266,2
Mars	5.698	2.987	2.062	355	11.102	1.487	1.092	716	87	3.382	166,7	64,6	49,0	11,0	291,3
Avril	5.697	3.080	2.182	418	11.377	1.448	1.097	744	104	3.393	162,2	64,9	51,7	13,8	292,6
Mai	5.905	3.267	2.323	352	11.907	1.629	1.187	756	86	3.658	171,5	72,0	53,4	10,9	307,8
Juin	5.445	2.941	2.434	322	11.142	1.458	1.037	854	78	3.427	162,1	64,9	59,0	9,9	295,9
Juillet	5.184	3.053	2.315	282	10.834	1.306	1.035	841	68	3.250	146,5	68,1	51,8	9,0	275,4
Août	5.487	3.509	2.379	290	11.665	1.426	1.026	836	72	3.360	166,0	67,1	52,0	9,6	294,7
Septembre	5.670	3.331	2.357	249	11.607	1.398	1.076	804	56	3.334	164,1	69,0	54,5	7,4	295,0
Octobre	5.513	3.390	2.440	311	11.643	1.442	1.166	882	75	3.565	162,6	76,7	54,3	9,8	303,4

LE COMMERCE SPÉCIAL DE L'UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC LES PAYS ÉTRANGERSI — RESUME D'APRES LES CINQ CATEGORIES DE LA NOMENCLATURE COMMUNE
ADOPTÉE PAR LA CONVENTION DE BRUXELLES DU 31 DECEMBRE 1913

PÉRIODES	QUANTITÉS (milliers de tonnes)					VALEURS (millions de francs)					PRIX MOYEN PAR TONNE (francs)	EXCÉDENT (+) OU DÉFICIT (-) DE LA BALANCE COMMERCIALE (millions de francs)	RAPPORT DES EXPORTATIONS AUX IMPORTATIONS EN P. C.	
	Anim. vivants	Objets d'alimentation et boissons	Matières brutes ou simplement préparées	Produits fabriqués	Totaux	Anim. vivants	Objets d'alimentation et boissons	Matières brutes ou simplement préparées	Produits fabriqués	Or et argent non ouvrés et monnaies				Totaux
IMPORTATIONS														
1936-38 Moy. mens.	1,0	331,5	2.473,8	62,1	2.868,4	3,1	407,8	1.112,4	459,6	35,7	2.018,6	704		
1950 Moy. mens. ..	1,5	256,1	2.125,1	95,8	2.478,5	22,4	1.613,2	3.833,2	2.595,3	61,2	8.125,3	3.278		
1951 Moy. mens. ..	1,7	287,8	2.785,6	110,8	3.185,9	27,9	1.917,1	5.336,4	3.236,5	82,3	10.600,2	3.327		
1951 Janvier	2,4	250,9	2.301,6	101,6	2.656,5	28,4	1.719,5	5.834,6	3.008,8	62,3	10.653,6	4.010		
Février	2,3	319,2	2.571,7	102,4	2.995,6	31,6	1.889,5	5.169,2	3.103,1	65,0	10.258,4	3.424		
Mars	2,1	365,1	2.787,6	119,8	3.274,6	31,0	2.490,8	5.805,7	3.804,4	89,5	12.221,4	3.732		
Avril	2,5	308,4	2.691,4	120,1	3.122,4	40,8	2.153,6	5.578,9	3.521,9	65,0	11.360,2	3.638		
Mai	2,2	296,2	2.696,9	118,6	3.113,9	39,5	1.964,4	5.417,8	3.562,5	79,0	11.063,2	3.543		
Juin	1,6	276,6	2.857,1	114,3	3.249,7	28,5	1.626,5	4.972,6	3.304,3	118,3	10.048,2	3.092		
Juillet	0,5	220,6	2.592,6	109,7	2.923,4	9,9	1.453,5	4.838,7	3.001,2	68,1	9.371,4	3.206		
Août	1,0	253,6	2.835,1	101,4	3.191,1	20,1	1.584,1	5.053,4	2.894,6	86,7	9.638,9	3.021		
Septembre	1,2	216,8	2.872,4	108,3	3.198,7	19,0	1.570,2	4.157,7	2.891,7	70,3	8.708,9	2.723		
Octobre	1,0	312,5	3.049,7	117,8	3.481,0	18,2	2.308,8	5.178,1	3.332,2	99,3	10.936,0	3.142		
Novembre	1,6	284,5	3.010,3	98,3	3.394,7	27,7	1.963,1	5.492,8	2.935,0	87,5	10.506,1	3.095		
Décembre	1,9	330,2	3.048,7	102,1	3.482,9	32,3	2.173,2	6.162,1	3.230,3	97,4	11.695,3	3.358		
EXPORTATIONS														
1936-38 Moy. mens.	0,5	54,4	1.447,0	410,5	1.912,4	5,6	99,4	831,0	902,1	21,1	1.859,2	972	- 159,4	92,1
1950 Moy. mens. ..	0,1	47,4	928,1	387,8	1.363,4	4,4	406,7	2.374,4	4.072,5	22,9	6.880,9	5.047	- 1.244,4	84,7
1951 Moy. mens. ..	0,9	54,4	1.092,8	540,3	1.688,4	28,0	608,4	3.317,4	7.063,0	30,5	11.047,3	6.543	+ 447,1	104,2
1951 Janvier	0,1	51,5	950,1	488,5	1.490,2	2,7	553,0	2.979,3	5.463,9	19,0	9.017,9	6.051	- 1.635,7	84,6
Février	—	80,3	914,6	487,6	1.482,5	2,6	724,1	3.714,8	5.457,6	7,5	9.906,6	6.682	- 351,8	96,6
Mars	0,1	77,5	1.019,2	575,0	1.671,0	4,6	703,8	4.078,9	6.944,7	37,6	11.770,6	7.040	- 450,8	98,3
Avril	—	83,0	1.095,7	550,3	1.729,0	1,6	623,1	3.550,7	6.847,4	49,0	11.071,8	6.404	- 288,4	97,5
Mai	0,1	46,1	1.026,4	547,8	1.620,4	3,9	445,9	3.064,5	6.972,9	34,8	10.522,0	6.493	- 541,2	95,1
Juin	1,3	39,8	1.169,0	605,6	1.815,7	36,1	537,9	3.449,7	7.844,3	19,1	11.887,1	6.547	+ 1.838,9	118,3
Juillet	2,5	28,0	1.102,9	490,6	1.624,0	71,7	506,7	3.023,0	6.800,7	20,1	10.422,2	6.418	+ 1.050,8	111,2
Août	2,6	43,3	1.187,7	550,7	1.784,3	79,6	625,4	3.163,5	7.275,7	24,9	11.169,1	6.260	+ 1.530,2	115,9
Septembre	2,5	41,9	1.128,7	528,0	1.702,1	80,3	611,1	3.101,2	7.494,1	31,9	11.318,6	6.650	+ 2.609,7	130,0
Octobre	1,0	54,9	1.246,5	592,9	1.895,3	33,0	665,7	3.379,5	8.365,7	32,7	12.476,6	6.583	+ 1.540,0	114,1
Novembre	0,3	58,6	1.065,5	515,5	1.639,9	12,0	718,0	2.844,1	7.379,4	41,3	10.994,8	6.705	+ 488,7	104,7
Décembre	0,1	45,1	1.170,8	510,1	1.726,1	7,4	553,7	3.270,5	7.242,2	47,6	11.130,4	6.448	- 504,9	95,2

**II — NOMENCLATURE DES SECTIONS DU COMMERCE SPECIAL
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DU COMMERCE INTERNATIONAL (C.T.C.I.)**

Périodes	0 - Produits alimentaires	1 - Boissons et tabacs	2 - Mat. brutes non comest. à l'exception des carburants	3 - Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	4 - Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	5 - Produits chimiques	6 - Art. classés principalement d'après la mat. première	7 - Machines et matériel de transport	8 - Articles manufacturés divers	9 - Marchandises non dénommées ailleurs	Totaux	Prix moyen par tonne (francs)	Excédent (+) ou déficit (-) de la balance commerciale (millions de francs)	Rapport des exportations aux importations en p. o.
Importations.														
1952 Janvier	1.673	167	3.286	1.037	170	490	1.960	1.433	355	81	10.652	3.442		
Février	2.231	136	2.939	1.205	163	506	2.131	1.335	374	60	11.070	3.271		
Mars	2.020	148	2.643	1.025	141	473	2.013	1.505	468	122	10.558	3.273		
Avril	1.838	165	2.522	1.044	181	498	2.105	1.597	433	100	10.483	3.112		
Mai	1.498	158	2.281	971	73	447	2.293	1.738	422	82	9.963	3.024		
Juin	1.352	165	2.010	1.007	92	372	1.838	1.690	378	55	8.959	2.937		
Juillet	1.778	149	2.132	834	116	415	1.672	1.506	412	137	9.151	2.922		
Août	1.679	136	2.218	797	136	338	1.947	1.292	376	100	8.919	2.862		
Septembre	1.947	167	2.346	898	101	368	2.201	1.773	517	104	10.422	3.066		
Octobre	2.029	192	2.721	961	119	507	2.136	1.670	588	92	11.015	3.103		
Novembre	1.549	182	2.288	833	67	398	2.094	1.504	468	87	9.470	3.067		
Décembre...p											11.244	3.763		
Exportations.														
1952 Janvier	394	17	798	491	232	885	7.092	1.079	286	19	11.293	6.975	+ 641	106,0
Février	402	20	766	599	268	1.015	6.919	1.051	295	21	11.356	6.684	+ 286	102,6
Mars	458	20	708	495	204	871	6.956	1.776	347	12	11.847	7.031	+ 1.289	112,2
Avril	383	16	526	614	175	820	6.248	1.109	319	14	10.224	6.046	- 259	97,5
Mai	290	20	559	676	151	708	6.835	1.168	277	26	10.710	5.833	+ 747	107,5
Juin	293	14	665	656	113	740	6.793	1.094	258	11	9.638	5.458	+ 679	107,5
Juillet	294	15	657	601	133	614	5.851	1.102	265	26	9.558	5.522	+ 407	104,4
Août	236	12	597	600	119	507	4.592	808	241	39	7.751	5.001	- 1.168	86,9
Septembre	302	11	634	552	136	505	6.227	961	318	40	9.686	5.557	- 736	92,9
Octobre	322	13	703	607	178	547	6.879	1.201	369	36	10.855	5.919	- 160	98,6
Novembre	309	13	728	476	122	466	5.547	1.172	331	90	9.254	6.132	- 216	97,7
Décembre...p											9.394	5.861	p-1.850	p 83,5
1953 Janvier...p											9.614	6.118		
Quantités (milliers de tonnes)														
1952 Janvier	226	8,2	1.720	907	11,2	91	103	23,7	3,3	1,4	3.095			
Février	311	7,2	1.768	1.062	10,4	95	98	28,4	3,0	1,5	3.384			
Mars	257	8,1	1.837	895	10,4	85	101	26,3	3,8	1,9	3.226			
Avril	219	8,8	2.004	879	12,4	106	104	31,1	3,5	1,5	3.369			
Mai	231	8,4	1.995	820	5,7	96	105	30,3	3,6	1,0	3.295			
Juin	186	8,2	1.805	854	7,4	62	94	29,6	3,3	0,6	3.050			
Juillet	276	7,5	1.878	734	10,0	104	93	23,9	3,7	1,4	3.132			
Août	243	6,9	1.952	712	11,4	71	97	19,2	3,4	0,7	3.116			
Septembre	271	8,1	2.095	790	8,8	65	114	41,8	4,6	1,0	3.399			
Octobre	366	9,7	2.050	829	10,8	116	129	33,2	5,0	1,3	3.550			
Novembre	300	8,7	1.763	766	5,4	84	129	27,4	3,9	1,0	3.088			
Décembre...p											2.988			
Exportations.														
1952 Janvier	40	0,5	251	373	11,7	267	651	20,2	4,2	0,1	1.619			
Février	42	0,8	189	449	13,9	329	646	25,4	3,8	0,1	1.699			
Mars	50	0,7	250	368	10,6	279	685	37,5	4,1	0,1	1.685			
Avril	39	0,6	284	441	9,5	245	639	28,0	3,3	0,1	1.691			
Mai	29	0,8	338	516	9,3	217	695	27,7	2,7	0,1	1.836			
Juin	27	0,9	316	524	7,6	232	629	28,1	2,8	0,1	1.766			
Juillet	30	0,9	311	495	8,8	221	640	21,2	2,6	0,1	1.731			
Août	26	0,7	279	507	7,9	178	533	16,1	2,1	0,1	1.550			
Septembre	36	0,6	318	460	9,0	188	709	19,6	2,6	0,1	1.743			
Octobre	39	0,4	299	501	12,8	206	746	26,5	3,3	0,1	1.834			
Novembre	47	0,5	263	402	7,9	163	594	28,5	3,0	0,1	1.509			
Décembre...p											1.603			
1953 Janvier...p											1.571			



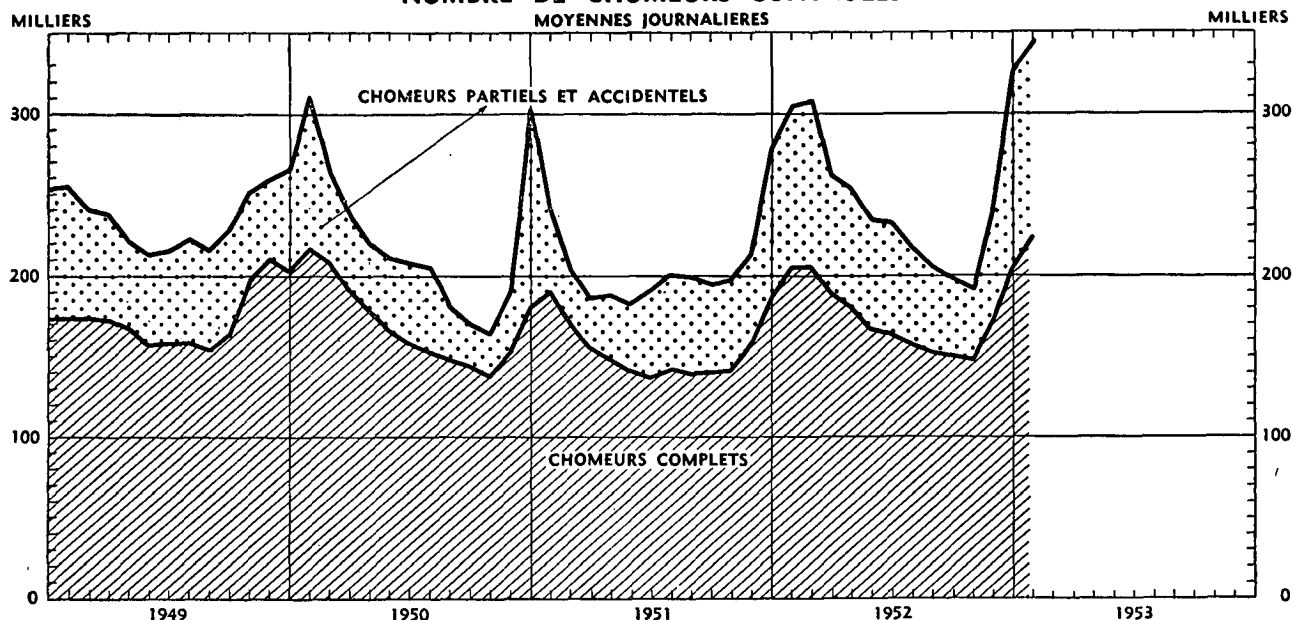
LE CHOMAGE

I — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

Source : Office national du Placement et du Chômage.

PÉRIODES	NOMBRE DE CHOMEURS CONTRÔLÉS						MILLIERS DE JOURNÉES PERDUES		
	CHÔMEURS INSCRITS AU COURS DU MOIS			MOYENNES JOURNALIÈRES			Chômeurs		Totaux
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
1952 Janvier	242.402	261.388	503.790	203.494	101.085	304.579	4.892	2.439	7.331
Février	240.822	264.172	504.994	204.324	103.017	307.341	4.919	2.466	7.385
Mars	238.439	228.378	466.817	188.619	72.775	261.394	5.662	2.186	7.848
Avril	216.758	200.139	415.897	180.287	73.081	253.368	3.973	1.608	5.581
Mai	204.042	186.668	390.710	166.020	68.231	234.251	3.824	1.569	5.393
Juin	207.346	201.164	408.510	163.865	68.266	232.131	4.088	1.950	6.038
Juillet	196.408	171.778	368.186	158.380	58.623	217.003	3.643	1.348	4.991
Août	196.612	176.945	373.557	151.707	53.325	205.032	4.400	1.546	5.946
Septembre	188.892	150.035	338.927	150.136	40.849	196.985	3.606	1.123	4.729
Octobre	179.447	133.540	312.987	146.575	44.713	191.288	3.374	1.028	4.400
Novembre	215.033	235.815	450.848	169.970	71.958	241.928	4.935	2.094	7.029
Décembre	239.904	329.339	569.243	204.054	121.075	325.129	4.502	2.679	7.189
1953 Janvier				224.062	119.716	343.778			

NOMBRE DE CHOMEURS CONTRÔLÉS



II — REPARTITION DES CHOMEURS CONTRÔLÉS PAR PROVINCE

Source : Office national du Placement et du Chômage.

MOIS STATISTIQUE	Semaine		Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
	du	au											
Moyenne journalière par mois													
1952 Janvier	—	—	24	304.579	65.823	51.145	56.077	67.166	26.075	18.422	9.766	4.247	5.853
Février	—	—	24	307.341	65.918	51.758	54.080	69.182	26.190	19.869	9.819	4.545	5.980
Mars	—	—	30	261.394	62.438	42.906	48.121	62.417	19.939	14.773	6.449	977	3.374
Avril	—	—	22	253.368	59.103	40.328	46.744	62.723	20.720	14.922	5.553	316	2.959
Mai	—	—	23	234.251	54.013	37.319	42.460	59.288	18.713	14.163	5.120	252	2.923
Juin	—	—	29	232.131	53.306	37.532	42.513	57.409	19.984	13.387	4.908	238	2.764
Juillet	—	—	23	217.003	51.324	36.714	37.597	53.892	18.419	11.139	4.934	267	2.717
Août	—	—	29	205.032	48.816	34.962	34.296	49.970	16.711	12.182	4.991	314	2.790
Septembre	—	—	24	196.985	47.561	33.079	35.833	45.280	15.970	11.446	4.662	478	2.676
Octobre	—	—	23	191.288	48.179	31.663	33.910	43.234	15.045	10.931	4.846	729	2.751
Novembre	—	—	29	241.928	58.664	39.210	44.516	62.975	19.936	13.583	7.390	2.017	3.637
Décembre	—	—	22	325.129	69.445	51.119	62.297	72.879	28.687	19.484	11.175	3.994	6.049
1953 Janvier	—	—	24	343.778									
Moyenne journalière par semaine													
1952 Décembre	7	13	6	289.857	65.980	45.759	54.763	62.646	25.293	16.685	10.116	3.465	5.150
	14	20	6	311.449	66.758	49.863	58.391	68.174	27.346	18.819	11.310	4.446	6.342
	21	27	5	327.846	67.982	51.104	62.924	74.736	28.638	20.633	11.345	4.211	6.273
	28	3	5	381.155	78.291	59.076	75.396	88.948	34.415	22.496	12.113	3.871	6.549
1953 Janvier	4	10	6	361.391	77.386	57.496	68.601	79.092	32.406	21.714	13.227	4.422	7.047
	11	17	6	368.859	79.064	58.497	67.797	79.649	34.645	22.797	13.814	4.683	7.913
	18	24	6	337.059	73.417	54.537	60.062	72.187	30.912	21.438	13.373	4.129	7.004
	25	31	6	307.603	66.587	50.134	54.872	66.186	28.156	20.648	10.861	3.901	6.458

III - REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés)

Source : Office national du Placement et du Chômage.

Année	Mois	Agriculture	Forêt, chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameublement	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hôtels-restaurants	Jeux de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Total
Chômeurs complets																										
1951	Septembre	6.431	787	763	542	3.517	2.994	14.662	7.083	15.768	1.847	1.278	1.384	18.220	14.122	4.370	9.289	13.057	—	—	4.959	4.527	448	12.597	1.155	139.800
	Octobre	4.909	753	748	506	5.010	3.030	14.874	7.299	15.830	1.837	1.322	1.412	18.963	13.051	4.348	9.258	13.249	—	—	5.625	4.712	444	12.594	1.021	140.795
	Novembre	9.430	764	756	563	5.886	3.074	18.780	7.993	16.856	1.948	1.383	1.473	20.112	14.424	4.813	9.930	13.811	—	—	5.842	4.782	475	12.639	1.060	156.794
	Décembre	13.085	815	802	784	7.325	3.938	26.647	9.948	18.650	2.197	1.573	1.523	23.202	17.657	5.788	11.362	14.826	—	—	5.854	4.944	479	12.815	1.051	185.265
	1952	Janvier	14.248	986	846	948	8.017	3.875	34.031	10.662	20.186	2.543	1.673	1.656	25.129	18.913	5.702	12.257	15.906	—	—	5.982	5.080	529	13.221	1.104
Février	14.389	954	879	909	8.293	3.746	35.056	10.757	21.166	2.597	1.712	1.703	25.751	17.186	4.880	12.547	15.933	—	—	6.044	5.105	505	13.162	1.060	204.324	
Mars	12.171	723	883	783	7.295	4.371	26.199	9.882	21.046	2.606	1.814	1.713	26.740	14.697	4.538	12.412	15.570	—	—	5.870	4.950	473	12.850	1.033	188.619	
Avril	10.893	715	861	695	5.543	5.585	21.400	9.208	20.404	2.748	1.966	1.690	29.249	13.577	4.373	11.990	15.358	—	—	5.129	4.902	422	12.515	1.164	180.287	
Mai	6.489	758	833	675	4.055	5.377	17.479	8.131	19.397	2.699	2.015	1.580	30.059	12.556	3.960	11.316	14.735	—	—	5.081	4.788	411	12.403	1.223	166.020	
Juin	8.618	780	811	677	3.799	5.206	18.830	7.592	19.332	2.542	1.985	1.513	29.677	13.125	4.059	10.404	14.302	—	—	4.507	4.657	358	11.858	1.233	163.855	
Juillet	8.863	734	841	631	3.757	4.481	17.168	7.299	17.931	2.569	1.793	1.425	27.909	13.807	4.552	9.954	13.923	—	—	3.443	4.447	356	11.374	1.123	158.380	
Août	7.911	732	851	614	3.859	3.383	16.702	7.075	17.715	2.578	1.620	1.349	25.349	13.624	4.030	9.676	13.722	—	—	3.555	4.544	343	11.324	1.106	151.707	
Septembre	8.877	814	879	603	4.594	3.494	16.890	6.775	17.129	2.431	1.528	1.313	23.238	11.687	3.553	9.640	13.560	—	—	5.068	4.856	445	11.664	1.098	150.136	
Octobre	5.912	793	858	638	5.586	2.980	17.042	6.949	17.427	2.356	1.480	1.267	21.735	10.929	3.429	9.567	13.633	—	—	5.759	5.027	435	11.791	977	146.575	
Novembre	10.886	894	961	838	6.412	3.194	23.424	8.111	20.430	2.405	1.445	1.338	22.991	12.639	3.987	10.472	14.866	—	—	6.010	5.091	448	12.163	965	169.970	

Chômeurs partiels et accidentels

1951	Septembre	729	258	247	81	616	435	1.880	1.404	2.691	600	559	279	23.533	7.530	3.416	1.389	1.789	5.151	123	277	263	52	386	40	53.728
	Octobre	689	226	222	68	600	398	1.964	1.545	3.332	553	685	276	24.571	7.348	3.983	1.762	2.002	4.657	387	303	299	44	380	56	56.340
	Novembre	865	479	68	203	569	299	3.439	1.828	3.814	597	616	296	21.839	8.418	3.924	1.777	2.064	3.869	385	324	281	67	369	61	56.451
	Décembre	1.301	837	836	539	2.160	595	11.906	3.595	7.365	1.401	1.118	347	32.118	11.947	6.182	2.478	2.833	3.932	129	342	355	62	406	56	92.840
	1952	Janvier	1.866	2.600	1.123	2.063	1.777	338	27.647	3.832	6.136	914	902	362	26.762	9.382	3.452	2.142	3.540	4.974	54	354	307	67	433	58
Février	1.823	2.518	74	1.872	2.098	436	26.571	4.123	6.763	943	1.092	361	31.358	8.089	2.627	2.411	3.722	4.839	71	334	327	57	434	71	103.017	
Mars	746	572	38	351	1.944	543	5.212	2.111	5.829	1.094	1.439	364	32.010	6.073	2.241	2.153	2.739	5.919	187	313	307	48	414	73	102.775	
Avril	569	205	770	239	1.718	823	2.505	2.032	6.839	1.092	1.614	360	34.662	5.602	2.133	1.970	2.674	6.003	43	314	340	68	437	69	73.081	
Mai	969	204	259	263	1.548	598	2.023	1.791	5.890	1.079	1.724	418	32.500	4.659	1.883	1.894	2.570	6.798	45	293	307	52	414	60	68.231	
Juin	1.164	204	1.020	188	1.275	369	2.051	1.733	6.035	1.002	1.632	378	28.469	6.214	4.103	1.768	2.431	7.225	25	285	296	51	385	63	68.268	
Juillet	892	212	764	240	999	288	2.222	1.727	5.409	850	1.095	332	21.421	6.035	4.156	1.766	2.285	6.888	44	247	341	49	317	44	58.623	
Août	814	319	107	286	1.101	219	2.855	1.598	5.184	842	934	273	20.364	5.359	2.220	1.537	2.048	6.176	57	283	328	49	328	44	53.325	
Septembre	1.130	527	153	279	1.205	247	3.948	1.223	4.331	722	709	218	15.880	3.658	1.703	1.384	1.878	6.615	63	291	334	37	295	29	46.849	
Octobre	773	568	124	313	992	224	3.586	1.379	4.314	893	547	217	13.824	3.716	1.904	1.700	1.973	6.537	80	303	363	53	281	51	44.713	
Novembre	1.544	890	149	691	1.297	251	19.212	2.643	5.943	729	520	223	15.058	6.996	3.105	1.978	2.739	6.497	381	323	308	47	394	40	71.958	

Total des chômeurs contrôlés

1951	Septembre	7.160	1.045	1.010	623	4.133	3.429	16.542	8.487	18.459	2.447	1.837	1.663	41.753	21.652	7.786	10.678	14.846	5.151	123	5.236	4.790	500	12.933	1.195	193.528
	Octobre	5.598	979	970	574	5.610	3.428	16.838	8.844	19.162	2.390	2.007	1.688	43.534	20.399	8.331	11.020	15.251	4.657	387	5.928	5.001	488	12.974	1.077	197.135
	Novembre	10.295	1.243	824	766	6.455	3.373	22.219	9.821	20.670	2.645	1.999	1.769	41.951	22.842	8.737	11.707	15.875	3.869	385	6.166	5.063	542	13.008	1.121	213.245
	Décembre	14.386	1.652	1.638	1.323	9.485	4.533	38.553	13.543	26.015	3.598	2.691	1.870	55.320	29.604	11.970	13.840	17.659	3.932	129	6.196	5.299	541	13.221	1.107	278.105
	1952	Janvier	16.114	3.586	1.969	3.011	9.794	4.213	61.678	14.494	26.322	3.457	2.575	2.018	51.891	28.295	9.154	14.399	19.446	4.974	54	6.336	5.387	596	13.654	1.162
Février	16.217	3.470	953	2.781	10.391	4.182	61.627	14.880	27.929	3.540	2.804	2.064	57.109	25.275	7.507	14.958	19.655	4.839	71	6.378	5.432	562	13.586	1.131	307.341	
Mars	12.917	1.295	921	1.134	9.239	4.914	31.411	11.993	26.875	3.700	3.253	2.077	58.760	20.770	6.779	14.565	18.359	5.919	187	6.188	5.257	521	13.264	1.106	261.394	
Avril	11.462	920	1.631	934	7.261	6.408	23.905	11.240	27.243	3.840	3.580	1.850	63.911	19.179	6.506	13.960	18.032	6.003	43	5.443	5.242	490	12.952	1.233	253.368	
Mai	7.438	962	1.092	938	5.603	5.975	19.502	9.922	25.287	3.778	3.739	1.998	62.559	17.215	5.863	13.200	17.305	6.798	45	5.374	5.095	463	12.817	1.283	234.251	
Juin	9.782	984	1.831	865	5.074	5.575	18.881	9.325	25.367	3.544	3.517	1.891	58.146	19.339	8.162	12.172	16.733	7.225	25	4.792	4.953	409	12.243	1.296	232.191	
Juillet	9.755	946	1.605	871	4.756	4.769	19.390	9.026	23.340	3.419	2.888	1.757	49.330	19.842	8.708	11.720	16.208	6.888	44	3.690	4.788	405	11.691	1.167	217.003	
Août	8.725	1.051	958	900	4.960	3.602	19.557	8.673	22.899	3.420	2.554	1.622	45.758	18.983	6.250	11.213	15.770									

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES

I — BELGIQUE ET CONGO BELGE
SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES (1)
(millions de francs)

RUBRIQUES	31 août 1952	30 sept. 1952	31 oct. 1952	30 nov. 1952
ACTIF				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42).....	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :				
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	2.290	2.105	2.075	2.313
Prêts au jour le jour	2.030	1.881	2.118	3.097
Banquiers	2.915	2.802	2.871	2.943
Maison-mère, succursales et filiales	754	754	546	751
Autres valeurs à recevoir à court terme	3.368	3.337	3.522	3.894
Portefeuille-effets	42.233	44.740	48.877	48.295
a) Portefeuille commercial (2)	9.726	11.344	13.448	13.473
b) Effets publics réescomptables à la Banque Nationale de Belgique.....	11.679	11.635	12.392	11.656
c) Effets publics mobilisables à la Banque Nationale de Belgique à concurrence de 95 %	20.828	21.711	23.037	23.166
Reports et avances sur titres	990	1.175	1.127	1.070
Débiteurs par acceptations	8.144	8.199	8.549	8.502
Débiteurs divers	14.647	14.161	13.829	14.489
Portefeuille-titres	9.404	9.568	9.993	10.281
a) Valeurs de la réserve légale	232	232	232	233
b) Fonds publics belges	7.327	7.459	7.854	8.123
c) Fonds publics étrangers	57	57	57	57
d) Actions de banques	881	881	912	914
e) Autres titres	967	939	938	954
Divers	5.132	4.821	4.610	4.534
Capital non versé	4	4	4	4
Total disponible et réalisable...	91.971	93.607	98.121	100.173
C. Immobilisé :				
Frais de constitution et de premier établissement.....	2	2	2	2
Immeubles	713	718	732	759
Participation dans les filiales immobilières	276	275	276	287
Créances sur filiales immobilières	227	231	231	236
Matériel et mobilier	94	93	97	98
Total de l'immobilisé...	1.312	1.319	1.338	1.382
Total général actif...	93.283	94.926	99.459	101.555
PASSIF				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42).....	—	—	—	—
B. Exigible :				
Créanciers privilégiés ou garantis	308	510	441	384
Emprunts au jour le jour	4	—	5	—
Banquiers	6.288	6.517	6.629	7.091
Maison-mère, succursales et filiales	1.324	1.231	1.740	2.183
Acceptations	8.147	8.199	8.554	8.503
Autres valeurs à payer à court terme	990	724	638	2.585
Créditeurs pour effets à l'encaissement	2.189	2.278	2.336	2.285
Dépôts et comptes courants	60.026	61.409	64.855	64.097
a) A vue et à un mois au plus	53.550	54.378	58.194	57.453
b) A plus d'un mois	6.476	6.531	6.661	6.644
Obligations et bons de caisse	820	848	881	920
Montants à libérer sur titres et participations	711	701	681	705
Divers	6.762	6.791	6.979	7.082
Total de l'exigible...	87.569	89.208	93.739	95.835
C. Non exigible :				
Capital	3.414	3.414	3.424	3.424
Fonds indisponible, par prime d'émission	174	177	177	177
Réserve légale (art. 13, A. R. 185)	235	235	236	236
Réserve disponible	1.812	1.813	1.805	1.805
Provisions	79	79	78	78
Total du non exigible...	5.714	5.718	5.720	5.720
Total général passif...	93.283	94.926	99.459	101.555

(1) La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que des éléments d'actif et de passif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

(2) L'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale et aux instituts paraétatiques s'élevait aux 31 août 1952, 30 septembre 1952, 31 octobre 1952 et 30 novembre 1952 respectivement à 6.421, 5.341, 4.910 et 5.306 millions de francs, montants qui ne sont pas compris dans le portefeuille commercial.

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

85

(millions de francs)

ACTIF

	18-12-1952	24-12-1952	30-12-1952	8-1-1953	15-1-1953	22-1-1953	29-1-1953	5-2-1953	12-2-1953
Encaisse en or	35.278	35.295	35.295	35.181	35.449	35.448	35.448	35.428	35.385
Avoirs sur l'étranger :									
a) en devises étrangères	1.643	1.431	1.340	1.774	897	914	851	863	879
b) en francs belges	0,6	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5
Devises étrangères et or à recevoir	3.053	3.053	3.053	2.492	2.492	2.492	2.492	2.492	2.492
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :									
a) U.E.P. { sans provision spéciale	10.066	10.066	10.066	10.066	10.066	10.066	10.066	10.066	10.066
avec provision spéciale	4.118	3.755	3.844	4.009	3.707	3.846	3.584	3.726	3.603
convention du 28 nov. 1952	787	1.130	1.041	876	1.148	1.009	1.270	1.128	1.251
b) pays membres de l'U.E.P.	1.120	1.179	1.409	1.754	998	1.029	1.111	1.382	1.480
c) autres pays	662	654	653	654	524	518	508	514	497
Débiteurs pour change et or, à terme	1.461	1.477	1.477	1.477	910	910	910	910	880
Effets commerciaux sur la Belgique ..	4.734	5.456	6.710	7.076	6.465	6.004	6.425	5.595	4.869
Avances sur fonds publics	336	336	385	302	370	282	398	360	308
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arrêtés 22-3-52 et 26-7-52)	118	17	3	13	123	11	11	10	10
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 sept. 1948 et 15 avril 1952) :									
a) certificats du Trésor	5.060	5.430	5.965	5.035	4.960	5.410	6.280	8.030	8.520
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	136	—	526	163	595	310	4	—	—
c) autres effets publics belges	183	234	217	184	124	112	102	89	65
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	382	356	347	334	344	343	341	328	347
Avoirs à l'Office des { Compte A	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Chèques Postaux { Compte B	805	813	813	784	784	761	761	759	725
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.763	34.763	34.763	34.763	34.763	34.724	34.724	34.723	34.723
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.472	1.472	1.472	1.472	1.472	1.478	1.478	1.478	1.478
Immeubles, matériel et mobilier	740	740	740	740	740	889	889	889	889
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	674	674	674	704	705	705	705	707	707
Divers	865	998	933	1.685	1.002	462	381	386	361
	108.438	109.331	111.728	111.540	108.640	107.725	108.741	109.865	109.537

PASSIF

	18-12-1952	24-12-1952	30-12-1952	8-1-1953	15-1-1953	22-1-1953	29-1-1953	5-2-1953	12-2-1953
Billets en circulation	94.404	95.512	97.190	97.021	95.997	95.783	96.301	97.442	96.739
Comptes courants :									
Trésor public { Compte ordinaire	7	4	5	2	2	3	6	8	5
Comptes Accord de Coopération Economique	1.341	1.341	1.341	1.341	1.346	1.315	1.319	1.306	1.306
Banques à l'étranger : comptes ordinaires ..	453	497	472	465	360	336	341	374	379
Comptes courants divers	1.509	1.477	1.689	1.859	1.427	1.521	2.105	1.498	1.971
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiements :									
Pays membres de l'U. E. P.	618	719	1.156	1.237	480	412	572	943	1.073
Autres pays { a)	78	80	68	178	176	204	205	189	210
b)	805	813	813	784	784	761	761	759	725
Total des engagements à vue	99.215	100.443	102.734	102.887	100.572	100.335	101.610	102.519	102.408
Comptes spéciaux pour avances U.E.P. (arrêtés 22-3-1952 et 26-7-1952)	4.118	3.755	3.844	4.009	3.707	3.846	3.584	3.726	3.603
Devises étrangères et or à livrer	2.029	2.045	2.046	1.491	1.027	1.024	1.022	1.085	987
Caisse de Pensions du Personnel	674	674	674	704	706	705	705	707	707
Divers	926	938	954	973	1.152	135	141	149	153
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ..	1.076	1.076	1.076	1.076	1.076	1.280	1.279	1.279	1.279
	108.438	109.331	111.728	111.540	108.640	107.725	108.741	109.865	109.537

ACTIF

(millions de francs)

PASSIF

Encaisse en or	35.181	Billets en circulation.....	97.784
Avoirs sur l'étranger :		Comptes courants et divers :	
a) en devises étrangères.....	1.431	Trésor public :	
b) en francs belges.....	0,5	compte ordinaire.....	24
Devises étrangères et or à recevoir	2.492	comptes Accord de Coopération Economique.....	1.341
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :		Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics.....	405
a) U.E.P. { sans provision spéciale.....	10.066	Banques en Belgique.....	2.446
avec provision spéciale.....	3.872	Banques à l'étranger : comptes ordinaires.....	476
convention du 28 novembre 1952.....	1.013	Particuliers.....	253
b) pays membres de l'U.E.P.	1.640	Valeurs à payer.....	447
c) autres pays.....	646		
Débiteurs pour change et or, à terme	1.477	Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :	
Effets commerciaux sur la Belgique	9.152	Pays membres de l'U.E.P.	1.472
Avances sur fonds publics	394	Autres pays { a/.....	76
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arrêtés 22-3-1952 et 26-7-1952)	166	b/.....	803
Effets publics (art. 20 des statuts. Convention du 14 septembre 1948) :		Total des engagements à vue ...	5.392
a) certificats du Trésor.....	6.035		
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat.....	445	Comptes spéciaux pour avances U.E.P. (arrêtés 22-3-1952 et 26-7-1952)	3.872
c) autres effets publics.....	225	Devises étrangères et or à livrer.....	1.483
Monnaies divisionnaires et d'appoint	345	Caisse de Pensions du Personnel	674
Avoirs à l'Office des Chèques postaux { Compte A.....	2	Comptes transitoires	106
Compte B.....	803	Capital.....	400
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.763	Fonds de réserve :	
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.478	a) Réserve statutaire.....	232
Valeurs à recevoir	167	b) Fonds de prévision.....	234
Immeubles, matériel et mobilier	888	c) Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier..	788
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel.....	673	Bénéfice net à répartir	263
Valeurs amorties et à réaliser	p. m.		
Comptes transitoires	225		
Total de l'actif ...	113.579	Total du passif ...	113.579

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1952

DEBIT

(millions de francs)

CREDIT

Frais généraux.....	293	Escompte, change, intérêts et commissions	747
Frais d'acquisition, de vente et d'expédition d'or	4	Revenus des fonds publics et autres titres acquis en vertu des statuts	64
Subvention à la Caisse de Pensions du Personnel.....	28	Bénéfice sur réalisation et encaissement de titres	7
Amortissement sur immeubles, matériel et mobilier.....	31	Droits de garde, courtages et loyers des coffres	5
Amortissement sur immeubles nouveaux	172	Rentrées sur valeurs amorties et à réaliser.....	0,05
Redevances à l'Etat :		Redevances et bonifications de l'Etat :	
a) Produit des opérations d'escompte et d'avances sur fonds publics excédant 3 ½ %.....	8,5	a) Ristourne du droit de timbre sur la circulation fiduciaire (arrêté royal du 24 août 1939, art. 34).....	102
b) Droit de timbre sur la circulation fiduciaire.....	137,5	b) Bonification de 0,25 % par an sur la dette de l'Etat (arrêté royal du 24 août 1939, art. 33).....	93
Virement aux comptes transitoires du passif pour prévision fiscale	76	c) Bonification de 0,10 % par an sur le montant des petites coupures émises pour compte du Trésor (convention du 18 mars 1946)	2
Virements au Fonds de prévision du bénéfice sur réalisation et encaissement de titres	7		
Bénéfice net à répartir	263		
	1.020		1.020

COMPTES D'ORDRE AU 31 DECEMBRE 1952

85

(millions de francs)

VALEURS A L'ENCAISSEMENT		27
CRÉDITS DOCUMENTAIRES OUVERTS		13
DÉPÔTS DIVERS :		
Nantissement des comptes d'avances sur fonds publics belges	10.447	
Certificats du Trésor sans intérêts déposés en nantissement pour la mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arrêtés 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.061	
Garanties données par les cédants d'escompte	21	
Obligations de l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire	12	
Fonds Monétaire International	8.325	
Banque Internationale de Reconstruction et de Développement	1.833	
Autres dépôts	19.440	
		41.139
CAUTIONNEMENTS DIVERS REÇUS		119
CERTIFICATS DE GARANTIE REÇUS DU TRÉSOR PUBLIC		2.260
CAUTIONS DONNÉES EN FAVEUR DU PERSONNEL		64
ENDOSSEMENT DE CERTIFICATS EN DOLLARS E.-U. POUR COMPTE DU TRÉSOR PUBLIC		2.758
TRÉSOR PUBLIC :		
Portefeuille et avoirs divers		561
Valeurs diverses dont l'Etat est propriétaire :		
Actions ordinaires S. N. C. F. B.	1.000	
Obligations participantes S. N. C. F. B.	638	
Bons du Trésor du Gouvernement Grand-Ducal (Accord Belgo-Luxembourgeois)	1.625	
Certificats 2 1/2 % 1950 du Royaume des Pays-Bas (Convention signée à Paris le 7-9-49)	1.900	
Certificats 4 1/2 % Société nationale des Habitations et Logements à Bon marché	2.240	
Certificats 4 1/2 % Société nationale de la Petite Propriété terrienne	564	
Valeurs diverses	226	
		8.193
Valeurs diverses dont l'Etat est dépositaire :		
Valeurs déposées par des tiers	3.814	
Service de la Dette inscrite	12.063	
Caisse des Dépôts et Consignations	38.392	
Valeurs déposées en cautionnement	1.726	
		55.995
Valeurs remises en exécution de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949 relatif à l'annulation des titres belges au porteur non déclarés		138
Valeurs à délivrer		7.210
Titres retirés de la circulation		214
Fonds d'amortissement de la Dette publique		5.891
Fonds monétaire :		
Fonds publics		3.816
		82.019
FONDS DES RENTES, titres déposés		3.128
CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE :		
Placements provisoires	5.882	
Nantissements de prêts	14	
Dépôts de garanties	73	
		5.969

REPARTITION DU BÉNÉFICE NET

(millions de francs)

1. Aux actionnaires : un premier dividende de 6 % du capital nominal	24,0
2. De l'excédent, soit fr. 238.627.098,84 :	
a) 10 % à la réserve	23,9
b) 8 % au personnel	19,1
3. Du surplus, soit fr. 195.674.221,06 :	
a) A l'Etat 1/5 ^e	39,1
b) Aux actionnaires, un second dividende	156,0
c) Le solde à la réserve	0,5
Total du bénéfice à répartir ...	262,6

OPERATIONS FAITES PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE POUR SON PROPRE COMPTE
(en millions de francs)

85
1952

LOCALITÉS	EFFETS COMMERCEAUX ESCOMPTÉS				COMPTES COURANTS D'AVANCES				COMPTES COURANTS DIVERS				CHÈQUES DÉPLACÉS			
	Nombre	Montant	Impayés		Nombre de comptes ouverts	Débit	Crédit	Débit (2)	Crédit (2)	Effets remis à l'encaissement par les titulaires	Montant	Versements au crédit de comptes ouverts dans d'autres localités (2)	Nombre	Montant	émis	payés
			Nombre	Montant												
Antwerpen	22.998	2.360	423	11,2	2.537,0	2.547,1	33.669	34.099	4.986	982,6	32.154	770	232,7	814	421,9	
Aalst	4.436	475	313	9,2	14,6	14,4	1.483	1.485	32	1,7	2.889	109	12,6	77	45,9	
Boom	—	—	11	0,3	8,8	8,6	217	219	3	0,4	165	2	1,7	69	45,4	
Brugge	6.185	466	94	4,2	188,0	188,8	1.729	1.729	10	0,2	2.078	84	16,4	324	48,4	
Dendermonde	1.522	131	32	3,3	23,3	22,3	504	507	—	—	492	—	—	46	10,0	
Eeklo	2.503	325	7	0,2	6,9	6,9	682	683	—	—	583	3	—	133	18,2	
Gent	4.953	555	246	19,3	156,9	158,1	4.949	4.968	5.138	344,7	6.769	35	9,1	270	274,6	
Geraardsbergen	9.325	290	10	0,2	32,2	32,0	2.439	2.444	31	1,3	2.539	27	1,6	327	32,5	
Hasselt	2.492	454	39	0,7	14,9	19,5	2.439	2.444	32	3,7	2.539	1	—	71	8,7	
Leper	—	—	9	0,1	20,4	22,4	2.777	2.786	—	—	19,6	1	—	143	14,6	
Kortrijk	7.449	1.127	69	0,1	20,4	20,1	2.777	2.786	47	19,6	5.575	98	0,2	98	34,1	
Leuven	892	82	59	2,2	2,9	2,9	2.153	2.156	2	—	5.305	75	17,4	112	47,1	
Mechelen	11.203	823	73	1,5	27,2	27,2	1.487	1.489	22	—	1.741	5	0,5	104	51,2	
Oostende	624	88	57	1,9	8,8	8,8	1.028	1.028	—	—	991	11	0,6	120	53,7	
Oudenaarde	685	53	5	—	16,5	17,3	1.487	1.489	37	—	264	3	0,6	45	4,4	
Roeselare	3.811	266	15	0,3	268,3	269,4	1.480	1.511	—	—	1.166	3	0,6	110	24,7	
Ronse	2.740	193	63	2,0	4,4	3,6	485	485	6	—	425	1	0,1	91	13,8	
Sint-Niklaas	1.845	207	18	1,6	18,7	18,5	481	483	—	—	1.022	48	0,1	91	38,2	
Sint-Niklaas	20.763	3.028	22	0,2	198,2	191,2	4.499	4.506	—	—	2.479	—	—	129	41,0	
Tienen	4.449	293	51	3,2	3,0	2,5	4.499	4.506	3	—	254	8	88,4	69	28,9	
Tongerlon	2.198	261	16	1,4	10,0	9,9	1.656	1.659	—	—	977	1	0,1	109	38,9	
Turnhout	—	—	12	0,2	27,8	27,5	57	57	—	—	119	1	—	47	330,9	
Vervins	—	—	12	0,2	1,0	1,0	57	57	—	—	433,1	99	10,2	296	5,6	
Liège	16.535	1.903	257	6,0	1,0	0,9	852	854	4	—	—	—	—	34	45,1	
Arlon	150	11	31	0,2	1,0	0,9	323	323	4	—	0,1	—	—	138	126,4	
Ath	867	164	13	0,1	456,1	435,5	6.709	6.717	985	216,8	5.175	47	11,7	163	11,2	
Charleroi	11.338	906	170	6,2	1,0	1,2	6.709	6.717	—	—	141	2	—	62	22,2	
Dinant	1.302	43	19	0,2	200,5	206,1	2.160	2.165	604	130,4	731	27	14,6	174	42,6	
Huy	6.547	439	38	1,0	50,1	50,2	2.143	2.144	1	—	2.819	1	0,1	189	22,2	
La Louvière	4.273	714	29	0,1	0,1	0,2	124	124	85	3,8	3	4	1,1	110	12,2	
Malmédy	—	—	13	0,1	7,1	7,7	9	9	—	—	12	9	0,3	39	5,8	
Marche	—	—	2	0,1	53,5	53,5	2.391	2.397	7	—	4.478	—	—	60	11,5	
Mons	9.550	440	56	1,3	31,0	30,7	2.391	2.397	4	—	0,1	4	—	113	10,8	
Mouscron	1.894	124	13	0,6	6,4	6,0	2.371	2.377	4	—	0,1	4	—	6	60,7	
Namur	2.551	173	94	2,1	54,7	37,8	2.249	2.257	14	0,7	2.139	3	0,5	111	60,7	
Neufchâteau	686	26	7	0,2	0,4	0,7	210	210	—	—	27	—	—	85	6,8	
Nivelles	10.462	323	12	0,7	0,7	0,6	614	616	—	—	257	3	0,4	94	13,5	
Péruwelz	1.576	467	35	2,9	2,9	2,7	676	678	72	2,6	266	5	0,4	28	1,5	
Philippeville	888	214	—	—	10,2	9,8	281	281	13	0,3	192	86	7,9	50	2,8	
Soignies	30	—	2	—	0,5	0,6	123	124	8	—	6	—	—	43	6,2	
Tonrhai	1.712	167	45	0,6	58,1	56,3	1.395	1.400	3	—	1.570	84	12,3	57	33,5	
Vervins	6.916	875	88	1,8	191,8	192,7	3.156	3.162	112	8,4	2.762	9	2,7	223	51,3	
Wavre	424	38	12	0,8	33,5	33,6	320	323	—	—	387	—	—	25	4,9	
Luxembourg	13	1	42	0,3	1,9	1,9	9.003	8.916	44	—	2.567	—	—	8	0,6	
Total	199.647	19.328	2.600	92,5	4.965,8	4.970,5	113.164	113.716	12.981	2.155,4	101.944	1.647	449,9	5.458	2.106,5	
Bruxelles	81.142	69.421	(1) 3.789	(1) 66,0	8.837,7	8.855,0	246.430	247.079	27.389	389,7	33.220	4.057	1.711,7	223	75,4	
Total général	280.789	88.749	6.389	158,5	13.803,5	13.825,5	359.594	360.795	40.270	2.555,1	135.164	5.704	2.161,6	5.681	2.181,9	

(1) Y compris les effets impayés présentés par l'Administration des Postes.
(2) Non compris les opérations de *call money*.

OPERATIONS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE POUR LE COMPTE D'AUTRES ORGANISMES

(en millions de francs)

85
1952

LOCALITÉS	TRÉSOR				NOMBRE DE COUPONS PAYÉS		CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE						S. N. C. I.		CHAMBRES DE COMPENSATION (1)		
	COMPTE COURANT ET OPÉRATIONS EN NUMÉRAIRE		FONDS PUBLICS ET VALEURS DU TRÉSOR		pour l'Etat	pour divers	COMPTE COURANT		Effets escomptés		Prêts sur fonds publics		Escompte et prêts réalisés par l'intermédiaire des comptoirs		Nombre de membres affiliés	Pièces compensées	
	Recettes	Paiements	Entrées	Sorties			Recettes (1)	Paiements (1)									
	Montant	Montant	Montant	Montant	(en milliers)		Montant	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
Antwerpen	14.225	25.828	454,6	651,9	3.443	245	69,6	166,4	60	10,3	8	0,1	—	—	22	708.710	170.562
Aalst	394	2.087	51,8	140,8	533	75	22,7	35,1	3.580	415,7	2	0,2	132	9,3	5	57.506	11.703
Boom	408	432	1,5	1,8	77	13	10,6	13,0	—	—	—	—	—	—	5	12.648	2.648
Brugge	3.342	1.414	42,3	87,7	476	109	21,7	39,1	2.006	277,5	6	0,3	64	4,0	6	63.301	8.688
Dendermonde	34	549	4,7	9,1	69	11	2,5	3,3	2.461	267,2	—	—	51	4,8	6	16.727	2.969
Eeklo	82	386	2,4	1,8	57	12	2,4	5,6	1.739	190,3	—	—	—	—	5	17.784	2.695
Gent	6.482	5.981	184,7	353,9	1.531	200	379,7	407,0	855	120,1	7	0,2	—	—	7	123.405	29.536
Geraardsbergen	136	104	0,8	1,2	49	8	2,3	4,0	2.718	279,2	—	—	60	4,3	5	11.738	996
Hasselt	2.471	3.116	15,5	37,8	181	19	13,5	38,1	4.676	490,8	—	—	65	3,6	5	43.870	13.284
Ieper	174	344	5,0	12,0	89	19	0,7	3,2	—	—	—	—	—	—	5	10.247	1.642
Kortrijk	3.363	5.024	161,5	369,8	876	127	35,8	67,6	2.467	225,8	—	—	10	0,3	6	100.618	25.536
Leuven	1.853	4.895	56,2	200,8	693	72	74,5	73,9	1.772	184,2	1	—	37	7,5	6	69.747	21.394
Mechelen	1.369	501	15,6	18,3	263	29	56,5	66,9	1.967	198,2	—	—	34	4,9	5	29.812	3.871
Oostende	749	923	27,5	45,1	207	25	34,9	34,6	453	53,8	3	0,1	16	1,1	8	45.816	4.885
Oudenaarde	188	260	3,6	3,6	74	19	1,5	1,3	469	49,4	—	—	20	1,8	6	14.061	1.609
Roesselare	812	741	8,9	33,0	107	23	1,8	6,5	1.012	121,9	2	0,2	270	15,3	6	59.854	7.700
Ronse	265	599	3,4	3,5	50	18	12,2	19,2	615	82,3	2	—	96	10,1	5	3.100	3.100
Sint-Niklaas	395	752	1,6	1,8	97	19	13,3	47,9	663	79,1	—	—	22	2,4	5	22.860	4.790
Tienen	1.133	1.619	21,2	52,5	248	40	13,8	29,0	237	34,7	—	—	—	—	5	25.390	9.699
Tongeren	92	50	0,1	0,1	25	5	4,0	8,0	1.990	223,0	—	—	25	14,5	5	12.628	710
Turnhout	385	996	4,7	7,0	69	11	5,5	20,8	2.092	190,5	—	—	18	0,8	6	21.749	3.679
Veurne	141	69	3,5	10,4	56	17	15,2	14,7	—	—	—	—	—	—	5	8.451	788
Liège	7.561	11.645	213,5	350,1	2.604	178	531,6	496,9	3.195	316,4	150	13,4	94	15,7	11	159.694	45.749
Arlon	958	925	17,4	37,9	219	43	3,0	14,5	838	101,1	1	—	15	0,8	4	15.091	3.361
Ath	609	203	0,7	1,5	56	11	1,6	8,9	147	13,7	—	—	—	—	4	7.246	972
Charleroi	5.030	5.232	102,9	164,8	1.654	209	15,3	98,9	3.365	337,0	26	0,9	48	2,8	7	118.814	30.737
Dinant	94	21	2,1	2,8	20	3	0,3	3,8	322	48,8	3	0,2	34	4,5	—	—	—
Huy	622	580	7,3	16,5	98	85	2,8	11,7	2.119	276,6	4	0,1	120	16,8	7	24.455	3.726
La Louvière	368	2.364	75,7	130,5	595	584	13,5	51,3	1.187	103,9	11	0,9	35	6,7	4	38.409	16.045
Malmédy	174	42	—	2,7	7	1	—	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	60	8	1,0	1,3	6	1	2,1	6,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	2.006	2.852	86,1	138,1	1.293	163	30,6	98,4	765	90,0	23	6,1	23	1,3	5	48.219	14.367
Mouscron	118	506	1,1	1,8	73	10	3,9	19,1	198	21,6	—	—	1	—	7	19.165	3.197
Namur	2.487	2.538	68,7	128,7	912	128	8,3	23,3	2.282	253,1	—	—	21	1,6	6	48.107	7.716
Neufchâteau	63	3	0,4	0,5	4	1	1,9	4,4	910	96,3	—	—	1	0,2	—	—	—
Nivelles	137	136	1,4	2,1	53	11	0,9	2,7	653	90,9	—	—	68	11,9	5	7.224	930
Péruwelz	95	102	0,6	1,0	45	12	0,4	0,2	464	59,9	3	0,3	5	2,0	6	7.759	830
Philippeville	28	10	1,4	1,3	11	7	5,4	11,8	358	39,2	16	0,4	7	0,7	—	—	—
Soignies	114	26	0,6	1,0	26	3	0,3	0,2	499	69,8	—	—	10	0,3	4	5.181	704
Tournai	1.167	1.731	61,7	117,1	761	99	21,9	43,5	315	26,7	2	0,2	12	1,6	6	39.924	7.650
Verviers	889	1.396	34,1	73,9	768	78	64,1	49,8	820	109,8	11	0,5	12	1,6	8	73.595	13.084
Wavre	94	239	3,6	5,6	56	9	2,1	7,3	6	0,8	3	0,3	—	—	5	14.710	1.645
Luxembourg	—	—	—	—	22	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total...	61.167	87.229	1.750,4	3.222,9	18.553	2.758	1.503,7	2.059,7	50.275	5.549,6	284	24,4	1.426	153,2	—	2.124.167	483.197
Bruxelles.....	275.987	250.058	48.737,2	47.105,9	9.534	6.892	54.338,9	54.116,4	5.523	816,2	113	9,9	—	—	38	1.936.964	1.177.811
Total général...	337.154	337.287	50.487,6	50.328,8	28.087	9.650	55.842,6	56.176,1	55.798	6.365,8	397	34,3	1.426	153,2	—	4.061.131	1.661.008

(1) Non compris les opérations de call money.

SITUATIONS MENSUELLES
DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI.

(millions de francs)

ACTIF

	31-7-1952	31-8-1952	30-9-1952	31-10-1952	30-11-1952	31-12-1952
Encaisse-or	3.023	3.075	3.093	3.124	3.248	3.204
Avoirs en monnaies convertibles en or	1.930	2.359	2.812	3.425	3.651	4.106
Avoirs en francs belges :						
Banques et divers organismes	205	133	192	224	89	108
Certificats du Trésor belge	2.826	2.576	2.176	1.800	1.600	1.450
Autres avoires	2	3	67	6	44	4
Avoirs en autres monnaies	24	19	23	31	26	41
Débiteurs pour change et or à terme	—	—	—	—	—	2
Effets commerciaux sur le Congo belge et le Ruanda-Urundi	1	2	1	—	—	2
Avoirs aux Offices des Chèques postaux	11	6	10	4	2	3
Effets publics belges émis en francs congolais	4.436	4.436	4.436	4.436	4.436	4.436
Fonds publics (art. 6, § 1, litt. 12 et 13 des Statuts)...	87	90	92	99	99	99
Immeubles, matériel et mobilier	32	33	36	48	52	53
Divers	109	103	110	116	122	126
	12.686	12.835	13.048	13.313	13.369	13.754

PASSIF

	31-7-1952	31-8-1952	30-9-1952	31-10-1952	30-11-1952	31-12-1952
Billets et monnaies métalliques en circulation	(*) 4.269	4.208	4.125	4.057	4.113	4.202
Comptes courants et créditeurs divers :						
Congo belge et Ruanda-Urundi	4.639	4.436	4.607	4.318	4.185	4.570
Comptes courants divers	1.749	1.910	1.794	2.372	2.459	2.499
Valeurs à payer	108	103	114	115	135	111
<i>Total des engagements à vue</i>	10.765	10.657	10.640	10.862	10.892	11.382
Engagements en francs belges :						
A vue	792	589	630	798	674	559
A terme	526	546	626	275	275	240
Engagements en monnaies étrangères :						
En monnaies convertibles	413	799	931	1.069	1.104	1.224
En autres monnaies	1	9	7	7	7	13
Monnaies étrangères et or à livrer	—	—	—	—	—	2
Divers	39	85	64	152	177	184
Capital	150	150	150	150	150	150
	12.686	12.835	13.048	13.313	13.369	13.754

(*) Le total des billets et monnaies métalliques en circulation figurait au bilan de la Banque du Congo Belge, à la date du 30 juin 1952 pour 3.856 millions de francs. Pour interpréter la différence de 413 millions de francs, il faut notamment tenir compte de ce qui suit :

a) d'une part, les billets et monnaies en cours de retrait pour compte de la Colonie, pour un montant de 103 millions de francs, n'ont pas été repris par la Banque du Congo Belge et du Ruanda-Urundi;

b) d'autre part, la Banque du Congo Belge, étant institut d'émission, n'incorporait pas son encaisse propre dans le chiffre de la circulation.

II — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

86

Banque de France
(millions de francs)

DATES	Encaisse or	Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements	Portefeuille d'escompte (1)	Effets négociables achetés en France (décret du 17-6-1938)	Avances		Dettes de l'Etat envers la Banque		Billets au porteur en circulation	Comptes courants crédi-teurs Total
					sur titres	à 30 jours sur effets publics	Dettes totale (2)	Dont avances provisoires (3)		
1951 Moyenne annuelle.	188.948	141.068	487.944	191.151	6.510	19.278	797.088	584.792	1.676.806	169.552
1952 Moyenne annuelle.	193.393	21.072	874.523	252.284	7.454	21.068	709.319	593.758	1.935.932	152.512
1951 8 novembre	191.447	76.095	736.195	170.281	6.927	16.259	785.923	587.900	1.812.922	177.156
6 décembre	191.447	28.231	706.897	215.086	6.702	17.926	761.788	585.300	1.775.489	147.986
1952 10 janvier	191.447	25.642	786.292	224.470	7.876	20.667	747.204	594.000	1.862.546	159.627
7 février	191.447	21.167	819.490	240.102	7.556	22.609	732.408	592.800	1.866.528	183.353
6 mars	191.447	15.173	877.884	243.374	7.073	19.944	708.798	601.000	1.895.636	175.022
10 avril	191.447	12.528	871.867	285.045	7.793	23.551	703.001	591.300	1.929.690	170.230
8 mai	191.447	13.919	865.958	276.763	7.428	21.091	707.406	596.200	1.915.834	167.511
5 juin	191.447	15.774	873.789	249.760	8.315	20.420	692.950	599.300	1.916.167	144.831
10 juillet	191.447	17.377	883.723	258.355	7.356	24.125	689.207	600.400	1.959.556	124.837
7 août	191.447	20.309	876.265	250.599	6.925	20.473	718.847	594.100	1.976.644	123.321
4 septembre	194.943	25.983	888.006	254.131	8.060	18.534	734.861	597.700	2.002.510	138.248
9 octobre	194.943	27.883	929.290	283.382	7.723	23.878	733.947	595.200	2.038.142	141.944
6 novembre	194.943	29.133	927.356	259.951	8.339	21.654	719.911	595.800	2.030.974	133.027
4 décembre	198.439	30.265	932.962	259.739	7.550	21.787	713.230	600.200	2.036.309	142.170
1953 8 janvier	200.187	30.791	1.020.954	264.691	7.460	23.764	685.350	599.900	2.110.391	123.532

Taux d'escompte { actuel : 4 % depuis le 8 novembre 1951.
précédent : 3 % depuis le 11 octobre 1951.

(1) Cette rubrique comprend : les effets escomptés sur la France, les effets garantis par l'Office des Céréales, les effets escomptés sur l'étranger et les effets de mobilisation de crédits à moyen terme.

(2) La dette totale comprend : 1° l'avoir de la Banque dans ses comptes courants postaux; les prêts sans intérêts à l'Etat; les avances provisoires de la Banque à l'Etat; les Bons du Trésor négociables remis en contre-partie des cessions d'or au Fonds de Stabilisation des Changes; les avances consenties à ce même Fonds en vertu de la convention du 27 juin 1949; l'Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique; les Bons négociables de la Caisse Autonome d'Amortissement (convent. des 23 juin 1928 et 7 décembre 1931); les Bons du Trésor négociables (souscription de l'Etat au Fonds Monétaire International et au capital de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement); 2° à partir du 6 mars 1952: en outre, Bons du Trésor achetés; 3° à partir du 10 avril 1952: en outre, prêt d'or au Fonds de Stabilisation des Changes.

(3) Les avances provisoires comprennent notamment les « Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 », qui s'élèvent à 426.000 millions de francs.

Bank of England
(millions de £)

DATES	Encaisse métallique		Placements du « Banking Department »				Billets en circulation (Issue Department)	Montant autorisé de la circulation fiduciaire (1)	Dépôts (Banking Department)				Rapport de l'encaisse du Bank. Department au solde de ses dépôts %	
	Monnaies et lingots d'or (Issue Department)	Monnaies (Banking Department)	Valeurs garanties par l'Etat	Escomptes et avances	Autres valeurs	Total			Organismes publics		Banques	Autres dépôts		Total
									compte ordinaire	compte spécial du Trésor (2)				
1951 Moyenne annuelle	0,36	0,84	341,4	14,8	26,8	383,0	1.342,4	1.382,7	16,0	4,2	297,6	88,5	406,3	10,2
1952 Moyenne annuelle	0,36	1,55	314,8	15,5	22,3	352,6	1.435,2	1.475,6	13,1	12,5	277,2	73,9	376,7	11,2
1951 7 novembre	0,36	1,24	330,9	13,1	42,4	386,4	1.357,6	1.400,0	16,6	0,2	300,4	95,4	412,6	10,7
5 décembre	0,36	1,63	360,6	15,7	23,8	400,1	1.383,7	1.400,0	14,1	1,1	296,2	89,0	400,4	4,6
1952 9 janvier	0,36	1,70	339,0	14,2	23,4	376,6	1.395,8	1.450,0	18,2	0,4	304,3	91,9	414,8	13,6
6 février	0,36	1,57	327,2	4,4	42,7	374,3	1.357,6	1.400,0	13,9	14,0	286,6	85,7	400,2	11,1
5 mars	0,36	1,56	334,5	9,5	25,8	369,8	1.375,1	1.400,0	19,6	0,6	274,2	83,7	378,1	7,1
9 avril	0,36	1,54	310,7	9,1	21,2	351,0	1.413,7	1.450,0	14,2	0,5	277,1	79,7	371,5	10,3
7 mai	0,36	1,47	273,4	14,1	38,0	325,5	1.409,4	1.450,0	10,1	0,5	266,4	73,0	350,0	12,1
4 juin	0,36	1,50	296,2	12,6	18,9	327,7	1.420,1	1.450,0	12,4	0,5	258,5	70,0	341,4	9,3
9 juillet	0,36	1,47	316,1	28,7	17,8	362,6	1.465,4	1.500,0	14,2	13,6	283,2	69,8	380,8	9,6
6 août	0,36	1,53	285,8	27,6	30,5	333,9	1.508,4	1.550,0	15,8	18,2	258,5	66,6	359,1	12,1
10 septembre	0,36	1,57	324,2	15,8	16,0	346,0	1.452,0	1.500,0	15,1	30,5	266,0	65,9	377,5	13,2
8 octobre	0,36	1,61	317,2	8,4	13,7	339,3	1.446,5	1.500,0	13,3	24,2	275,2	64,3	377,0	14,7
5 novembre	0,36	1,59	307,0	7,5	30,4	344,9	1.449,5	1.500,0	12,9	26,6	272,4	67,6	379,5	13,8
10 décembre	0,36	1,49	332,4	8,6	13,6	354,6	1.512,7	1.500,0	14,8	16,0	273,8	71,2	375,8	10,4
1953 7 janvier	0,36	1,41	358,7	6,1	14,5	379,3	1.502,0	1.525,0	13,2	24,3	275,2	73,2	385,9	6,4

Taux d'escompte { actuel : 4 % depuis le 12 mars 1952.
précédent : 2 1/2 % depuis le 8 novembre 1951.

(1) Non compris les billets émis en contre-partie de l'or.

(2) Compte de Coopération européenne.

Nederlandsche Bank

(millions de florins)

DATES	Encaisse or	Portefeuille-effets sur la Hollande	Créances et valeurs libellées en monnaies étrangères	Moyens de paiement à l'Etranger	Avances nanties en compte courant (y compris les prêts) sur titres, marchandises et warrants	Cert. de Trésor. repris par la Banque à l'Etat (accord du 26-2-1947)	Créance comptable sur l'Etat (accord du 26-2-1947)	Créances en florins décaissant d'accords de paiement	Billets en circulation		Comptes courants créditeurs						
									Anciennes émissions	Nouvelles émissions	Trésor	Trésor et compte spécial	Avoirs des banques en Hollande	Avoirs décaissant d'accords de paiement	Autres avoirs	Avoirs de non-résidents	Avoirs libellés en monnaies étrangères
1951 Moyenne annuelle...	1.178	106,6	848	4,1	164	1.507	1.500	267	50	2.786	63	1.550	41	322	163	110	544
1952 Moyenne annuelle...	1.314	3,9	1.443	3,6	58	721	1.350	336	43	2.919	592	1.250	66	84	127	98	47
1951 5 novembre	1.182	150,0	908	8,5	222	1.500	1.500	293	46	2.844	44	1.745	35	231	117	114	634
10 décembre	1.182	93,2	1.000	8,1	202	1.500	1.500	281	46	2.843	98	1.762	40	260	125	114	452
1952 7 janvier	1.195	125,1	913	4,8	133	1.500	1.500	237	46	2.925	162	1.692	25	164	138	111	298
4 février	1.195	0,1	882	6,3	114	1.500	1.500	276	45	2.887	232	1.730	54	111	127	113	126
10 mars	1.200	6,0	1.110	2,5	97	1.350	1.500	301	44	2.885	306	1.778	48	97	113	111	88
7 avril	1.288	0,2	1.087	4,5	37	800	1.300	283	44	2.912	349	1.054	75	83	100	106	37
5 mai	1.297	—	1.126	6,3	39	800	1.300	302	44	2.922	400	1.027	105	108	100	107	86
9 juin	1.303	—	1.222	3,4	41	800	1.300	345	43	2.882	617	1.027	47	126	122	105	33
7 juillet	1.303	—	1.413	4,3	34	800	1.300	372	43	2.917	705	1.027	117	105	161	105	30
4 août	1.325	—	1.563	5,3	35	587	1.300	363	42	2.954	753	1.062	68	75	141	87	30
8 septembre	1.222	—	1.847	2,3	36	343	1.300	367	42	2.937	740	1.099	31	48	133	88	30
6 octobre	1.235	—	2.086	0,7	37	228	1.300	348	41	2.967	763	1.129	42	72	139	84	31
10 novembre	1.241	—	2.210	0,7	37	151	1.300	373	41	2.946	871	1.163	42	59	105	86	30
8 décembre	1.569	—	1.949	0,6	40	151	1.300	382	40	2.979	878	1.185	69	58	93	87	31
1953 5 janvier	2.061	21,3	1.479	0,4	39	151	1.300	387	39	3.077	881	1.165	35	34	134	86	33

Taux d'escompte { actuel : 3 % depuis le 1^{er} août 1952.
précédent : 3 1/2 % depuis le 22 janvier 1952.

Banque Nationale Suisse

(millions de francs suisses)

DATES	Encaisse or	Disponibilités à l'étranger pouvant servir de couverture	Portefeuille-effets sur la Suisse	Avances sur nantissement	Correspondants en Suisse	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1951 Moyenne annuelle.....	6.003	225,4	154,9	30,9	13,8	4.432	1.858	99,03
1952 Moyenne annuelle.....	5.848	337,1	206,3	30,0	13,0	4.605	1.692	98,23
1951 7 novembre	5.983	188,0	185,0	32,0	11,8	4.524	1.737	98,55
7 décembre	6.012	207,5	193,4	39,3	10,3	4.654	1.672	98,31
1952 7 janvier	6.003	227,2	245,4	39,5	7,6	4.740	1.645	97,56
7 février	5.935	234,5	205,3	22,1	7,7	4.495	1.770	98,48
7 mars	5.893	270,3	209,1	20,5	9,2	4.503	1.761	98,41
7 avril	5.913	250,4	200,6	26,4	7,2	4.514	1.754	98,33
7 mai	5.835	301,5	204,5	33,4	12,7	4.514	1.739	98,15
7 juin	5.821	286,2	200,2	33,9	9,9	4.503	1.710	98,29
7 juillet	5.815	287,8	201,5	43,5	9,4	4.555	1.666	98,11
7 août	5.814	327,6	205,6	30,1	10,7	4.565	1.685	98,26
6 septembre	5.796	379,0	202,1	29,2	8,6	4.613	1.663	98,40
7 octobre	5.801	427,3	201,3	32,2	9,8	4.683	1.654	98,29
7 novembre	5.803	436,2	198,3	26,7	9,5	4.739	1.597	98,47
6 décembre	5.811	496,3	197,6	34,9	9,9	4.813	1.601	98,33
1953 7 janvier	5.875	494,7	234,7	41,6	10,3	4.938	1.582	97,69

Taux d'escompte { actuel : 1 1/2 % depuis le 26 novembre 1936.
précédent : 2 % depuis le 9 septembre 1936

Federal Reserve Banks
(millions de \$)

86

DATES	Réserves de certificats-or			Autres réserves	Fonds publics nationaux	Billets (Federal Reserve Notes)	Dépôts (Banques associées, Trésor, etc.)	Rapport des réserves aux engagements à vue %
	Certificats-or	Fonds de rachat Billets (F.R.N.)	Total					
1951 Moyenne annuelle	20.147	642	20.789	322	22.738	23.672	20.816	46,7
1952 Moyenne annuelle	21.345	707	22.052	344	23.078	24.915	21.586	47,4
1951 7 novembre ...	20.381	670	21.051	307	23.507	24.370	20.961	46,4
5 décembre ...	20.480	685	21.165	297	23.239	24.731	21.207	46,2
1952 9 janvier ...	20.835	719	21.554	373	23.452	24.785	21.210	46,9
6 février ...	21.074	708	21.782	423	22.614	24.388	20.927	48,1
5 mars ...	21.386	706	22.092	396	22.514	24.408	21.353	48,3
9 avril ...	21.416	699	22.115	357	22.494	24.385	20.796	48,9
7 mai ...	21.412	690	22.102	349	22.329	24.364	21.646	48,1
4 juin ...	21.426	676	22.102	309	22.378	24.628	21.257	48,2
9 juillet ...	21.474	689	22.163	317	22.860	24.948	21.357	47,9
6 août ...	21.457	696	22.153	338	22.977	24.880	21.511	47,8
10 septembre ...	21.445	698	22.143	324	23.229	25.179	21.634	47,3
8 octobre ...	21.439	703	22.142	329	23.663	25.332	21.806	47,0
5 novembre ...	21.433	706	22.139	310	23.520	25.500	22.016	46,6
10 décembre ...	21.376	767	22.143	277	24.239	26.113	22.549	45,5
1953 7 janvier ...	21.125	811	21.936	359	24.391	26.032	22.437	45,3

Taux d'escompte { actuel : 2 % depuis le 16 janvier 1953.
précédent : 1,75 % depuis le 21 août 1950.

Sveriges Riksbank
(millions de Kr.)

ÉPOQUES (moyenne annuelle ou fin de mois)	Encaisse or (1)	Surplus de valeur d'or	Fonds d'Etat et obligations suédois	Effets payables en Suède, prêts et avances en comptes courants	Fonds d'Etat étrangers, effets payables à l'étran- ger et exigible des banques et banquiers étrangers	Tous autres actifs (2)	Billets en circulation	Comptes courants				Tous autres passifs (3)	Droit d'émission total (4)	Rapport en % (5)	
								des institutions d'Etat	de banques commerciales	autres déposants	Ensemble			de l'encaisse métallique aux billets en circul.	de l'encaisse métallique au droit d'émission
1951 Moyenne annuelle.	276	372	3.419	226	1.001	200	3.568	612	432	57	1.102	865	3.825	17,90	17,29
1952 Moyenne annuelle.	443	596	2.657	281	1.326	201	4.106	637	223	23	383	619	4.600	25,30	22,58
1951 Octobre	295	397	3.054	238	1.281	217	3.755	529	625	48	1.202	622	4.100	18,43	16,88
Novembre	300	404	3.128	244	1.422	282	3.823	858	508	61	1.428	622	4.100	18,41	17,17
Décembre	334	451	2.821	247	1.594	304	4.090	528	522	60	1.110	649	4.400	19,19	17,84
1952 Janvier	395	532	2.661	248	1.553	204	3.889	785	425	25	1.235	568	4.400	23,83	21,06
Février	465	627	2.559	237	1.365	266	3.895	769	319	30	1.118	559	4.400	28,03	24,81
Mars	472	636	2.439	279	1.304	238	3.919	866	55	29	950	599	4.400	28,29	25,20
Avril	472	636	2.690	256	1.228	235	4.021	866	74	35	976	618	4.400	27,58	25,18
Mai	463	623	2.729	276	1.321	186	3.962	1.018	60	36	1.114	621	4.400	27,41	24,68
Juin	469	632	2.688	258	1.322	202	4.097	685	218	16	919	653	4.400	26,88	25,03
Juillet	454	612	2.741	269	1.305	144	4.061	782	134	14	930	641	4.800	26,30	22,20
Août	445	599	2.562	302	1.313	150	4.121	284	417	15	716	632	4.800	25,34	21,75
Septembre	444	599	2.477	306	1.279	185	4.158	500	78	18	596	633	4.800	25,09	21,73
Octobre	418	563	2.552	309	1.280	189	4.292	287	208	19	511	647	4.800	22,85	20,44
Novembre	407	549	2.549	310	1.285	202	4.291	350	128	23	501	654	4.800	22,27	19,91
Décembre	406	548	3.240	321	1.350	269	4.577	449	558	22	1.029	609	4.800	20,85	19,88

Taux d'escompte { actuel : 3 % depuis le 1^{er} décembre 1950.
précédent : 2 1/2 % depuis le 9 février 1945.

- (1) La couverture métallique est constituée par la totalité de l'or déposé en Suède et à l'étranger.
(2) A partir d'octobre 1951, non compris les nouveaux comptes : « Participation de la Suède au Fonds Monétaire International » : 517 millions de Kr. et « Actions de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, souscrites par la Suède, partie libérée » : 103 millions de Kr.
(3) A partir d'octobre 1951, non compris les nouveaux comptes : « Fonds Monétaire International » et « Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ».
(4) Le droit d'émission est fixé à 4.100 millions de Kr. par la loi du 8 juin 1951, à 4.400 millions de Kr. par la loi du 14 décembre 1951 et à 4.800 millions de Kr. par la loi du 6 juin 1952.
(5) Pour le calcul des rapports, l'encaisse est évaluée au prix courant de l'or.

Taux d'escompte des principales banques d'émission (au 31 janvier 1953)

	Depuis le	%		Depuis le	%
Allemagne	8 janvier 1953	4,—	Grèce	12 juillet 1948	12,—
Autriche	22 janvier 1953	5,50	Irlande	25 mars 1952	3,50
Belgique	18 décembre 1952	3,— (1)	Italie	6 avril 1950	4,—
Congo belge et Ruanda-Urundi	1 ^{er} juillet 1952	4,— (2)	Norvège	9 janvier 1946	2,50
Danemark	2 novembre 1950	5,—	Pays-Bas	1 ^{er} août 1952	3,—
Espagne	22 mars 1949	4,—	Portugal	12 janvier 1944	2,50
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York)	16 janvier 1953	2,—	Suède	1 ^{er} décembre 1950	3,—
Finlande	16 décembre 1951	5,75	Suisse	26 novembre 1936	1,50
France	8 novembre 1951	4,—	Turquie	26 février 1951	3,—
Grande-Bretagne	12 mars 1952	4,—	Yougoslavie	20 août 1948	1,— à 3,—

- (1) Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.
(2) Taux de traites acceptées domiciliées en banque.

III — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE
 Situations en milliers de francs suisses or
 [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

87

	31 octobre 1952		30 novembre 1952		31 décembre 1952			31 octobre 1952		30 novembre 1952		31 décembre 1952	
	ACTIF							PASSIF					
I. Or en lingots et monnayé.....	571.835	42,9	585.413	42,9	599.415	41,6	I. Capital :						
II. Encaisse.							Capital autorisé et émis 200.000 actions de 2.500 francs suisses or chacune	500.000		500.000		500.000	
A la Banque et en compte courant dans d'autres banques	51.279	3,9	84.526	6,2	48.700	3,4	Actions libérées de 25 %	125.000	9,4	125.000	9,2	125.000	8,7
III. Fonds à vue placés à intérêts..	11.049	0,8	8.211	0,6	15.320	1,1	II. Réserves :						
IV. Portefeuille réescomptable :							1. Fonds de Réserve légale	6.948		6.948		6.948	
1. Effets de commerce et acceptations de Banque	32.568	2,4	32.706	2,4	22.310	1,5	2. Fonds de Réserve générale ...	13.343		13.343		13.343	
2. Bons du Trésor	247.784	18,6	222.688	16,3	245.602	17,1		20.291	1,5	20.291	1,5	20.291	1,4
V. Effets divers remobilisables sur demande.....	280.352		255.394		267.912		III. Dépôts à court terme et à vue (or) :						
	39.828	3,0	47.626	3,5	43.393	3,0	1. Banques Centrales pour leur compte :						
VI. Fonds à terme et avances :							a) De 3 à 6 mois	—		—		—	
1. A 3 mois au maximum	35.376	2,7	71.939	5,1	78.491	5,5	b) A 3 mois au maximum ...	—		34.445	2,5	65.059	4,5
2. De 3 à 6 mois	35.057	2,5	1.817	0,1	13.072	0,9	c) A vue	408.206	30,6	413.458	30,3	409.225	28,4
3. De 6 à 9 mois	18.612	1,4	13.980	1,0	—	—	2. Autres déposants :						
4. De 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—	A vue	6.590	0,5	7.003	0,5	5.737	0,4
5. A plus d'un an	—	—	—	—	—	—		414.797		454.906		480.021	
VII. Effets et placements divers :							IV. Dépôts à court terme et à vue (diverses monnaies) :						
1. Bons du Trésor.							1. Banques Centrales pour leur compte :						
a) A 3 mois au maximum ...	91.783	6,9	95.348	7,0	172.033	12,0	a) De 9 à 12 mois	—		—		—	
b) De 3 à 6 mois	—	—	—	—	—	—	b) De 6 à 9 mois	18.324	1,4	18.343	1,3	—	—
c) De 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—	c) De 3 à 6 mois	3.572	0,3	5.236	0,4	21.943	1,5
d) A plus d'un an	—	—	3.554	0,3	3.557	0,2	d) A 3 mois au maximum ...	469.344	35,2	499.367	36,6	552.201	38,4
2. Autres effets et placements divers :							e) A vue	116.094	8,7	72.268	5,3	66.174	4,6
a) A 3 mois au maximum ...	77.405	5,8	81.027	5,9	78.655	5,5	2. Banques Centrales pour le compte d'autres déposants :						
b) De 3 à 6 mois	23.106	1,7	24.667	1,8	22.907	1,6	a) A 3 mois au maximum ...	9.184	0,7	—	—	—	—
c) De 6 à 9 mois	15.746	1,2	9.818	0,7	8.673	0,6	b) A vue	241	0,0	242	0,0	242	0,0
d) De 9 à 12 mois	8.363	0,6	8.237	0,6	4.669	0,3	3. Autres déposants :						
e) A plus d'un an	4.357	0,3	4.369	0,3	13.098	0,9	a) A plus d'un an	—		11.406	0,8	11.418	0,8
	220.760		227.020		303.592		b) De 6 à 9 mois	—		—		—	
VIII. Actifs divers	1.382	0,1	1.427	0,1	1.333	0,1	c) De 3 à 6 mois	7.146	0,5	—	—	—	—
IX. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placements en Allemagne (voir ci-dessous)....	68.291	5,1	68.291	5,0	68.291	4,7	d) A 3 mois au maximum ...	5.590	0,4	13.282	1,0	16.471	1,1
Total actif.....	1.333.821	100,0	1.365.644	100,0	1.439.519	100,0	e) A vue	18.086	1,3	18.156	1,3	17.954	1,3
							V. Divers	647.581		638.300		686.403	
								12.833	1,0	13.828	1,0	14.485	1,0
							VI. Compte de profits et pertes : Report à nouveau	2.970	0,2	2.970	0,2	2.970	0,2
							VII. Provision pour charges éventuelles	110.349	8,3	110.349	8,1	110.349	7,7
							Total passif.....	1.333.821	100,0	1.365.644	100,0	1.439.519	100,0

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne :	31 octobre 1952	30 novembre 1952	31 décembre 1952	Dépôts à long terme :	31 octobre 1952	30 novembre 1952	31 décembre 1952
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des Postes (échus)	221.019	221.019	221.019	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités (voir Note 2)....	152.606	152.606	152.606
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76.181	76.181	76.181	2. Dépôt du Gouvernement allemand	76.303	76.303	76.303
Total.....	297.200	297.200	297.200	Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir poste IX ci-dessus)	68.291	68.291	68.291
				Total.....	297.200	297.200	297.200

Note 1 : L'or sous dossier et les valeurs détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants, les fonds détenus en qualité d'Agent de l'O.E.C.E. (Union Européenne de Paiements) et les fonds détenus pour le service des emprunts internationaux, dont la Banque est le mandataire-trustee ou l'agent financier, ne sont pas inclus dans la présente situation

Note 2 : Sur le total des dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités équivalant à francs suisses or 152.606.250.—, la Banque a reçu, de Gouvernements dont les dépôts s'élevaient à l'équivalent de francs suisses or 149.920.380.—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies créées par la Banque

IV — UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS

Tableau résumant la situation financière au début des opérations et à la fin de chaque période comptable
en milliers d'unités de compte — chaque unité équivalant à 0,88867088 gramme d'or fin

88.1

	Au début des opérations 1er juillet 1950	A l'issue des opérations pour chaque période comptable								
		De juillet à sept. 1950	Mars 1951	Juin 1951	Septembre 1951	Décembre 1951	Mars 1952	Juin (4) 1952	Septembre 1952	Décembre 1952
ACTIF.										
I. Disponibilités.										
a) Montant de l'engagement du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (dollars)	350.000	307.353	307.353	286.059	235.230	111.916	123.311	123.311	123.311	123.311
b) Or en lingots	—	—	—	—	17.105	100.291	—	149.547	183.485	152.984
c) Solde du compte courant (dollars)	—	30.958	58.112	65.908	9.648	4.675	215.214	78.379	47.831	96.746
d) Bons du Trésor des Etats-Unis d'Amérique au prix d'achat	—	—	4.105	—	—	—	—	—	56.603	—
	<u>350.000</u>	<u>338.311</u>	<u>369.570</u>	<u>351.967</u>	<u>261.981</u>	<u>216.782</u>	<u>338.525</u>	<u>351.237</u>	<u>411.230</u>	<u>373.041</u>
II. Soldes initiaux débiteurs attribués pour l'exercice financier prenant fin le 30 juin 1951 et non encore utilisés.										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	44.050	44.050	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède	21.200	15.625	21.200	21.200	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni	150.000	70.254	—	—	—	—	—	—	—	—
	<u>215.250</u>	<u>129.929</u>	<u>21.200</u>	<u>21.200</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>
III. Crédit spécial ouvert à l'Allemagne en vertu de l'article 13 de l'accord en date du 19 septembre 1950 (1)	—	—	80.119	—	—	—	—	—	—	—
IV. Versement d'or dû par le Danemark et différé en vertu de la Décision du Conseil c (52) 193 en date du 30 juin 1952	—	—	—	—	—	—	—	1.878	—	2.559
V. Crédit spécial ouvert à la Turquie en vertu de l'article 13 (a) de l'accord en date du 19 septembre 1950	—	—	—	—	—	—	—	—	16.916	3.357
VI. Prêts consentis à des Parties contractantes en vertu de l'article 11 de l'accord en date du 19 septembre 1950.										
Danemark	—	15.570	39.149	61.094	61.699	38.523	10.389	27.012	14.492	29.736
Allemagne	—	142.438	192.000	182.552	104.775	—	—	—	—	—
France	—	—	—	—	—	167.978	(3)362.856	270.637	298.593	312.000
Islande	—	—	—	—	—	—	—	1.769	1.850	1.566
Italie	—	—	41.000	—	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	—	11.492	118.800	175.599	157.073	23.070	—	—	—	—
Norvège	—	—	13.847	20.009	8.446	9.669	8.090	—	5.439	16.506
Royaume-Uni	—	—	—	—	141.941	539.236	622.048	636.000	636.000	589.601
Suède	—	—	30.251	44.304	—	—	—	—	—	—
Turquie	—	—	12.182	28.184	30.000	30.000	30.000	30.000	30.000	30.000
	—	<u>169.493</u>	<u>447.229</u>	<u>511.742</u>	<u>503.934</u>	<u>808.476</u>	<u>1.033.383</u>	<u>965.418</u>	<u>986.374</u>	<u>979.409</u>
VII. Prêts consentis aux Parties contractantes au titre des soldes initiaux créditeurs attribués à titre de prêt (2).										
Norvège	—	—	10.000	10.000	10.000	10.000	10.000	10.000	10.000	10.000
Turquie	—	—	—	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000
	—	—	<u>10.000</u>	<u>35.000</u>	<u>35.000</u>	<u>35.000</u>	<u>35.000</u>	<u>35.000</u>	<u>35.000</u>	<u>35.000</u>
VIII. Divers	565.250	637.738	928.118	920.317	801.321	1.060.258	1.406.908	1.353.533	1.449.520	1.393.366
PASSIF.										
I. Fonds de roulement	286.250	286.250	286.250	271.575	271.575	271.575	271.575	271.575	271.575	271.575
II. Soldes initiaux créditeurs attribués à titre de dons pour l'exercice financier prenant fin le 30 juin 1951 ou non encore utilisés.										
Autriche	80.000	72.049	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce	115.000	73.509	22.380	—	—	—	—	—	—	—
Islande	4.000	2.127	97	—	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	30.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	50.000	39.390	—	—	—	—	—	—	—	—
	<u>279.000</u>	<u>187.075</u>	<u>22.477</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>
III. Crédits reçus de Parties contractantes en vertu de l'article 11 de l'accord en date du 19 septembre 1950.										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	—	—	61.243	147.391	201.313	201.313	201.313	201.313	201.313	201.313
Allemagne	—	—	—	—	—	43.298	117.566	05.540	271.636	238.955
Autriche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15.125
France	—	144.810	187.443	149.633	87.825	—	—	—	—	—
Grèce	—	—	—	—	188	—	—	—	—	—
Islande	—	—	—	—	—	20	42	—	—	—
Italie	—	2.351	—	12.087	91.506	123.000	123.000	123.000	123.000	94.211
Norvège	—	—	—	—	—	—	—	550	—	—
Pays-Bas	—	—	—	—	—	—	124.035	163.081	182.698	183.659
Portugal	—	15.839	38.744	36.541	42.000	42.000	42.000	42.000	42.000	38.827
Suède	—	—	—	—	2.788	111.679	149.091	141.693	133.653	133.178
Suisse	—	—	26.494	11.122	63.399	95.962	112.996	110.295	121.840	117.790
Turquie	—	1.413	—	—	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni	—	—	305.427	291.968	—	—	—	—	—	—
	—	<u>164.413</u>	<u>619.351</u>	<u>648.742</u>	<u>489.019</u>	<u>617.272</u>	<u>870.043</u>	<u>977.472</u>	<u>1.076.440</u>	<u>1.023.058</u>
IV. Crédit reçu des Parties contractantes en vertu de l'article 13 (b) de l'accord en date du 19 septembre 1950.										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	—	—	—	—	40.072	139.994	222.599	45.299	46.856	47.091
Italie	—	—	—	—	—	16.332	23.202	1.906	27	—
Portugal	—	—	—	—	—	655	14.861	8.997	3.634	—
	—	—	—	—	<u>40.727</u>	<u>171.187</u>	<u>265.066</u>	<u>53.502</u>	<u>50.517</u>	<u>47.091</u>
V. Crédit spécial accordé par l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en vertu de l'article 13 (b) de l'accord en date du 19 septembre 1950	—	—	—	—	—	—	—	50.000	50.000	50.000
VI. Divers	—	—	40	—	—	224	224	984	988	1.642
	<u>565.250</u>	<u>637.738</u>	<u>928.118</u>	<u>920.317</u>	<u>801.321</u>	<u>1.060.258</u>	<u>1.406.908</u>	<u>1.353.533</u>	<u>1.449.520</u>	<u>1.393.366</u>

N. B. — Les intérêts des prêts accordés ou reçus ne figurent pas dans la situation ci-dessus. — (1) Aux termes de décisions prises par le Conseil de l'O.E.C.E., le 13 décembre 1950, un crédit spécial d'un montant maximum de 120 millions d'unités de compte a été ouvert à l'Allemagne pour les périodes comptables comprises entre le 1er novembre 1950 et le 30 septembre 1951. Pour les périodes comptables comprises entre le 1er mai et le 30 septembre 1951, le plafond de 120 millions est réduit mensuellement de 20 millions d'unités de compte. — (2) Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a attribué à la Norvège un solde initial créditeur de 10 millions d'unités de compte et à la Turquie, un solde initial créditeur de 25 millions d'unités de compte à titre de prêts consentis par l'Union, en vertu de l'article 10 de l'accord en date du 19 septembre 1950. — (3) Y compris 100 millions d'unités de compte conformément à la décision du Conseil de l'O.E.C.E. du 14 mars 1952. — (4) Après exécution des ajustements effectués conformément aux décisions du Conseil de l'O.E.C.E. en date du 30 juin 1952.

REGLEMENT DE LA POSITION DES PAYS MEMBRES A L'EGARD DE L'UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS (*)

88.2

1^{er} juillet 1950 au 31 décembre 1952 (1)

(millions d'unités de compte)

PAYS MEMBRE ET ZONE MONÉTAIRE ASSOCIÉE	POSITION BRUTE		POSITION CUMULATIVE NETTE	Utilisation nette des ressources existantes par (-) ou sur (+) les autres membres	RESSOURCES SPÉCIALES et SOLDES INITIAUX créditeurs (+) ou débiteurs (-) Montant utilisé	AJUSTEMENTS (au titre des intérêts payés (-) ou versés (+) et arrangements spéciaux au 1 ^{er} juillet 1952 (2)	QUOTA DISPONIBLE	UTILISATION DES QUOTAS		
	Total des excédents (+) et total des déficits (-) bilatéraux							MONTANT UTILISÉ (h + i = g)		
	a	b						TOTAL Déficit (-) ou excédent (+) comptable cumulatif g = (b+c+d+e)	DONT (3)	
			Excédent (+) ou déficit (-)					Prêt reçu (-) ou accordé (+) par le pays membre h	Or versé (-) ou reçu (+) par le pays membre i	
Allemagne	+ 1.346,5	- 979,6	+ 366,8	+ 11,9	-	- 0,8	500	+ 377,9	+ 239,0	+ 139,0
Autriche	+ 118,3	- 227,0	- 108,8	-	+ 125,0	+ 0,0	70	+ 16,3	+ 15,1	+ 1,1
Belgique-Luxembourg	+ 1.258,5	- 507,6	+ 750,9	+ 15,8	- 29,4	- 322,9	360 (4)	+ 424,8	+ 248,4	+ 176,4
Danemark	+ 370,1	- 395,6	- 25,5	- 5,0	-	+ 10,4	195	- 32,3	- 32,3	-
France	+ 686,2	- 1.307,6	- 621,4	+ 12,9	-	- 1,8	520	- 612,8	- 312,0	- 300,8
Grèce	+ 38,7	- 267,7	- 229,0	+ 1,1	+ 227,9	+ 4,3	45 (4)	nil	-	-
Islande	+ 3,6	- 16,1	- 12,5	-	+ 10,9	+ 0,0	15	- 1,6	- 1,6	- 0,0
Italie	+ 565,0	- 463,3	+ 101,7	+ 42,5	-	+ 3,2	205	+ 147,4	+ 94,2	+ 53,2
Norvège	+ 312,2	- 388,3	- 76,1	+ 0,4	+ 60,0	+ 0,8	200	- 16,5	- 16,5	-
Pays-Bas	+ 993,0	- 726,5	+ 266,5	-	+ 30,0	- 0,2	355	+ 296,3	+ 183,7	+ 112,7
Portugal	+ 182,3	- 117,7	+ 64,7	-	-	+ 3,0	70	+ 63,7	+ 38,8	+ 24,8
Royaume-Uni	+ 1.763,8	- 2.413,9	- 650,1	- 93,1	- 150,0	+ 2,0	1.060	- 905,3	- 589,6	- 315,7
Suède	+ 640,3	- 434,2	+ 206,2	+ 15,4	- 9,8	+ 2,6	260	+ 214,4	+ 133,2	+ 81,2
Suisse	+ 508,0	- 325,5	+ 182,5	-	-	+ 3,1	250	+ 185,6	+ 117,8	+ 67,8
Turquie	+ 166,2	- 382,1	- 215,9	- 1,9	+ 72,5	- 2,2	50	- 147,5	- 33,4	- 114,1
Total...	+ 8.952,8	- 1.939,3	+ 1.939,3	+ 100,0	+ 526,3 - 189,2	+ 21,3 - 348,2		+ 1.726,3 - 1.716,1	+ 1.070,1 - 985,3	+ 656,1 - 730,7

(1) La Suisse est comprise à partir du 1^{er} novembre 1950.

(2) Intérêts reçus (+) ou versés (-) par le pays au titre des crédits qu'il a accordés à l'Union ou reçus de celle-ci, et ajustements des positions de la Belgique et du Portugal (- 322,9 et - 3,0 respectivement) effectués au 1^{er} juillet 1952, conformément aux Décisions du Conseil du 30 juin 1952.

(3) Y compris les règlements hors quota ci-après :

Déficits intégralement réglés en or ou en dollars, en vertu de l'article 13 (a) :

	Millions d'unités de compte
France	92,8
Turquie	94,1

Utilisation du « crédit spécial » accordé à la Turquie. Ce montant est compris dans le chiffre de 33,4.

	Millions d'unités de compte
Turquie	3,4

Excédents réglés conformément aux Décisions du Conseil du 30 juin 1952, en vertu de l'article 13 (b) :

Belgique-Luxembourg	94,2
---------------------------	------

(4) Le quota de la Grèce en tant que débiteur est bloqué à zéro; le quota effectif de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise est de 331 millions d'unités de compte.

(*) Pour l'explication des en-têtes des colonnes, voir la notice publiée dans le *Bulletin* de novembre 1951, p. 221.

V — STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES (1)
(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A LA DISPOSITION DE L'ÉCONOMIE BELGE									Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges
	MONNAIE FIDUCIAIRE			MONNAIE SCRIPTURALE				Total du stock monétaire à la disposition de l'économie belge	P. c. de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (*)	Comptes courants de la Banque Nationale de Belgique (*)	Avoirs en comptes chèques postaux (*)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements parat bancaires (*)	Stock de monnaie scripturale			
								(1)	(2)	
1950 Novembre	4.687	86.238	89.734	563	18.158	43.812	62.533	152.267	58,9	10.584
1951 Septembre	5.516	91.648	96.006	554	19.062	46.998	66.614	162.620	59,0	15.233
Octobre	5.311	92.512	96.512	501	19.278	47.929	67.708	164.220	58,8	17.692
Novembre	5.359	92.204	96.301	516	19.462	47.607	67.585	163.886	58,8	16.489
Décembre	5.433	94.967	99.089	674	20.079	47.938	68.691	167.780	59,1	17.197
1952 Janvier	5.453	94.197	98.269	546	19.484	46.744	66.774	165.043	59,5	17.548
Février	5.462	94.713	98.913	562	19.883	45.968	66.413	165.326	59,8	17.785
Mars	5.478	94.778	98.980	502	19.897	49.718	70.117	169.097	58,5	15.662
Avril	5.523	95.772	100.009	451	19.468	49.123	69.042	169.051	59,2	15.257
Mai	5.547	96.236	100.530	692	20.010	49.055	69.757	170.287	59,0	14.595
Juin	5.605	96.311	100.580	524	20.246	49.326	70.096	170.676	58,9	14.552
Juillet	5.703	97.175	101.449	484	20.306	48.402	69.192	170.641	59,5	2) 7.347
Août	5.687	96.588	100.782	496	21.171	48.537	70.204	170.986	58,9	7.477
Septembre	5.597	95.990	100.283	468	20.820	49.372	70.660	170.943	58,7	7.384
Octobre	5.578	96.704	101.071	451	20.496	51.254	72.201	173.272	58,3	7.522
Novembre	5.546	96.262	100.450	510	20.501	50.376	71.387	171.837	58,5	6.899

(*) Déduction faite des encaisses du système bancaire.

(1) Cfr. *Bulletin d'Information et de Documentation* de décembre 1949, vol. II, n° 6 : « La détermination du stock monétaire dans l'économie belge », pp. 333 et suivantes.

(2) Le transfert des fonctions de banque d'émission de la Banque du Congo Belge à la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi a provoqué certains transferts qui affectent la colonne « Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges ».

En effet, parmi ceux-ci figuraient antérieurement les engagements des sièges métropolitains de la Banque du Congo Belge vis-à-vis de ses succursales congolaises de l'ordre de 6,7 milliards au 30 juin 1952.

Une partie de ces comptes ont été absorbés lors des opérations de reprise d'actifs et de passifs par la nouvelle Banque Centrale; les sièges africains ont converti le solde en francs congolais. La diminution sensible des avoirs de l'étranger en juillet provient essentiellement de ces mouvements importants plus apparents que réels.

VI — VITESSE DE CIRCULATION DE LA MONNAIE SCRIPTURALE EN BELGIQUE

Mois	Comptes chèques postaux (1)	Dépôts à vue dans les banques
1951 Septembre	3,48	1,67
Octobre	3,53	1,83
Novembre	3,82	1,85
Décembre	3,77	1,94
1952 Janvier	3,70	1,94
Février	3,79	1,89
Mars	3,63	1,81
Avril	3,72	1,74
Mai	4,12	1,75
Juin	3,65	1,73
Juillet	3,79	1,81
Août	3,77	1,58
Septembre	3,31	1,62
Octobre	3,60	1,69
Novembre	3,91	1,59

(1) Voir tableau n° 36.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, n'étant pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES

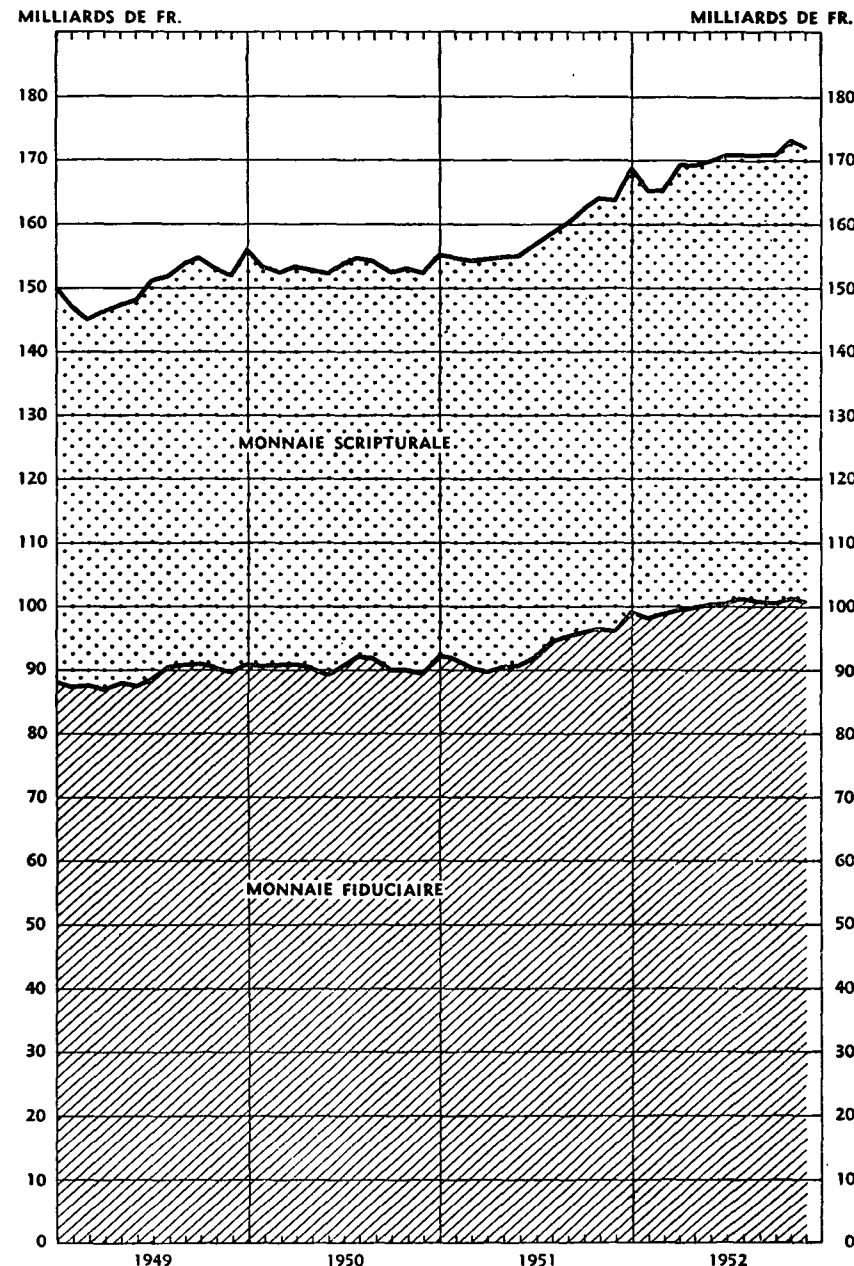


TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

STATISTIQUES COURANTES

	Tabl.		Tabl.
LE MARCHÉ DE L'ARGENT		LA PRODUCTION	
I — Taux d'escompte et de prêts	2	I — Production charbonnière et métallurgique.....	55
II — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Épargne	4	II — Industrie textile	56
LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES MÉTAUX PRÉCIEUX		III — Productions diverses	56
I — Cours des métaux précieux.....	9	IV — Énergie électrique	58
II — Cours officiels des changes	10	V — Gaz	59
LE MARCHÉ DES CAPITAUX		LA CONSOMMATION	
I — Cours comparés de quelques fonds publics....	14	I — Indices des ventes à la consommation.....	65
II — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers	15	II — Consommation de tabac	66
III — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles.....	15	III — Abattages dans les 12 principaux abattoirs du pays	67
IV — Cours et rendements des principaux types de valeurs à revenu fixe	16	LES TRANSPORTS	
Valeur globale et rendement des titres belges à revenu fixe au 2 janvier 1952 et au 5 jan- vier 1953.	16	I — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges	70
V — Émissions de capitaux en Belgique et au Congo belge	17	a) recettes et dépenses d'exploitation	
Tableau rétrospectif		b) wagons fournis à l'industrie	
Émissions des sociétés congolaises en sep- tembre 1952 :		c) trafic :	
Détail des émissions		1° trafic général	
Groupement par importance du capital		2° grosses marchandises :	
Émissions des sociétés belges en octobre 1952 :		A) ensemble du trafic	
Détail des émissions		B) service interne belge	
Groupement par importance du capital		II — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux	70
VI — Emprunts des pouvoirs publics.....	18	III — Les ports	71
VII — Opérations bancaires du Crédit Communal	19	a) Anvers	
VIII — Inscriptions hypothécaires	20	b) Gand	
LES FINANCES PUBLIQUES		IV — Mouvement général de la navigation intérieure	72
I — Situation de la Dette publique	25	LE COMMERCE EXTÉRIEUR	
II — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Belgique	25	I — Classification adoptée par la convention de Bruxelles.....	75
III — Rendement des impôts	26	II — Nomenclature des sections d'après la classification type du commerce international (C.T.C.I.)...	75
LES REVENUS ET L'ÉPARGNE		LE CHOMAGE	
I — Rendement des sociétés par actions belges et congolaises	30	I — Chômage complet et partiel	81
Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement :		II — Répartition des chômeurs contrôlés par province	81
octobre 1952		III — Répartition des chômeurs inscrits par groupe de professions	81
Tableau rétrospectif		STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES	
II — Caisse Générale d'Épargne et de Retraite....	31	I — Belgique et Congo belge :	
a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne		Situations globales des banques.....	85
b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite		Banque Nationale de Belgique :	
III — Indice trimestriel des salaires	32	Situations hebdomadaires	85
LE MOUVEMENT DES AFFAIRES		Bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1952	
I — Chambres de compensation	35	Mouvement des opérations pendant l'exer- cice 1952	
a) Mouvement du débit		Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi :	
b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles		Situations mensuelles.....	85
II — Chèques postaux	36	II — Banques d'émission étrangères :	
LES PRIX		Situations	86
a) Indices des prix de gros en Belgique.....	45	Banque de France	
b) Indices des prix de gros en Belgique et à l'étranger	45	Bank of England	
c) Indices des prix de détail en Belgique.....	46	Nederlandsche Bank	
		Banque Nationale Suisse	
		Federal Reserve Banks	
		Sveriges Riksbank	
		Taux d'escompte	
		III — Banque des Règlements Internationaux, à Bâle	87
		IV — Union Européenne de Paiements :	
		Résumé de la situation financière	88.1
		Règlement de la position des pays membres..	88.2
		V — Stock monétaire en francs belges.....	89
		VI — Vitesse de circulation de la monnaie scripturale en Belgique	89

Prix de l'abonnement annuel { Etranger, 300 francs
Belgique, 250 francs

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
